



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, VENDREDI 24 DÉCEMBRE 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, DECEMBER 24th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à : l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion : 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes : 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction : 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé : 30 cents chacun.

Feuilles volantes : \$1 la douzaine.

Abonnement : \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre : le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion : 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions : 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation : 50 cents per 100 words.

Single copies : 30 cents each.

Slips : \$1. per dozen.

Subscriptions : \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Alemho Glass Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre décembre 1948, constituant en corporation: Yves Leduc, avocat, Marcelle Tanguay, sténographe, fille majeure, et Jacques Lessard, étudiant en droit, tous de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce et l'industrie de manufacturier de miroirs de toutes sortes; et de tous articles faits de verre ou partiellement faits de verre, sous le nom de "Alemho Glass Co. Ltd." avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville de Léry, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général le quatre décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letters Patent

Alemho Glass Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1948, incorporating: Yves Leduc, advocate, Marcelle Tanguay, stenographer, spinster, and Jacques Lessard, law student, all of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its lines the trade and business of manufacturing mirrors of all kinds; and all articles made wholly or partly of glass, under the name of "Alemho Glass Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville de Léry, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Association de Bienfaisance de
Ville Mont-Royal Inc.
Town of Mount-Royal Welfare
Association Inc.**

**Association de Bienfaisance de
Ville Mont-Royal Inc.
Town of Mount-Royal Welfare
Association Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Marc-André Blain, avocat, Léo Bégin, opérateur, et Luce Laferrière, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les relations sociales et amicales entre les hommes de la paroisse St-Joseph de ville Mont-Royal, sous le nom de "Association de Bienfaisance de Ville Mont-Royal Inc." — "Town of Mount-Royal Welfare Association Inc."

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux de hasard et d'habileté, et n'autorisent pas non plus la corporation à demander, exploiter ou détenir un permis octroyé par la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$80,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Aux Trois Mousses, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois décembre 1948, constituant en corporation: Paul Turgeon, comptable, Marthe Morel et Anne-Marie Lajeunesse, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

L'exploitation dans les limites de la Province, de salles de billard, d'allées de quilles, de restaurants, cafétérias, et de tous les commerces s'y rattachant suivant les usages courants dans la province, sous le nom de "Aux Trois Mousses, Inc.", avec un capital de \$60,000 divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trois décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Baron Mfg. Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux novembre 1948, constituant en corporation: Abraham J. Rosenstein, Eric H. Feigelson, avocats, et Harry B. Zarr, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer des vêtements pour hommes et garçons;

Faire le commerce de cotonnades, lainages, soieries, chenilles, produits en chenille, marchandises sèches, rayons, sous le nom de "Baron Mfg. Company", avec un capital de \$40,000 divisé en

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Marc André Blain, advocate, Léo Bégin, operator, and Luce Laferrière, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop social and friendly intercourse among the men of the parish of St-Joseph de Ville Mont-Royal, under the name of "Association de Bienfaisance de Ville Mont-Royal Inc." — "Town of Mount-Royal Welfare Association Inc."

The powers granted do not allow games of chance and skill, nor do they authorize the corporation to apply for, operate or hold a license granted by the Quebec Liquor Commission;

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$80,000.

The head office of the corporation will be at the town of Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general, this twenty-fifth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Aux Trois Mousses, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1948, incorporating: Paul Turgeon, accountant, Marthe Morel and Anne-Marie Lajeunesse, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate, within the limits of the Province, pool rooms, bowling alleys, restaurants, cafeterias and any business connected therewith according to the present customs in the province, under the name of "Aux Trois Mousses, Inc.", with a capital stock of \$60,000 divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Baron Mfg. Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1948, incorporating: Abraham J. Rosenstein, Eric H. Feigelson, advocates, and Harry B. Zarr, merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing of men's and boys' clothing;

To deal in cottons, woollens, silks, chenilles, chenille products, dry goods, rayons, under the name of "Baron Mfg. Company", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares

200 actions privilégiées et en 200 actions ordinaires, toutes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Chateau Pontiac Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf novembre 1948, constituant en corporation: William Hamilton Green, vendeur d'Ottawa, Emerson Bernard Downs, de Hayley's, tous deux de la province d'Ontario, et Lindon R. Quale, marchand, de Campbell's Bay, comté de Pontiac, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers et aubergistes, sous le nom de "Chateau Pontiac Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Portage-du-Fort, district judiciaire de Pontiac.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Chaussure Protection Ltée (Protection Shoe Ltd.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier décembre 1948, constituant en corporation: Jean-Paul Gagnon, industriel, Paul-Émile Normand, comptable, et Marthe Demeules, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, courtiers, marchands de chaussures de toutes sortes, sous le nom de "Chaussure Protection Ltée" (Protection Shoe Ltd.), avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Cie Générale de l'Habitation Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept novembre 1948, constituant en corporation: Jean Grégoire, avocat, Henri Bonneau, comptable, Léopold St-Amour, agent d'assurances, A. T. Ouimet, rentier, et Léo Alain, commerçant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer les matériaux utilisés dans la construction;

Exercer les métiers de charpentier, menuisier, terrassier, maçon, briqueteur, plombier, couvreur, peintre, tapissier et décorateur et tous métiers de

and 200 common shares, all of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Chateau Pontiac Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1948, incorporating: William Hamilton Green, salesman, of Ottawa, Emerson Bernard Downs, of Hayley's, both in the Province of Ontario, and Lindon R. Quale, merchant, Campbell's Bay, County of Pontiac, for the following purposes:

To carry on the business of hotel and innkeepers, under the name of "Chateau Pontiac Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The numbers of shareholders is limited to twenty.

The head office of the Company will be at Portage-du-Fort, Judicial District of Pontiac.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Chaussure Protection Ltée (Protection Shoe Ltd.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1948, incorporating: Jean Paul Gagnon, manufacturer, Paul Emile Normand, accountant, and Marthe Demeules, spinster, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, brokers, and dealers in shoes of all kinds, under the name of "Chaussure Protection Ltée"—(Protection Shoe Ltd.), with a capital stock of \$75,000 divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cie Générale de l'Habitation Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1948, incorporating: Jean Grégoire, advocate, Henri Bonneau, accountant, Léopold St-Amour, insurance agent, A. T. Ouimet, annuitant, and Léo Alain, trader, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture building materials;

To carry on the trades of carpenter, joiner, excavator, mason, bricklayer, plumber, roofer, painter, paper-hanger and decorator, and all

la construction, sous le nom de "Cie Générale de l'Habitation Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$50 chacune et 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 159, rue Craig Ouest, Chambre 916, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Eastern Paper Products, Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six novembre 1948, constituant en corporation: Roger Séguin, avocat, Laure Cartier, épouse séparée de biens de Roger Séguin, et dûment autorisée par son époux, tous deux de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, et Henri Turgeon, huissier, de ville St-Joseph, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, marchands, négociants et distributeurs de produits, effets et marchandises de toute description faits en tout ou en partie de papier, sous le nom de "Eastern Paper Products, Inc.", avec un capital de \$175,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

E. Morin & Fils, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1948, constituant en corporation: Eugène Morin, industriel, Jean-Paul Morin et Gilles Morin, marchands, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchands de meubles et accessoires; de marchand de fer, sous le nom de "E. Morin & Fils, Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Forest Hills House Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente novembre 1948, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, Hyman Eric Feigelson, avocats, et Sydney Phillips, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

building trades, under the name of "Cie Générale de l'Habitation Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 300 common shares of \$50 each, and 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 159 Craig Street West, Room 916, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Eastern Paper Products, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1948, incorporating: Roger Séguin, advocate, Laure Cartier, wife separate as to property of Roger Séguin, duly authorized by her husband, both of Drummondville, judicial district of Arthabaska, and Henri Turgeon, bailiff, of the town of St. Joseph, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, merchants, traders and distributors of products, wares and merchandise of every description, made in whole or in part of paper, under the name of "Eastern Paper Products, Inc.", with a capital stock of \$175,000 divided into 250 common shares of a par value of \$100 each, and 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

E. Morin & Fils, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1948, incorporating: Eugène Morin, manufacturer, Jean-Paul Morin, and Gilles Morin, merchants, all of the city of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on business as dealers in furniture and accessories, and of iron merchants, under the name of "E. Morin & Fils, Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Forest Hills House, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1948, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, Hyman Eric Feigelson, advocates, and Sydney Phillips, clerk, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Acheter, améliorer, vendre et entretenir des terrains et des bâtisses; et exploiter une maison de pension, un hôtel et une auberge pour touristes, sous le nom de "Forest Hills House Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera au Petit Lac Long, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le trente novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hotel Château Gai, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1948, constituant en corporation: Paul Fleury, chauffeur, Jean Laplante, ouvrier, et Gabrielle Déry, sténographe, fille majeure, tous de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, sous le nom de "Hotel Château Gai, Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jack Seligman Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf novembre 1948, constituant en corporation: Jack Seligman, Saul Brookman et Bennie Greenberg, marchands, Jean Greenberg, ménagère, épouse séparée de biens de son époux Bennie Greenberg et dûment autorisée par lui et Sophie Brookman, ménagère, épouse séparée de biens de son époux Saul Brookman et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et faire le commerce de tous genres de marchandises nécessaires à un magasin de tabac, bonbons et confiseries, sous le nom de "Jack Seligman Incorporated", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jewish People's Schools Association Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux novembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Shloime Wiseman, directeur, Moses Dickstein,

To purchase, to improve, sell and maintain lots and buildings; and to operate a boarding house, hotel and tourist inn, under the name of "Forest Hills House Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each, and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Petit Lac Long, Judicial District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hotel Château Gai, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1948, incorporating: Paul Fleury, chauffeur, Jean Laplante, workman, and Gabrielle Déry, stenographer, spinster, all of Sorel, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To carry on the hotel business, under the name of "Hotel Château Gai, Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jack Seligman Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1948, incorporating: Jack Seligman, Saul Brookman and Bennie Greenberg, merchants, Jean Greenberg, housewife, wife separate as to property from her husband Bennie Greenberg, and duly authorized by him, and Sophie Brookman, housewife, wife separate as to property from her husband Saul Brookman, and duly authorized by him, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade, and deal with all types of merchandise necessary to the carrying on of a tobacco, candy and confectionery store, under the name of "Jack Seligman Incorporated", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jewish People's Schools Association Inc.

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1948, incorporating without share capital: Shloime Wiseman, principal, Moses Dickstein, insurance ma-

gérant d'un bureau d'assurances, Morris Wasserman, marchand, Hyman Deckelbaum, Israel Cohen, Samuel Harvey, Joseph Berman, manufacturiers, Abraham Parnass, négociant, Aaron Feldman, marchand en gros et Michael Greenblatt, procureur, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager, favoriser, stimuler et promouvoir l'étude de la culture, l'histoire, les coutumes, le folklore, la musique, les arts et métiers hébreux et juifs, sous le nom de "Jewish People's Schools Association Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Joseph Bouchard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept novembre 1948, constituant en corporation: Charles Coderre, avocat, de la cité d'Outremont, Lucien Cédilot, agent, Yvette Forget, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme couvreurs, entrepreneurs-couvreurs dans toutes ses spécialités, ferblantiers, entrepreneurs en ventilation et pour la mise à l'épreuve de l'eau; plombiers, galvanisateurs, émailleurs, électro-plaqueurs et vernisseurs, fabricants de tuiles et de terra-cotta, sous le nom de "Joseph Bouchard Limitée", avec un capital de \$19,900, divisé en 199 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Filature de St-Georges Ltée St. George Spinning Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier décembre 1948, constituant en corporation: Armand Rancourt, Georges Roberge, industriels, et Georges Veilleux, contremaître, tous de Saint-Georges-de-Beauce, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Exercer une industrie générale de fabrication et de mise sur le marché de la laine et toute industrie incidente ou de toute manière s'y rapportant, sous le nom de "La Filature de St-Georges Ltée"—"St. George Spinning Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

nager, Morris Wasserman, marchand, Hyman Deckelbaum, Israel Cohen, Samuel Harvey, Joseph Berman, manufacturiers, Abraham Parnass, jobber, Aaron Feldman, wholesaler and Michael Greenblatt, barrister, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To encourage, sponsor, foster and support the study of Hebrew and Jewish culture, history, customs, folk ways, music, arts and crafts, under the name of "Jewish People's Schools Association Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Joseph Bouchard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1948, incorporating: Charles Coderre, advocate, of the city of Outremont, Lucien Cédilot, agent, Yvette Forget, secretary, spinster, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as roofers, roofing contractors, in all the specialties thereof, tin-smith's, contractors for ventilation and waterproofing; plumbers, galvanizers, enamellers, electro-platers and varnishers, tile and terracotta manufacturers, under the name of "Joseph Bouchard Limitée", with a capital stock of \$19,900 divided into 199 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Filature de St-Georges Ltée St. George Spinning Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1948, incorporating: Armand Rancourt, Georges Roberge, manufacturers, and Georges Veilleux, foreman, all of Saint-Georges-de-Beauce, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on the general business of manufacturing wool and rendering it marketable, and carry on any business connected with or incidental to the same, under the name of "La Filature de St-Georges Ltée"—"St. George Spinning Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laurentian Wool Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six novembre 1948, constituant en corporation: John Albert Engel, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Adolphe Gardner, avocat et conseil en loi du Roi, et Berthe Maysenhoelder, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Trafiquer, négocier et exercer le commerce de manufacturiers d'habits et vêtements, sous le nom de "Laurentian Wool Company Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. Cohen & Son Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre novembre 1948, constituant en corporation: Louis Mortimer Bloomfield, C.R., Philip Fischel Vineberg et David Goodman, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et, en général, faire le commerce d'huile, charbon, coke, bois de charpente et toutes sortes de combustibles et produits combustibles, installations et accessoires de chauffage et de climatisation;

Exercer le commerce de rouliers publics par terre, par eau ou par air, sous le nom de "L. Cohen & Son Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Centre des Loisirs de Mont-Joli, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Napoléon Levesque, chef des pompiers, Roger Marcoux, hôtelier, et Guy d'Anjou, avocat, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Promouvoir, développer et encourager les sports et l'athlétisme dans la ville de Mont-Joli, et s'occuper d'employer les loisirs de la population de la ville de Mont-Joli, sous le nom de "Le Centre des Loisirs de Mont-Joli, Inc."

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux de hasard et d'habileté, et n'autorisent pas non plus la corporation à demander, exploiter ou détenir un permis octroyé par la Commission des liqueurs de Québec.

Laurentian Wool Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1948, incorporating: John Albert Engel, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Adolphe Gardner, advocate and King's Counsel, and Berthe Maysenhoelder, secretary, fille majeure, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To trade, deal in and carry on the business of manufacturers of clothing and wearing apparel, under the name of "Laurentian Wool Company Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each, and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L. Cohen & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1948, incorporating: Louis Mortimer Bloomfield, K.C., Philip Fischel Vineberg and David Goodman, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, and generally deal in oil, coal, coke, timber and all kinds and fuel products, heating, air conditioning equipment and accessories;

To carry on the business of common carriers by land, water or air, under the name of "L. Cohen & Son Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Centre des Loisirs de Mont-Joli, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of November, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Napoléon Levesque, Fire Chief, Roger Marcoux, hotelkeeper, and Guy d'Anjou, advocate, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To promote, develop and encourage sports and athletics in the town of Mont-Joli, and to interest itself in the use made of the leisure hours of the population of the town of Mont-Joli, under the name of "Le Centre des Loisirs de Mont-Joli, Inc."

The powers conferred do not permit games of chance and skill nor do they authorize the corporation to apply for, exercise or hold a license granted by the Quebec Liquor Commission.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Centre Social de St. Justin Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente novembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Désiré Paquin, cultivateur, Ernest Gagné, Albert Gagné, Antonin Gagné, imprimeurs, Albert Baril, Paul Baril, Denis Carufel, plombiers, Lucien Lafrenière, comptable, Arsène Grimard, bourgeois, et Arthur Robitaille, typographe, tous de Saint-Justin, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Unir en association tous les Chevaliers de Colomb du sous-conseil de St-Justin qui désirent en faire partie, dans l'intention d'améliorer de toutes manières compatibles avec la loi, les conditions de la vie sociale à St-Justin et ses environs, sous le nom de "Le Centre Social de St. Justin Inc."

La corporation n'a pas l'intention de demander acquérir ou détenir une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec;

Tous les pouvoirs accordés n'autorisent en aucune circonstance, les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Justin, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Immeubles Sagard Ltée

Avis est, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1948, constituant en corporation: Wilbrod Bherer, C.R., Guy Pouliot, avocats, et Jacques Juneau, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir des immeubles, en retirer les revenus et les administrer, sous le nom de "Les Immeubles Sagard Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Industrie Savoie, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000

The head office of the corporation will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Centre Social de St. Justin Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Charles Désiré Paquin, farmer, Ernest Gagné, Albert Gagné, Antonin Gagné, printers, Albert Baril, Paul Baril, Denis Carufel, plumbers, Lucien Lafrenière, accountant, Arsène Grimard, gentleman, and Arthur Robitaille, typographer, all of Saint-Justin, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To unite into an association all the Knights of Columbus of the sub-Council of St-Justin who desire to do so, with the intention of improving, by every way consistent with Law, the conditions of the social life at St-Justin and its environs, under the name of "Le Centre Social de St. Justin Inc."

The corporation has no intention of applying for, acquiring or holding a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The powers conferred do not, under any circumstance, allow gambling, games of chance and games of chance and skill mixed.

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Justin, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Immeubles Sagard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1948, incorporating: Wilbrod Bherer, K.C., Guy Pouliot, advocates, and Jacques Juneau, student of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire immoveables, derive rentals therefrom and manage them, under the name of "Les Immeubles Sagard Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Industrie Savoie, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1948, constituant en corporation: Alfred Savoie, François Savoie, industriels et Laurent Crochetière, comptable, tous de Manseau, district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois et de matériaux de construction sous toutes les formes, sous le nom de "Les Industries Savoie, Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires, de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Manseau, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Hôpital Val St-Michel du Squatteck Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid Morin, Alfred Viel, Joseph-Napoléon Morin, cultivateurs, Simon Pelletier, journalier, Roland Robitaille, marchand, Laurent Roy, boucher, J.-A. Laforest, marchand, et Henri Michaud, gérant, tous de Saint-Michel-du-Squattek, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Eriger, bâtir, acquérir, posséder et exploiter un hôpital, sous le nom de "L'Hôpital Val St-Michel du Squatteck Inc."

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Michel-du-Squattek, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le trois décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lionel Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1948, constituant en corporation: Lionel-J. Willetts, manufacturier, de la cité de Québec, Aimé Aubert, menuisier, de Notre-Dame-des-Laurentides, et Edouard-Thomas Barry, restaurateur, de Giffard, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toiles vénitiennes, et du bois en général, le travailler, le préparer pour la fabrication et pour la construction en général, sous le nom de "Lionel Industries Ltd.", avec un capital de \$49,000 divisé en 250 actions privilégiées de \$100 chacune et 240 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 130½ Crémazie, cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1948, incorporating: Alfred Savoie, François Savoie, manufacturers, and Laurent Crochetière, accountant, all of Manseau, judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To carry on the lumber business and deal in building materials under all the forms thereof, under the name of "Les Industries Savoie, Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Manseau, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Hôpital Val St-Michel du Squatteck Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Wilfrid Morin, Alfred Viel, Joseph Napoléon Morin, farmers, Simon Pelletier, labourer, Roland Robitaille, merchant, Laurent Roy, butcher, J.-A. Laforest, merchant, and Henri Michaud, manager, all of Saint-Michel-du-Squattek, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To erect, build, acquire own and operate a hospital, under the name of "L'Hôpital Val St-Michel du Squatteck Inc."

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Michel-du-Squattek, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lionel Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1948, incorporating: Lionel J. Willetts, manufacturer, of the city of Quebec, Aimé Aubert, joiner, of Notre-Dame-des-Laurentides, and Edouard Thomas Barry, restaurant-keeper, of Giffard, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in venetian blinds and in lumber in general, to dress and prepare lumber for manufacturing purposes and construction work in general, under the name of "Lionel Industries Ltd." with a capital stock of \$49,000 divided into 250 preferred shares of \$100 each and 240 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 130½ Crémazie street, city of Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lou Zimmerman Inc.

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1948, constituant en corporation: Ezra Leithman, avocat, Gerald S. Tritt, Abraham Halmer Vineberg, avocats et conseil en loi du Roi, et Alan B. Gold, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de manufacturiers et marchands de vêtements et vêtements de sport de toute description, lainages, tissus textiles, articles en caoutchouc, caoutchouc, gutta-percha, cellulose, cellulose ou autres matières semblables sous le nom de "Lou Zimmerman Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Madison Investment Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq novembre 1948, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat en conseil en loi du Roi, Marie Paule Hudon et Françoise Gagnon, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vendeurs d'obligations, souscripteurs, courtiers en placements et courtiers d'actions dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Madison Investment Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Menuiserie Chalifour Limitée
Chalifour Woodwork Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1948, constituant en corporation: Onésime Chalifour, industriel, Dame Juliette Bolduc-Chalifour, rentière, tous deux de Sillery, et Jacques Chalifour, industriel, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois dans toutes ses spécialités;

Manufacturer, dessiner, sculpter, mouler et autrement fabriquer de l'ameublement, de la menuiserie, ébénisterie;

Faire le commerce et exercer l'industrie d'entrepreneurs généraux ou spéciaux de construction, sous le nom de "Menuiserie Chalifour Limitée"—"Chalifour Woodwork Limited", avec un capital de \$149,900, divisé en 500 actions privilégiées, classe A, de \$100 chacune, 600 actions privilégiées, classe B, de \$100 chacune, et 399 actions ordinaires de \$100 chacune.

Lou Zimmerman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1948, incorporating: Ezra Leithman, advocate, Gerald S. Tritt, Abraham Halmer Vineberg, advocates and King's Counsel, and Alan B. Gold, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, and dealers in wear and sportswear of every description, woollen goods, textile fabrics, rubber goods, rubber, gutta-percha, cellulose, celluloid or other similar materials, under the name of "Lou Zimmerman Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Madison Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1948, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Marie-Paule Hudon and Françoise Gagnon, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, underwriters, investment brokers, and share brokers in all its branches, under the name of "Madison Investment Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Menuiserie Chalifour Limitée
Chalifour Woodwork Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1948, incorporating: Onésime Chalifour, industrialist, Dame Juliette Bolduc-Chalifour, annuitant, both of Sillery, and Jacques Chalifour, industrialist, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business in all the specialties thereof;

To manufacture, design, carve, mould or otherwise fabricate furniture, woodwork, cabinet-work;

To carry on business and industry as general or special building contractors, under the name of "Menuiserie Chalifour Limitée"—"Chalifour Woodwork Limited", with a capital stock of \$149,900, divided into 500 class A preferred shares of \$100 each, 600 Class B preferred shares of \$100 each and 399 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Mont St-Hilaire Ski Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1948, constituant en corporation: Edmond Auclair, contracteur, René Lussier, restaurateur, Raoul Laporte, comptable, Jacques Pinsonneault, commis, Roland St-Georges, pomiculteur, et Guy Tétreault, contre-maître, tous de Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Conduire des opérations de sport récréatif en plein air;

Exercer le commerce d'hôtel, sous le nom de "Mont St-Hilaire Ski Club Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,600 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Morton Clothes Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq novembre 1948, constituant en corporation: Celia Cohen, Claire Taylor et June Kirlin, secrétaires, filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toute sorte, sous le nom de "Morton Clothes Ltd.", avec un capital de \$60,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

M. Wexler Flocking Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq novembre 1948, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, avocat et conseil en loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocat, et Ethel Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et faire le commerce de toutes sortes et genres d'articles capitonnés et accessoires de capitonnage, sous le nom de "M. Wexler Flocking Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Mont St-Hilaire Ski Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1948, incorporating: Edmond Auclair, contractor, René Lussier, restaurant keeper, Raoul Laporte, accountant, Jacques Pinsonneault, clerk, Roland St-Georges, apple grower, and Guy Tétreault, foreman, all of Saint-Hilaire, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To conduct open air sports and amusements;

To carry on the hotel business, under the name of "Mont St-Hilaire Ski Club Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,600 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Saint-Hilaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Morton Clothes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1948, incorporating: Celia Cohen, Claire Taylor and June Kirlin, secretaries, spinners, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Morton Clothes Ltd.", with a capital stock of \$60,000 divided into 200 preferred shares having a par value of \$100 each, and 400 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

M. Wexler Flocking Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1948, incorporating: Samuel E. Schwisberg, advocate and King's Counsel, Cyril E. Schwisberg, advocate, and Ethel Schwisberg, secretary, spinners, all of the City of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in and with all manners and types of flocked articles and flocking supplies, under the name of "M. Wexler Flocking Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of the par value of \$100

valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nadeau Realities Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf novembre 1948, constituant en corporation: Charles H. Nadeau, William Nadeau et J. Norbert Nadeau, manufacturiers de bois de construction, de Port-Daniel Station, district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Posséder des terrains, immeubles de toutes sortes, acheter, vendre ou transférer tout bien immobilier, sous le nom de "Nadeau Realities Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 5,000 actions de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Daniel Station, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

National Plastics Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente novembre 1948, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, Milton L. Klein, avocat, et David Love, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et acheter et vendre des articles, matrices, instruments, outils, outillage en plastique, en métal et en cire, machinerie, nouveautés, pièces d'avions et pièces d'automobiles, sous le nom de "National Plastics Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Northern Resorts Association of the Laurentians

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Reginald Jacobs, Moe Rabiner, Joseph B. Laing, Oscar Handelman, hôteliers, de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, Henry Kaufmann et Raymond Berzan, hôteliers, de Ivy Nord, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager, développer et réglementer l'industrie de l'hôtellerie et l'administration des auberges et lieux de villégiature dans les

each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nadeau Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1948, incorporating: Charles-H. Nadeau, William Nadeau and J. Norbert Nadeau, lumber manufacturers, of Port-Daniel Station, Judicial District of Bonaventure, for the following purposes:

Own land, real estate of all kinds, buy, sell or transfer any real estate, under the name of "Nadeau Realities Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 5,000 shares of \$20 each.

The head office of the Company will be at Port-Daniel Station, Judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

National Plastics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1948, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, Milton L. Klein, advocate, and David Love, accountant all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer and to buy, sell, articles, dies, instruments, tools, equipment of plastic, metal and wax materials, machinery, novelties, aeroplane parts, automobile parts, under the name of "National Plastics Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Northern Resorts Association of the Laurentians

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1948, incorporating: without share capital: Reginald Jacobs, Moe Rabiner, Joseph B. Laing, Oscar Handelman, hotel keepers, of the Town of Ste-Agathe-des-Monts, Henry Kaufmann and Raymond Berzan, hotel keepers, of Ivy North, all in the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To promote, encourage, develop and regulate the hotel, inn, and resort trade in the Laurentian Mountains, in the Province of Quebec, under th

montagnes laurentiennes, province de Québec, sous le nom de "Northern Resorts Association" of the Laurentians".

L'Association ne demandera aucun permis ou licence dans le but de vendre des breuvages alcooliques et ne dirigera, n'encouragera ou ne permettra les jeux de hasard parmi ses membres ou autres sur les propriétés de l'association.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

North Star Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1948, constituant en corporation: Jean-Marie Nadeau, André Nadeau, avocats, et Lyse Mignault, secrétaire, célibataire majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre, construire, réparer, refaire des ponts, routes, viaducs, pistes d'avions, quais, pavages, immeubles et édifices de toutes sortes, sous le nom de "North Star Construction Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Peerless Clothing Mfg. Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre novembre 1948, constituant en corporation: Moses Segal, Philip Segal, manufacturiers, Dame Rya Segal, ménagère, épouse séparée de biens de Eric Levitt, et dûment autorisée par lui, Dame Greta Segal, managère, épouse contractuellement séparée de biens de Lawrence Tarshis, et dûment autorisée par lui, Harry Blanshay et Joel Marcovitz, procureurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers et marchands d'habits et vêtements de toute sorte et description, sous le nom de "Peerless Clothing Mfg. Company", avec un capital de \$550,000 divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Philippe Trottier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

name of "Northern Resorts Association of the Laurentians".

The Association shall not make any application for any permit or licence for the sale of alcoholic beverages, and shall not conduct, encourage or permit games of chance among its members or others, upon the association premises.

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

North Star Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1948, incorporating: Jean-Marie Nadeau, André Nadeau, advocates, and Lyse Mignault, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To undertake the building, repairing and re-making of bridges, highways, viaducts, runways for planes, wharves, pavements, immoveables and buildings of all kinds, under the name of "North Star Construction Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided, into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Peerless Clothing Mfg. Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1948, incorporating: Moses Segal, Philip Segal, manufacturers, Dame Rya Segal, housewife, wife separate as to property of Eric Levitt, and duly authorized by him, Dame Greta Segal, housewife, wife contractually separate as to property of Lawrence Tarshis, and duly authorized by him, Harry Blanshay and Joel Marcovitz, barristers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, dealers of garments and clothing of every kind and description, under the name of "Peerless Clothing Mfg. Company", with a capital stock of \$550,000 divided into 5,000 common shares of \$10 each, and 5,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Philippe Trottier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept novembre 1948, constituant en corporation: Philippe Trottier, Armand Trottier, entrepreneurs-général, et Jean Poirier, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux; et le commerce des matériaux de construction, sous le nom de "Philippe Trottier Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Pretty Fashions Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deux novembre 1948, constituant en corporation: Celia Cohen, Claire Taylor et June Kirlin, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toute sorte, sous le nom de "Pretty Fashions Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quality Buttonhole Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six novembre 1948, constituant en corporation: Harry Wiener, Max Whiteman, manufacturiers, et Norman Genser, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et à faire le commerce de boutonnières et de vêtements de toute nature et description, sous le nom de "Quality Buttonhole Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 190 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Quebec Outfitters Association
L'Association des Outfitters de Québec**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1948, incorporating: Philippe Trottier, Armand Trottier, general contractors, and Jean Poirier, chartered accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and that of dealer in building materials, under the name of "Philippe Trottier Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Pretty Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1948, incorporating: Celia Cohen, Claire Taylor and June Kirlin, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Pretty Fashions Inc.", with a capital of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quality Buttonhole Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1948, incorporating: Harry Wiener, Max Whiteman, manufacturers, and Norman Genser, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, and dealing in buttonholes and clothing of every nature and description, under the name of "Quality Buttonhole Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 190 preferred shares having a par value of \$100 each, and 1,000 common shares having a par value of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Quebec Outfitters Association
L'Association des Outfitters de Québec**

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1948, incorporating without share capital: J.-Léonce Hamel,

J. Léonce Hamel, hôtelier et pourvoyeur, Barnabé A. Boivin, pourvoyeur, tous deux de Roberval, Charles Préfontaine, pourvoyeur, de Montréal, Tom Wheeler, hôtelier et pourvoyeur, de St-Jovite, J. Rudy Dupont, pourvoyeur de Parent, J. H. Riberdy, hôtelier et pourvoyeur, de la Tuque, Gérard Nault, hôtelier et pourvoyeur, de Maniwaki, Albert Thibault, pourvoyeur, de Lac Bouchette, et Ernest P. Hervieux, pourvoyeur, de Duplessis, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager la venue dans cette Province de toute personne intéressée à la chasse ou à la pêche, sous le nom de "Quebec Outfitters Association"—"L'Association des Outfitters de Québec".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1948 constituant en corporation: Alice Boire, José Drouin, sténographes, filles majeures, Jean-Paul Ste-Marie et Claude Ducharme, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'une agence de publicité;

Développer, exploiter et administrer des plans et projets pour grossir le volume des ventes et encourager la bonne entente entre le marchand et le client, sous le nom de "Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd.", avec un capital de \$8,100 divisé en 40 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$200 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Service Familial de la Rive Sud

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente novembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: M. le Chanoine Valère Roy, ptre, curé de Notre-Dame de Lévis, M. l'abbé Joseph-V. Boucher, ptre, curé de Lauzon, M. l'abbé Charles Rodrigue, ptre, curé du Christ-Roi, M. l'abbé Joseph-Alexandre Rochette, ptre, curé de Ste-Jeanne d'Arc, M. l'abbé Lucien Gariépy, ptre, curé de St-David, M. l'abbé Emile Hébert, ptre, curé de Bienville, M. l'abbé Charles Eugène Langelier, ptre, curé de Ste-Bernadette Soubirous, et M. le Chanoine E.-Alfred Dupont, ptre, curé de Saint-Romuald, pour les objets suivants:

Aider la famille et travailler à son relèvement moral et social, sous le nom de "Service Familial de la Rive Sud."

hotel keeper and outfitter, Barnabé A. Boivin, outfitter, both of Roberval, Charles Préfontaine, outfitter, of Montreal, Tom Wheeler, hotel keeper and outfitter, of St. Jovite, J. Rudy Dupont, outfitter, of Parent, J. H. Riberdy, hotel keeper and outfitter, of La Tuque, Gérard Nault, hotel keeper and outfitter, of Maniwaki, Albert Thibault, outfitter, of Lac Bouchette, and Ernest P. Hervieux, outfitter, of Duplessis, for the following purposes:

To promote and encourage the coming into this Province of any person interested in hunting or fishing, under the name of "Quebec Outfitters Association"—"L'Association des Outfitters de Québec."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at the city of Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Retail Sales Promotion Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1948, incorporating: Alice Boire, José Drouin, stenographers, spinsters, Jean-Paul Ste-Marie and Jean-Claude Ducharme, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general advertising agency;

To develop, operate and manage plans or schemes for the promotion of sales, and fostering of goodwill between merchant and customer, under the name of "Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd." with a capital stock of \$8,100 divided into 40 preferred shares having a par value of \$200 each and 100 common shares having a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Service Familial de la Rive Sud

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. Canon Valère Roy, parish priest of Notre-Dame de Lévis, the Rev. Abbé Joseph V. Boucher, parish priest of Lauzon, the Rev. abbé Charles Rodrigue, parish priest of Christ-Roi, the Rev. abbé Joseph Alexandre Rochette, parish priest of Ste-Jeanne d'Arc, the Rev. abbé Lucien Gariépy, parish priest of St-David, the Rev. abbé Emile Hébert, parish priest of Bienville, the Rev. abbé Charles Eugène Langelier, parish priest of Ste-Bernadette Soubirous, and the Rev. Canon E. Alfred Dupont, parish priest of Saint-Romuald, for the following purposes:

To assist the family and work towards the social and moral raising of its standards, under the name of "Service Familial de la Rive Sud."

La valeur maximum des immeubles que la Corporation pourra posséder est fixée à \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Société Anonyme du Bas-Fleuve, Inc.
(Lower St. Lawrence Corporation)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1948, constituant en corporation: Louis Dugal, avocat, Lucien Bédard, notaire, et Marcelle Beaulieu, sténodactylo, fille majeure, tous de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Produire industriellement et faire le commerce en général des produits chimiques de toute sorte et de leurs dérivés et sous produits, sous le nom de "Société Anonyme du Bas-Fleuve, Inc." (Lower St. Lawrence Corporation).

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

The MacIntosh Chinchilla Ranch Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du vingt novembre 1948, constituant en corporation: Edouard Bernard, avocat, Luce Lafontaine, sténographe, et Rita Chabot, dactylographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

L'élevage et le commerce d'animaux de toutes sortes et plus spécialement de chinchillas, visons, renards, et autres animaux à fourrure, sous le nom de "The MacIntosh Chinchilla Ranch Inc."

Le montant du capital-actions social de la compagnie, sera divisé comme suit: 750 actions ordinaires sans valeur nominale, 725 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de pas moins de \$7,500;

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose Ouest, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Thos. Abel Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1948, constituant en corporation:

The maximum value of the immovable property which the corporation may hold is fixed at \$50,000.

The head office of the corporation will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Société Anonyme du Bas-Fleuve, Inc.
(Lower St. Lawrence Corporation)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1948, incorporating: Louis Dugal, advocate, Lucien Bédard, notary, and Marcelle Beaulieu, stenographer-typist, spinster, all of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To produce industrially and deal generally in chemical products of all kinds and their derivatives and by-products, under the name of "Société Anonyme du Bas-Fleuve, Inc." (Lower St. Lawrence Corporation).

The capital stock of the company is divided into 2,000 shares having no par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence operations is \$10,000.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

The MacIntosh Chinchilla Ranch Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1948, incorporating: Edouard Bernard, advocate, Luce Lafontaine, stenographer, and Rita Chabot, typist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To breed and deal in animals of all kinds and more particularly in chinchilla, mink, foxes and other fur-bearing animals, under the name of "The MacIntosh Chinchilla Ranch Inc."

The amount of capital stock of the company will be divided as follows: 750 common shares having no nominal value, 725 preferred shares of a par value of \$50 each;

The amount with which the company will commence operations shall not be less than \$7,500.

The head office of the company will be at Sainte Rose West, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of November, 1948.

L. DESILETS,

Thos. Abel Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1948, incorporating: Alphonse Des-

Alphonse Desharnais, industriel, des cité et district judiciaire de Chicoutimi, Eileen P. Delaney, comptable agréée, célibataire, J.-Théophile Legault, jr, notaire, Noëlla Lefebvre et Réjeanne Robert, sténographe, la précédente dactylographe, tous quatre des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de chaussures et leurs accessoires, sous le nom de "Thos. Abel Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le deux décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Vitrex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1948, constituant en corporation: Roger Sénécal, vitrier, de Sillery, H. Fernando Bédard, industriel, et J. Ubald Archambault, ingénieur professionnel, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie du verre, des plastiques et du métal dans toutes ses spécialités et toutes autres industries connexes, sous le nom de "Vitrex Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 6,000 actions communes de \$5 chacune, et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 542, 16ème rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
23757-o L. DÉSILETS.

harnais, industrialist, of the city and judicial district of Chicoutimi, Eileen P. Delaney, chartered accountant, spinster, J. Théophile Legault, Jr., notary, Noëlla Lefebvre and Réjeanne Robert, stenographer, the former a typist, all four of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in footwear and all accessories of same, under the name of "Thos. Abel Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Vitrex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1948, incorporating: Roger Sénécal, glazier, of Sillery, H. Fernando Bédard, manufacturer, and J. Ubald Archambault, professional engineer, both of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in glass, plastic and metal in all the specialties thereof, and carry on any other business connected therewith, under the name of "Vitrex Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 6,000 common shares of \$5 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 542, 16th Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
23757 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1720

Québec, le 16 décembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 3173 du 16 août 1944 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec;

ATTENDU QUE les dits avis ont été publiés dans la Gazette officielle de Québec, édition des 30 octobre et 13 novembre 1948;

Orders in Conseil

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1720

Quebec, December 16, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the building materials industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 3173 of August 16, 1944, and amendments, relating to the building materials industry in the Province of Quebec;

WHEREAS the said notices have been published in the Quebec Official Gazette, issues of October 30 and November 13, 1948;

ATTENDU QUE les objections formulées contre les modifications proposées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3173, soit modifié de la façon suivante:

1° Les employeurs suivants:

"De Spi t Mosaic and Marble Co. Ltd.,
North End Tile Company,
C. B. Ciot,
Canadian Terrazzo & Marble Company,
A. Zambon & Son."

sont acceptées comme parties co-contractantes de première part et leurs noms sont ajoutés aux parties contractantes déjà mentionnées au décret, à savoir:

"Smith Marble & Construction Company Ltd., 207, avenue Van Horne, Montréal,
Pizzagalli Terrazzo Tile Manufacturing Co. Ltd., 105 ouest, rue Jean-Talon, Montréal,
Canadian Flooring Tile Co. Ltd., 27 ouest, rue Jean-Talon, Montréal,
Art Tile & Ceramique Company, 6557 rue Garnier, Montréal,
Missisquoi Stone & Marble Company Limited, Philipsburg, Qué."

2° L'établissement "Deery Marble Company, Ltd.", 6554 rue Durocher, Montréal, ayant cessé ses opérations, son nom est radié de la liste des parties contractantes de première part.

3° "L'Association des ouvriers de l'industrie de marbre, tuile et terrazzo, inc." est acceptée comme partie co-contractante représentant les salariés et son nom est ajouté à celui de la "Fédération Catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction", apparaissant actuellement dans le décret comme partie de deuxième part.

4° La section III dudit décret est remplacée par la suivante:

"Section III

Industrie du marbre

I. a) *Juridiction industrielle*: La présente section régit toutes les opérations exécutées dans les carrières et ateliers de l'industrie du marbre.

b) *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale de cette section comprend la province de Québec. Pour fins d'application, ladite juridiction est divisée en deux zones comme suit:

Zone I: L'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

Zone II: Le reste de la province.

Clauses particulières relatives à la Zone I

II. *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires minima ci-dessous mentionnés doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	Taux horaires
Tailleur de marbre à la main	\$1.20
Apprenti tailleur de marbre:	
1ère année.	0.80
2ème année.	0.90
3ème année.	1.00
4ème année.	1.10
Préposé au fonctionnement de machines carborundum.	1.15
Tailleur à la machine.	1.00

WHEREAS the objections to the draught amendments have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3173, be amended as follows:

1. The following employers:

"De Spi t Mosaic and Marble Co. Ltd.,
North End Tile Company,
C. B. Ciot,
Canadian Terrazzo & Marble Company,
A. Zambon & Son."

are accepted as co-contracting parties of the first part and their name is added to the contracting parties already mentioned in the decree, namely:

"Smith Marble & Construction Company Ltd., 207 Van Horne Ave, Montreal
Pizzagalli Terrazzo Tile Manufacturing Co. Ltd., 105 W. Jean-Talon street, Montreal
Canadian Flooring Tile Co. Ltd., 27 W. Jean-Talon street, Montreal
Art Tile & Ceramique Company, 6557 Garnier street, Montreal
Missisquoi Stone & Marble Company Limited, Philipsburg, Que."

2. The firm "Deery Marble Company, Ltd.", 6554 Durocher street, Montreal, having ceased to operate, its name is stricken off the list of contracting parties of the first part.

3. "L'Association des ouvriers de l'industrie du marbre, tuile et terrazzo, inc." is accepted as co-contracting party representing the employees and its name is added to that of "La Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction" actually mentioned in the decree as party of the second part.

4. Part III of the said decree is replaced by the following:

"Part III

Marble Industry

I. a) *Industrial jurisdiction*: The present part applies to all operations carried out in the quarries and shops of the marble industry.

b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this part comprises the entire Province of Quebec. For purposes of enforcement, the said jurisdiction is divided into two zones as follows:

Zone I: The Island of Montreal and the territory included in a radius of fifteen (15) miles from its limits.

Zone II: The remainder of the Province.

Special clauses applying to Zone I

II. *Wages rates*: The minimum rates of wages shall be the following for each one of the following trades:

Trades:	Wage rates per hour
Hand cutter.	\$1.20
Apprentice marble cutter and setter:	
1st year.	0.80
2nd year.	0.90
3rd year.	1.00
4th year.	1.10
Carborundum machine operator.	1.15
Machine cutter.	1.00

Taux horaires		Hourly Rates	
Apprenti préposé au fonctionnement de machines carborundum:		Apprentice carborundum machine operator:	
1er semestre.....	\$0.85	1st six months.....	0.85
2ème semestre.....	0.90	2nd six months.....	0.90
3ème semestre.....	1.00	3rd six months.....	1.00
Polisseur à la main et à la machine.....	1.00	Hand and machine polisher.....	1.00
Apprenti polisseur:		Apprentice polisher:	
1er trimestre.....	0.85	1st three months.....	0.85
Après trois mois.....	1.00	After three months.....	1.00
Mouleur de terrazzo.....	1.15	Terrazzo caster.....	1.15
Préposé au compresseur.....	1.00	Compressorman.....	1.00
Ajusteur de scie.....	1.00	Saw setter.....	1.00
Aide et manoeuvre.....	0.80	Helper and labourer.....	0.80
Préposé au fonctionnement des scies:		Sawymen on gang saws:	
1er trimestre.....	0.85	First three months.....	0.85
Après trois mois.....	1.00	After three months.....	1.00
Polisseur de face.....	1.00	Bed rubber Face.....	1.00
Polisseur de bouts.....	1.00	Bed Rubber End.....	1.00
Préposé aux grues.....	1.00	Craneman.....	1.00
Par semaine		per week	
Gardien.....	\$30.00	Watchman.....	30.00

III. *Durée du travail:* La durée maximum de travail des tailleurs de marbre et des apprentis-tailleurs de marbre est de huit (8) heures par jour, les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine, et de quatre (4) heures le samedi, formant un total de quarante-quatre (44) heures par semaine. La durée maximum de travail pour les autres métiers mentionnés à l'article II de cette section est de dix (10) heures par jour les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine et de cinq (5) heures le samedi, formant un total de cinquante-cinq (55) heures par semaine. Il n'y a aucune limitation quotidienne de la durée du travail pour les surveillants, mais le maximum hebdomadaire est de soixante (60) heures.

IV. *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté en plus des heures régulières doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Tout travail exécuté entre minuit et 7.00 a.m. doit être rémunéré à raison de salaire double.

Toutefois, le travail fait après 5.30 p.m. par les salariés de l'équipe de nuit doit être rémunéré comme suit:

Salaire régulier pour les cinq premières heures; salaire et demi pour les deux heures suivantes; salaire double pour les heures subséquentes.

V. Les jours de la Confédération et de la Fête du Travail sont des fêtes statutaires payées aux taux réguliers.

VI. *Apprentissage* a) La période d'apprentissage pour le métier de tailleur de marbre est de quatre (4) années et celle des préposés au fonctionnement des machines à carborundum est de dix-huit (18) mois d'emploi ininterrompu.

b) Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti par cinq (5) compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section; cependant, on peut employer un (1) apprenti par trois (3) préposés au fonctionnement de machines à carborundum.

c) Aucun apprenti ne peut commencer sa période d'apprentissage avant d'avoir (16) ans révolus ou après avoir dépassé vingt-cinq (25) ans.

III. *Duration of labour:* The maximum duration of work of marble cutters and apprentice marble cutters shall be of eight (8) hours per day on the first five (5) working days of the week, and of four (4) hours on Saturday, making a total of forty-four (44) hours per week. The maximum duration of work for the other trades mentioned in section II of this part shall be of ten (10) hours per day on the first five (5) working days of the week and of five (5) hours on Saturday, making a total of fifty-five (55) hours per week. There is no daily limitation of the duration of work of watchmen, but the weekly maximum is sixty (60) hours.

IV. *Overtime:* Work done in excess of the standard hours shall be paid at the rate of time and one half. Work done between 12.00 (midnight) and 7.00 a.m. shall be paid at double rate.

However, work done after 5.30 p.m. by the employees working on night shift shall be paid as follows:

Regular rate for the first five hours; time and one half for the two following hours; double rate for the remaining hours.

V. Dominion Day and Labour Day are statutory Holidays with pay at regular rates.

VI. *Apprenticeship* a) Four years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of marble-cutting, and eighteen (18) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for carborundum machine operators.

b) No employer shall have more than one (1) apprentice to five (5) journeymen of each category of the trades mentioned in the present part; however, one (1) apprentice shall be allowed to each three (3) carborundum machine operators.

c) No apprentice shall begin his apprenticeship indenture before sixteen (16) years of age or after twenty-five (25)."

Clauses particulières relatives à la Zone II

VII. *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires minima ci-dessous mentionnés doivent être payés pour chacun des métiers suivants:

Taux horaires	Trades
Tailleur de marbre à la main.....	\$1.10

Special clauses applying to Zone II

VII. *Wage rates:* The minimum rates of wages shall be the following for each one of the following trades:

Wage rates per hour	Trades
Hand cutter.....	\$1.10

Apprenti tailleur de marbre:		Apprentice marble cutter and setter:	
1ère année.....	0.70	1st year.....	0.70
2ème année.....	0.80	2nd year.....	0.80
3ème année.....	0.90	3rd year.....	0.90
4ème année.....	1.00	4th year.....	1.00
Préposé au fonctionnement de machines carborundum.....		Carborundum machine operator.....	
	0.85		0.85
Apprenti préposé au fonctionnement de machines carborundum:		Apprentice carborundum machine operator:	
1er semestre.....	0.70	1st six months.....	0.70
2ème semestre.....	0.75	2nd six months.....	0.75
3ème semestre.....	0.80	3rd six months.....	0.80
Polisseur à la main et à la machine.....	\$0.80	Hand and machine polisher.....	0.80
Taux horaires		Apprentice polisher:	
Apprenti polisseur:		1st three months.....	0.70
1er trimestre.....	0.70	After three months.....	1.00
Après trois mois.....	0.80	Compressorman.....	0.85
Préposé au compresseur.....	0.85	Saw setter.....	0.75
Ajusteur de scie.....	0.75	Helper and labourer.....	0.65
Aide et manoeuvre.....	0.65	Sawyer men on gang saws:	
Préposé au fonctionnement des scies:		First three months.....	0.60
1er trimestre.....	0.60	After three months.....	0.80
Après trois mois.....	0.80	Bed Rubber Face.....	0.80
Polisseur de face.....	0.80	Bed Rubber End.....	0.80
Polisseur de bouts.....	0.80	Craneman.....	0.80
Préposé aux grues.....	0.80	Quarrymen:	
Carriers:		Drill runners.....	0.70
Opérateur de foreuse.....	0.70	Channel runners.....	0.70
Préposé au dalot.....	0.70	Helpers.....	0.60
Aide.....	0.60	Labourer (crusher plant).....	0.65
Manoeuvre (atelier de concassage).....	0.65		
Par semaine		per week	
Gardien.....	\$30.00	Watchman.....	\$30.00

VIII. *Durée du travail:* La durée maximum de travail des tailleurs de marbre et des apprentis tailleurs de marbre est de huit (8) heures par jour les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine et de quatre (4) heures le samedi, formant un total de quarante-quatre (44) heures par semaine. La durée maximum de travail pour les autres métiers mentionnés à l'article VII de cette section est de dix (10) heures par jour les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine et de cinq (5) heures le samedi, formant un total de cinquante-cinq (55) heures par semaine. Il n'y a aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les surveillants.

IX. *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté en plus des heures régulières déterminées à l'article VIII par les salariés de l'équipe de jour doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Équipes de nuit: Les heures régulières de travail sont réparties entre 6.00 p.m. et 7.00 a.m., formant une nuit de travail de douze (12) heures, y compris une heure pour le casse-croûte. Les huit (8) premières heures de travail, y compris l'heure du casse-croûte doivent être payées au taux régulier et les quatre (4) heures subséquentes au taux de salaire et demi.

X. *Apprentissage:* a) La période d'apprentissage pour le métier de tailleur de marbre est de quatre (4) années et celle des préposés au fonctionnement des machines à carborundum est de dix-huit (18) mois d'emploi ininterrompu.

b) Un employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section; cependant, il est permis d'employer un (1) apprenti pour chaque compagnon tailleur de marbre à la main.

c) Aucun apprenti ne peut commencer sa période d'apprentissage avant d'avoir seize (16) ans révolus ou après avoir dépassé vingt-cinq (25) ans.

VIII. *Duration of labour:* The maximum duration of work of marble cutters and apprentice marble cutters shall be of eight (8) hours per day on the first five (5) working days of the week, and of four (4) hours on Saturday, making a total of forty-four (44) hours per week. The maximum duration of work for the other trades mentioned in section VII of this part shall be of ten (10) hours per day on the first five (5) working days of the week and of five (5) hours on Saturday, making a total of fifty-five (55) hours per week. There is no daily or weekly limitation of the duration of work of watchmen.

IX. *Overtime:* Work done in excess of the standard hours determined in section VIII by employees of the day shift shall be paid at the rate of time and one half.

Night shifts: Regular working hours are distributed between 6.00 p.m. and 7.00 a.m., constituting a work night of twelve (12) hours, comprising one hour for lunch. The first eight (8) working hours comprising the lunch hour shall be paid at regular rate and the four (4) following hours at the rate of time and one half.

X. *Apprenticeship:* a) Four years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of marble-cutting, and eighteen (18) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for carborundum machine operators.

b) No employer shall have more than one (1) apprentice to three (3) journeymen of each category of the trades mentioned in the present part; however, one (1) apprentice shall be allowed to each hand marble cutter journeyman.

c) No apprentice shall begin his apprenticeship indenture before sixteen (16) years of age or after twenty-five (25)."

Clauses communes relatives aux Zones I et II

General clauses applying to Zones I and II

XI. *Période de paye*: Les salaires doivent être payés régulièrement au moins deux fois par mois, pas plus que sept (7) jours après chaque période de paye.

XI. *Pay period*: Wages shall be paid regularly at least twice a month not more than seven days after each pay period.

XII. *Fêtes chômées*: Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la St-Jean-Baptiste, la Confédération l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce et les dimanches doit être rémunéré à raison de salaire double.

XII. *Holidays*: Work done on the first of January, Good Friday, May 24, St-John Baptist Day, Confederation Day, Ascension Day, All Saint's Day, the Day of the Immaculate Conception, Christmas, Labour Day, Thanksgiving Day, and Sundays shall be paid at double rate.

XIII. *Vacances payées*: Une semaine de vacances payées doit être donnée à tous les salariés qui ont été à l'emploi continu du même employeur pendant une année. Toutefois, tous les salariés qui ont été au service du même employeur pour une période de moins d'une année ont droit à 2% des salaires gagnés durant leur période d'emploi.

XIII. *Vacations with pay*: One week's vacation with pay is granted to all employees who have worked continuously for the same employer for one year. All workmen however, who have been employed by the same employer for a period of less than a year shall be entitled to 2% of the wages earned during their period of employment.

XIV. *Travail à contrat*: Tout travail à la pièce, à contrat ou à prix fixe, résultant d'une entente entre un employeur et un ou plusieurs salariés, est défendu.

XIV. *Work by contract*: All contracts entered by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are forbidden.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

A. MORISSET,

23758-o

Greffier du Conseil Exécutif.

23758-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1720

Number 1720

Québec, le 16 décembre 1948.

Quebec, December 16, 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "C"

Part "C"

CONCERNANT une modification du décret relatif au commerce de l'alimentation au détail, dans la région de Québec.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the retail food products trade in the district of Québec.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 1658 du 17 mai 1944 et amendements, relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec;

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 1658 of May 17, 1944, and amendments, relating to the retail food products trade in the district of Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 novembre 1948;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 13, 1948;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS the objections thereto have been considered in pursuance of the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 1658, soit modifié de la façon suivante:

THAT the said decree, number 1658, be amended as follows:

Le paragraphe "c" de l'article III est remplacé par le suivant:

Subsection "c" of section III is replaced by the following:

"c) En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler à la vente des produits alimentaires au comptoir ou par téléphone, et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente des produits alimentaires au comptoir ou par téléphone."

"c) Outside the hours above mentioned, an employee shall not work at the sale of food products at the counter or by telephone, and an employer or a professional employer shall not put an employee to work on the sale of food products at the counter or by telephone."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

A. MORISSET,

23760-o

Greffier du Conseil Exécutif.

23760-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1720

Québec, le 16 décembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur, dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier,

ATTENDU que conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 3751 du 17 décembre 1943, et amendements, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 6 novembre 1948;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3751, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "b" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"b) Les heures de travail des barbiers et coiffeurs pour hommes et des coiffeurs et coiffeuses pour dames sont réparties comme suit:

1. Le lundi: entre 7.00 a.m. et midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: entre 7.00 a.m. et 9.00 p.m.

2. Pendant ces heures de travail, les salariés ont droit à une heure pour le repas du midi et à une heure pour le repas du soir.

2° A l'article VI, les prix minima établis dans le décret pour les services ci-après énumérés sont remplacés par le suivants:

"Barbe: tous les jours	\$0.30
Cheveux pour adultes des deux sexes:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi..	0.50
Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées	0.55"

(Document "B" annexé à l'arrêté)

23759-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1720

Québec, le 16 décembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "D"

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie du bois ouvré, dans la région de Québec.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1720

Quebec, December 16, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 3751 of December 17, 1943, and amendments, relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier;

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of November 6, 1948;

WHEREAS the objections thereto have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3751, be amended as follows:

1° Subsection "b" of section IV is replaced by the following:

"b) The hours of work of men's barbers and hairdressers and ladies' male and female hairdressers are distributed as follows:

1. Monday: between 7.00 a.m. and midday;
Tuesday, Wednesday and Thursday, between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves; between 7.00 a.m. and 9.00 p.m.

2. During such hours, the employees are entitled to one hour off for the noon meal and to one hour off for the evening meal."

2° In section VI, the minimum prices established in the decree for the services hereafter enumerated will be replaced by the following ones:

"Shave: every day	\$0.30
Haircut for men and women:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50
Friday, Saturday and holiday eves..	0.55"

(Document "B" annexed to the Order)

23759-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1720

Quebec, December 16, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "D"

CONCERNING an extension of the decree relating to wrought wood industry in the district of Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 337 du 11 mars 1948, relatif à l'industrie du bois ouvré, dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er avril 1949.

((Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
23761-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1720

Québec, le 16 décembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "E"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 246 du 26 février 1948, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 31 mars 1949.
(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
23762-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1720

Québec, le 16 décembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 247 du 26 février 1948, relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 31 mars 1949.

(Document "F" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
23763-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1721

Québec, le 16 décembre 1948

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux établissements commerciaux dans la ville de Rimouski et un rayon de trois (3) milles de ses limites.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 337 of March 11, 1948, relating to the wrought wood industry in the district of Quebec, be extended until April 1, 1949.

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,
23761-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1720

Quebec, December 16, 1948

Present: The Lieutenant Governor in Council
Part "E"

CONCERNING an extension of the decree relating to the fine glove industry in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 246 of February 26, 1948, relating to the fine glove industry in the Province of Quebec, be extended until March 31, 1949.

(Document "E" annexed to the Order)

A. MORISSET,
23762-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1720

Quebec, December 16, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an extension of the decree relating to the working glove industry in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 247 of February 26, 1948, relating to the working glove industry in the Province of Quebec, be extended until March 31, 1949.

(Document "F" annexed to the Order)

A. MORISSET,
23763-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1721

Quebec, December 16, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the commercial establishments in the town of Rimouski and a radius of three (3) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a

Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Marchands détaillants du Canada inc., succursale de Rimouski,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat catholique des Employés du Commerce de Rimouski inc., pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 novembre 1948;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les commerces et occupations visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre ladite requête et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941 chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 novembre 1948.

I. *Définitions*: Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Employeur*: Le mot "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui tient ou exploite un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées, où l'on fait en détail, en gros et en détail, ou en gros, l'un des commerces mentionnés sous le titre "juridiction commerciale", que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tous les autres commerces ou occupations.

b) *Employé*: Le mot "employé" désigne toute personne salariée de l'un ou l'autre sexe qui travaille pour un employeur, tel que défini au paragraphe "a" du présent article; cependant, ce mot ne désigne pas les personnes employées à titre de gérant.

c) *Employé régulier*: Le terme "employé régulier" désigne tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

d) *Employé surnuméraire*: Le terme "employé surnuméraire" désigne tout employé engagé en plus du personnel régulier pendant la période du 15 novembre au 1er janvier et faisant plus de trente (30) heures de travail par semaine.

e) *Employé supplémentaire*: Le terme "employé supplémentaire" désigne tout employé engagé en plus du personnel régulier et faisant trente (30) heures ou moins de travail par semaine.

f) *Gérant*: Le mot "gérant" désigne toute personne qui est chargée d'administrer pour le propriétaire ou sous la direction de ce dernier un ou plusieurs établissements commerciaux régis par le présent décret, ou qui a la charge de surveiller dans un établissement le personnel et la conduite générale des affaires en l'absence du

ON THE ONE PART:

"L'Association des Marchands détaillants du Canada inc.", Rimouski branch,

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique des Employés du Commerce de Rimouski inc." for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 13, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS one objection has been made against the said request and it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said request be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 13, 1948.

I. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) *Employer*: The word "employer" means any person, association or corporation who keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns where one of the trades mentioned under the heading "commercial jurisdiction" is carried on a retail, wholesale and retail, or wholesale basis, whether such trade constitutes the principal trade or an accessory to all other trades or occupations.

b) *Employee*: The word "employee" means any wage-earning person, male or female, who works for an employer as defined in subsection "a" of the present section; however, this word does not designate persons employed as managers.

c) *Regular employee*: These words "regular employee" mean any employee who works the regular week of the establishment where he is employed.

d) *Occasional employee*: The words "occasional employee" mean any employee employed in excess of the regular personnel during the November 15-January 1 period and working more than thirty (30) hours per week.

e) *Extra employee*: The words "extra employee" mean any employee employed in excess of the regular personnel and working thirty (30) hours or less per week.

f) *Manager*: The word "manager" means any person who is entrusted with the administration, for the owner or under the latter's direction, one or more commercial establishments governed by the present decree, or who is committed to the supervision in an establishment, of the personnel and the general manage-

propriétaire, si ce dernier ne se tient pas habituellement dans son établissement.

g) *Commis*: Le mot "commis" désigne tout employé préposé à la perception, à la réception, au déballage ou à l'emballage, à l'étiquetage, à l'étalage, à la vente, à l'expédition des marchandises.

h) *Commis en charge d'une section ou chef de section*: Le terme "commis en charge d'une section ou chef de section" désigne tout employé qui administre une section distincte dans un établissement commercial régi par le présent décret, sous l'autorité du gérant ou du propriétaire du dit établissement.

i) *Comptable*: Le mot "comptable" désigne tout employé qui a le contrôle et la surveillance de la comptabilité, qui s'occupe de la fermeture des livres et de la préparation des rapports financiers.

j) *Employé de bureau*: Le terme "employé de bureau" désigne tout employé non qualifié comme comptable qui fait partie du personnel de bureau.

k) *Livreur*: Le mot "livreur" désigne tout employé qui fait la livraison ou le transport des marchandises au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile.

l) *Aide-livreur*: Le terme "aide-livreur" désigne tout employé qui aide le livreur.

m) *Messenger*: Le mot "messenger" désigne tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui du messenger et qui fait la livraison, soit à pied, soit avec une bicyclette.

n) *Commis-boucher*: Le terme "commis-boucher" désigne tout employé préposé au comptoir d'une boucherie dans un établissement commercial régi par le présent décret et qui a la responsabilité de la préparation des viandes et de la vente.

o) *Aide-commis-boucher*: Le terme "aide-commis-boucher" désigne tout employé qui assiste le commis-boucher dans la préparation des viandes et la vente au comptoir.

p) *Journalier (Homme d'ouvrage général)*: Ce terme désigne tout employé constamment préposé ou affecté à diverses périodes à un travail de manutention ou autre qui ne nécessite aucune compétence ou habileté particulière.

q) *Restaurant ou café*: Les mots "restaurant" ou "café" désignent tout endroit où on sert des repas et où on y fait la vente de cigares, cigarettes, tabac, journaux, revues, crème glacée, petits gâteaux, liqueurs douces, chocolat.

II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction territoriale*: Le présent décret s'applique à la ville de Rimouski et au territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de ses limites.

b) *Jurisdiction commerciale*: Sont assujettis au présent décret tous les établissements commerciaux ou entreprises privées qui existent ou pourraient exister pendant sa durée et qui font le commerce de détail, c'est-à-dire vendent directement au public consommateur ou à celui qui n'achète pas pour revendre, le commerce de gros et détail ou le commerce de gros.

Toutefois, le présent décret ne s'applique pas aux salles d'amusement, fleuristes, optométristes, garages, boulangeries, laiteries, cafés et restaurants et à tout commerce régi par un autre décret.

III. *Duration du travail*: a) La semaine normale de travail dans les établissements commerciaux régis par le présent décret est de cinquante-quatre (54) heures dans le commerce de détail,

ment of the business during the absence of the owner when the latter does not habitually remain in his establishment.

g) *Clerk*: The word "clerk" means any employee committed to the collection, receiving, unwrapping, wrapping, labelling, displaying, sales, shipping of goods.

h) *Clerk in charge of a section or section head*: The words "clerk in charge of a section" or "section head-clerk" mean any employee who manages a distinct section in a commercial establishment governed by the present decree under the authority of the manager or of the owner of the said establishment.

i) *Accountant*: The word "accountant" means any employee who controls and supervises the accounts, sees to the closing of the books and the making out of financial reports.

j) *Office employee*: The words "office employee" mean any employee not qualified as accountant and included in the office staff.

k) *Delivery man*: The words "delivery man" mean any employee committed to the delivery or transport of merchandise by means of a horse-drawn or motor vehicle.

l) *Delivery man's helper*: The "delivery man's helper" mean any employee who helps the delivery man.

m) *Messenger*: The word "messenger" means any employee doing the work known as that of messenger and who does the delivery, either on foot or with a bicycle.

n) *Butcher-clerk*: The words "butcher clerk" mean any employee who works at the counter of a butcher shop in a commercial establishment governed by the present decree and who is responsible for the cutting and selling of meats.

o) *Assistant butcher-clerk*: The words "assistant butcher-clerk" mean any employee who assists the butcher-clerk in cutting meat and selling at the counter.

p) *Labourer (common worker)*: The words "labourer (common worker)" mean any employee constantly or occasionally engaged in manual or other labour which requires no special competency or ability.

q) *Restaurant or Café*: The words "restaurant" or "café" mean any place where meals are served and where cigars, cigarettes, tobacco, newspapers, magazines, ice cream, small cakes, soft drinks and chocolate are sold.

II. *Jurisdiction*: a) *Territorial jurisdiction*: The present decree applies to the town of Rimouski and to the territory comprised in a radius of three (3) miles from its limits.

b) *Commercial jurisdiction*: Are governed by the present decree, all commercial establishments or private concerns who actually exist or who may come into existence during its period of enforcement and who are engaged in the retail trade, that is, sell directly to the public or to one who buys for the purpose of selling, in the wholesale and retail trade or in the wholesale trade.

However, the present decree does not apply to play rooms, florists, optometrists, garages, bakeries, dairies, cafes and restaurants, nor to any trade governed by another decree.

III. *Duration of work*: a) The standard work week of the establishments governed by the present decree is one of fifty-four (54) hours in the retail trade, in the food products and other

de l'alimentation et dans tous les autres commerces de détail et de gros et détail; dans le commerce de gros, la semaine normale de travail est de cinquante (50) heures.

Ces heures de travail sont réparties comme suit:

1° *Magasins de produits alimentaires, magasins de détail, et gros et détail:*

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le samedi: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

2° *Magasins de gros:*

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le samedi: 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

3° Au moins une (1) heure doit être accordée aux employés pour les repas.

b) L'employeur peut faire travailler les livreurs et aide-livreurs en dehors des heures susmentionnées, en autant que ceux-ci ne font pas plus de cinquante-quatre (54) heures à salaire régulier.

Réserves: Nonobstant les dispositions du décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

IV. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté en dehors des heures mentionnées à l'article III doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

b) Tout employé qui travaille le dimanche ou les jours de fêtes chômées doit être rémunéré à raison de salaire double.

c) Pendant la "période des fêtes", l'employeur peut faire travailler ses employés en plus des heures régulières de travail, de la manière prévue ci-après: trois (3) jours ouvrables avant Noël et trois (3) jours ouvrables avant le Premier de l'An, le travail de vente peut être prolongé jusqu'à 10.00 p.m. ainsi que la veille des fêtes religieuses mentionnées à l'article VI et l'employé ne peut réclamer de salaire additionnel pour ce travail supplémentaire.

V. *Vacances payées:* a) Après un (1) an de service pour un employeur, tout employé a droit à une (1) semaine de vacances avec salaire régulier payable d'avance.

Cette clause est sujette à l'Ordonnance numéro 3 révisée de la Commission du salaire minimum et l'on doit référer à ladite Ordonnance pour tout ce qui concerne la semaine de vacances.

b) Après cinq (5) ans de service pour un employeur, tout employé a droit à deux (2) semaines de vacances avec salaire régulier payable d'avance.

VI. *Jours de fêtes chômés et payés:* Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours de fêtes suivants: le Premier de l'An, le deux (2) janvier, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'après l'office du matin, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël et le lendemain de Noël.

VII. *Salaires minima:* Les salaires minima suivants doivent être payés sur une base hebdomadaire à chaque employé des catégories ci-après mentionnées:

	Salaires hebdomadaires	
	Hommes	Femmes
Comptable.	\$40.00	
Chef de section.	35.00	

retail or wholesale and retail trades; in the wholesale trade, the standard work week is one of fifty (50) hours.

These hours are distributed as follows:

1. *Food products stores, retail, wholesale and retail stores:*

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

2. *Wholesale stores:*

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

3. A minimum of one (1) hour shall be granted to employees for meals.

b) The employer may have the delivery men and delivery men's helpers work outside the hours above mentioned provided the latter do not work more than fifty-four (54) hours at straight time.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in commercial establishments never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175 and amendments), of the decrees enacted under its authority, or of the regulations established by competent municipalities.

IV. *Overtime:* a) Work performed outside the hours mentioned in section III shall be paid for at the rate of time and one-half.

b) All employees working on Sunday and kept holidays shall be paid at the rate of double time.

a) During the Holidays period, the employer may keep his employees to work after the regular hours, as follows: three (3) working days before Christmas and three (3) working days before New Year's Day, sales work may be done until 10.00 p.m. as well as on the eve of the holidays mentioned in section VI and the employee shall not claim additional pay for such overtime.

V. *Vacation:* a) After one (1) year of service for an employer, every employee is entitled to one (1) week of vacation with regular pay payable in advance.

This clause is subject to Ordinance No. 3, revised, of the Minimum Wage Commission and all that is concerned with the said vacation week shall be referred to the said Ordinance.

b) After five (5) years of service for an employer, every employee is entitled to two (2) weeks of vacation with regular pay payable in advance.

VI. *Holidays kept and paid:* There shall be no work on Sunday and the following holidays: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, Good Friday until after the morning service, Ascension Day, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, all Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas.

VII. *Minimum wages:* The following minimum wages shall be paid on a weekly basis to every employee of the categories hereafter mentioned:

	Weekly wages	
	Male	Female
Accountant.	\$40.00	
Section head-clerk.	35.00	

Supplémentaire et surnuméraire	<i>l'heure</i> \$ 0.50 \$ 0.35	Occasional and extra employees	<i>Per hour</i> 0.50 \$ 0.35
	<i>Salaires hebdomadaires</i>		<i>Weekly wages</i>
Commis de magasin et employé de bureau:		Store clerk and office employee:	
Premier semestre	17.00 14.00	First six (6) months	\$17.00 \$14.00
Première année	21.00 16.00	First year	21.00 16.00
Deuxième année	25.00 18.00	Second year	25.00 18.00
Troisième année	30.00 20.00	Third year	30.00 20.00
Livreur: camion	27.00	Delivery man—truck	27.00
Aide-livreur:		Delivery man's helper:	
Pour objets pesant moins de 25 livres	18.00	For articles weighing less than 25 lbs.	18.00
Pour objets pesant 25 livres et plus	23.00	For articles weighing 25 lbs and more	23.00
Livreur: voiture à traction animale	18.00	Deliveryman—horse drawn vehicle	18.00
Commis-boucher	35.00	Butcher clerk	35.00
Aide-commis-boucher:		Assistant butcher-clerk:	
Premier semestre	17.00	First six (6) months	17.00
Première année	21.00	First year	21.00
Deuxième année	25.00	Second year	25.00
Troisième année	30.00	Third year	30.00
Homme d'ouvrage général:		Common worker—under	
Moins de 19 ans	18.00	19 years of age	18.00
19 ans et plus	27.00	19 and over	27.00
Messager: avec bicyclette fournie et entretenue par l'employeur	9.00	Messenger—bicycle supplied and repaired by the employer	9.00
Messager: bicyclette fournie et entretenue par l'employé	11.00	bicycle supplied and repaired by the employee	11.00

VIII. *Dispositions diverses:* a) Tout travail doit être rémunéré en espèces ou en chèques au moins une fois par semaine.

b) Les détails suivants doivent être communiqués aux employés avec leur paye: 1. le nom et le prénom de l'employé; 2. la date et la période de la paye; 3. le taux de salaire; 4. le temps supplémentaire; 5. les déductions faites; 6. le montant net payé.

c) Tout employeur est tenu de donner à un employé qui le quitte et qui en fait la demande, une lettre attestant la nature et la durée de son travail à son service.

d) Les salaires qui, lors de l'entrée en vigueur du présent décret, sont supérieurs à ceux déterminés dans ledit décret et ne peuvent être diminués de quelque manière que ce soit.

e) Tout employeur doit reconnaître les années d'expérience de ses employés et fixer, lors de la mise en vigueur du présent décret, leur salaire, s'il est inférieur aux minima établis, d'après leur expérience déjà acquise à son service.

f) L'employé qui exécute plus d'une fonction ou genre de travail faisant l'objet du présent décret doit recevoir le salaire déterminé pour l'occupation la mieux rémunérée.

g) Il est interdit, en convenant d'un salaire plus élevé que celui fixé par le présent décret, de stipuler que le supplément peut servir à acquitter tout montant dû par l'employeur pour travail supplémentaire.

IX. *Durée du décret.* Le décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1949.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

VIII. *Various provisions:* a) Work shall be paid for in cash or by cheque at least once a week.

b) The following details shall be given to the employees with their pay: 1) the full name of the employee; 2) the date and period of payment; 3) the wage rate; 4) overtime; 5) the deductions made; 6) the net amount paid.

c) Every employer shall give to an employee who leaves him, and who so requests, a letter stating the nature and duration of services while in his employ.

d) Wages which, at the time of the coming into force of the present decree, are higher than those herein determined shall not be reduced in any way.

e) Every employer shall take into account the years of experience of his employees and at the time of the coming into force of the present decree, determine their wages should they be lower than the minimum ones established according to their experience in his service.

f) The employee committed to more than one function or kind of work governed by the present decree shall receive the wage rate determined for the highest-paid occupation.

g) It is prohibited, when agreeing upon a wage rate higher than that determined by the present decree, to stipulate that the excess may be used to pay any amount owed by the employer for overtime.

IX. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in full effect until October 31, 1949.

It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of neither more than sixty (60) nor less than thirty (30) days prior to the expiration of the original term or of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1719

Québec, le 16 décembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 812 du 3 juin 1948, (section "D") soit amendé comme suit:

Le paragraphe "d" suivant est ajouté à la section I (cotisation):

"d) Dans tous les cas où un employeur ou entrepreneur agit comme agent de la Couronne, directement pour le compte de tout ministère du Gouvernement de la Province de Québec, ou pour le compte d'une commission de tel ministère, le prélèvement prévu et autorisé par le présent règlement ne doit être payé que par les salariés de tel entrepreneur ou employeur. Ce dernier doit faire les déductions nécessaires des salaires ou gages payables à chaque salarié et les remettre au comité paritaire de la construction à tous les mois, de la manière prévue."

A. MORISSET,

23793-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 1719

Quebec, December 16, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an amendment of the levy by-law of the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the levy by-law of the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County, approved by Order in Council number 812 of June 3, 1948, (part "D"), be amended as follows:

The following subsection "d" is added to part I (assessments):

"In all cases where an employer or contractor acts as an Agent of the Crown, directly on behalf of any Department of the Government of the Province of Québec, or on behalf of a commission of any such Department, the levy herein provided and authorized shall be paid only by the employees of such contractor or employer, who shall make the appropriate deductions from the wages or salaries payable to each employee and remit same to the Building Trades Joint Committee, monthly, in the regular way."

A. MORISSET,

23793-o

Clerk of the Executive Council.

Demandes à la Législature

AVIS

"La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal", donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour lui demander l'adoption et la sanction d'un bill privé (projet de loi) dont le but est de faire clarifier le texte de l'article 14 de la loi 3, George V, chapitre 93, qui accorde certains privilèges d'exemption de taxes à la Société Saint Jean-Baptiste de Montréal.

Le Procureur de la Société
Saint-Jean-Baptiste de Montréal,

23604-49-4-o

F. EUGÈNE THERRIEN.

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Ville de Windsor, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la loi 62 Victoria, ch. 68 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: Annexer à la Ville de Windsor, parties du canton de Windsor à l'ouest et à l'est des limites actuelles de la Ville; autoriser la passation d'un règlement à être soumis à l'approbation des électeurs municipaux pour décréter que les frais de représentation de \$500.00 par année, soient payés à chacun des échevins et de \$700.00 au Maire; et pour autres fins.

Sherbrooke, ce 25 novembre 1948.

Les Procureurs de la requérante,

23605-49-4-o

LEBLANC & DELORME.

Applications to Legislature

NOTICE

"La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal", gives notice that they will apply to the Legislature of the Province of Québec during the next session and will present a petition to have a private bill adopted and sanctioned in order to have the dispositions of section 14 of the law 3, George V, chapter 93, of the Statutes of the Province of Québec clarified, which section 14 grants certain privileges of exemption of taxes to the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

F. EUGÈNE THERRIEN,
Attorney for La Société

23604-49-4-o Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Windsor will apply to the Legislature of the Province of Québec at its next session for the passing of an act amending its charter, the act 62 Victoria ch. 68, and the various statutes amending it: to annex to the Town of Windsor parts of the township of Windsor adjoining the Western and the eastern limits of the said town: to authorize the passing of a by-law, subject to the approval of the municipal electors, for the payment, as entertainment expenses, of \$500.00 yearly to each of the alderman and \$700.00 to the mayor; and for other purposes.

Sherbrooke, November 25th 1948.

LEBLANC & DELORME,

23605-49-4-o

Attorneys of petitioner.

Avis est par les présentes donné que "La Commission des Écoles catholiques de Montréal", corps politique légalement constitué, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi spéciale aux fins suivantes :

amender la loi qui la régit pour la rendre plus conforme à ses besoins;

exempter la Commission de certaines prescriptions de la Loi de l'instruction publique, vu qu'elles entravent la bonne administration de la Commission et nuisent à son fonctionnement;

créer de nouvelles sources de revenus permettant à la Commission de rencontrer ses obligations;

supprimer ou réduire l'enseignement de certaines matières qui font l'objet de cours dans d'autres écoles sous le contrôle du Gouvernement provincial;

soustraire la Commission à l'obligation de se conformer à toutes ou certaines des prescriptions des règlements municipaux et des lois générales provinciales concernant la construction des maisons et des édifices publics;

abroger ou modifier toute loi qui régit la Commission des Écoles catholiques de Montréal, pour lui permettre de mieux remplir les fins pour lesquelles cette corporation a été constituée.

Notice is hereby given that the "Montreal Catholic School Commission", a body politic legally constituted, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a special law, for the following purposes:

to amend its general law so as to be in conformity with its requirements;

to exempt the Commission from some regulations to the Education Act, considering that they hamper the proper management of the Commission and are prejudicial to its efficiency;

to establish new sources of revenue enabling the Commission to meet its obligations;

to surpass or curtail the teaching of some subjects which are the matter of courses in other schools, under the control of the Provincial Government;

to exempt the Commission from the obligation to comply with all or some regulations of the municipal by-laws and of the general provincial laws concerning the construction of houses and public buildings;

to abrogate or modify any law which governs the "Montreal Catholic School Commission" to enable it to better fulfil the objects for which this Corporation has been constituted.

23611-49-4-o

Le Secrétaire,
MARC JARRY.

23611-49-4-o

MARC JARRY,
Secretary.

CITÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la cité de Rivière-du-Loup demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 1 Geo V, ch. 56, telle qu'amendée par IX Geo. V, ch. 100, aux fins suivantes:

1. Pour imposer une taxe de vente;

2. Pour avoir le droit de ne pas évaluer les machineries dans la refection du rôle d'évaluation;

3. Pour fixer la date-limite à laquelle les locataires ou occupants devront payer leurs taxes pour avoir le droit d'être inscrits sur la liste des électeurs;

4. Pour instituer une Commission sportive;

5. Pour amender l'article 426 aux fins d'autoriser la ville:

a) A réglementer la forme des toits des immeubles à être construits et décréter certains modes de protection pour ceux déjà construits;

b) Pour exiger de tout propriétaire qui vend un immeuble une description sommaire des terrains vendus;

c) Pour prescrire le port de réflecteurs ou de tout autre appareil de protection sur bicyclettes ou voitures hippomobiles circulant la nuit, dans la cité;

6. Pour instituer une Commission d'Urbanisme et lui conférer juridiction dans les limites de la cité et même sur des territoires adjacents, dans un rayon de trois milles, pour la location des rues et la subdivision des terrains;

7. Pour opérer un terrain de stationnement avec profit;

8. Pour réglementer la manière de faire des raccordements d'eau et de drains privés;

9. Pour avoir le droit d'acquérir par voie d'expropriation des immeubles devant servir comme

CITY OF RIVIERE-DU-LOUP

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the city of Rivière-du-Loup will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, amending the charter of the said city, the Act I Geo. V, ch. 56, as amended by the Act IX, Geo. V, ch. 100, for the following purposes:

1. To impose and levy a special tax known as "sales tax";

2. To have the right to exclude machineries in revising the valuation roll of the city;

3. To fix the date-limit on which the taxes for tenant or occupant must be paid in order to be entitled to be entered on the electors list;

4. To institute a sports commission;

5. To amend section 426 of the "Cities and Towns Act", for the city, for the purpose of authorizing the city;

a) Regulate the type of roofs for immovables to be built and enact certain measures of protection for those already built;

b) To exact from every proprietor selling an immovable a description of the lots sold;

c) To enact the use of reflectors or other protective device on bicycles or horse-drawn vehicles circulating at night in the city;

6. To institute a City-Planning commission and confide to it the jurisdiction within the limits of the city and likewise over the adjacent territory, within a radius of three miles, for the location of streets and subdivision of lands;

7. To operate a parking square with profit;

8. To regulate the manner of making water connections and private drains;

9. To obtain the right to acquire, by way of expropriation, any immovables to be used as air-

aérodromes; ce, dans un rayon de 10 milles en dehors des limites de la cité;

10. Pour réglementer ou limiter le nombre de restaurants ambulants ou en interdire la circulation;

11. Pour prélever une licence sur les jeux mécanisés;

12. Pour exiger un permis annuel n'excédant pas \$500.00 pour tout commerçant étranger opérant dans les limites de la cité;

13. Pour réglementer ou prohiber la mendicité et les collectes publiques, tag-days, dans les rues, et les places publiques ou à domicile, dans la cité;

14. Pour prescrire le mode de recouvrement des licences de tout colporteur récalcitrant;

15. Pour définir les termes "solliciteur de maison en maison" et avoir le droit d'imposer à telle personne l'obligation de payer une certaine licence annuelle n'excédant pas \$200.00;

16. Pour être autorisée à accorder des réductions de taxe à tout établissement industriel et commercial;

17. Pour définir ce qui constitue une nuisance et la supprimer, ainsi que pour imposer des amendes aux personnes qui créent ou laissent subsister des nuisances;

18. Pour être autorisée à organiser une Commission du Tourisme;

19. Pour être autorisée à créer une charge municipale dont le titulaire sera appelé "agent industriel" de la cité;

20. Pour être autorisée à exiger de certaines personnes travaillant au service du public qu'elles fassent un examen médical annuel et qu'elles fournissent aux fonctionnaires municipaux désignés à cette fin, un certificat médical attestant qu'elles ne sont pas porteuses de germes susceptibles de transmettre une infection;

21. Pour définir ce qui constitue un "chambre" et avoir le droit d'imposer à telle personne une certaine taxe;

22. Pour obliger les compagnies de transport de personnes par autobus à payer une partie du coût de l'enlèvement de la neige, de la réparation et de la reconstruction des rues dans la cité;

23. Pour être autorisée à faire des causes de vitesse dans les limites de la cité et avoir le droit de garder les amendes et frais perçus à la suite de ces causes;

24. Pour avoir le droit de rendre éligibles à la charge d'échevins, les hôteliers et restaurateurs n'ayant pas de permis de vente de liqueurs alcooliques;

25. Pour être autorisée à réglementer le nombre de taxis opérant en la cité;

26. Pour avoir le droit de ne donner qu'en français les avis publics et la rédaction des règlements; excepté lorsque tels avis sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

27. Pour avoir le droit de transporter un montant de \$25,000.00 emprunté pour réfection de la rue Lafontaine et non dépensé à certaines fins industrielles;

28. Pour avoir le droit d'obliger les propriétaires à déclarer par écrit dans le mois de mai de chaque année le loyer payé par les locataires;

Rivière-du-Loup, ce 30ème jour de novembre 1948.

Le Procureur de la Cité de
la Rivière-du-Loup,
HORACE CIMON.

23615-49-4-o

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Pro-

ports within ten miles from the limits of the city;

10. To regulate or limit the number of ambulating restaurants or prohibit the circulation of same;

11. To levy a license on mechanized games;

12. To exact an annual permit not exceeding \$500.00 from every non-resident trader, operating within the limits of the municipality;

13. To regulate or prohibit begging and public collections, tag-days, on the streets, in public places or in private houses, in the city;

14. To prescribe the method of recovering licenses from any recalcitrant peddler;

15. To define the words "solicitor from house to house" and to enact that such person will have to procure an annual license not exceeding \$200.00;

16. To be authorized to grant reductions in taxes to any commercial or industrial establishment;

17. To define what shall constitute a nuisance in certain circumstances and to abate the same and to impose fines upon persons who may create, or suffer nuisances to exist;

18. To institute a tourist commission;

19. To create a municipal office whose holder will be called "industrial agent" of the city;

20. To oblige certain persons working in the public line, to undergo an annual medical examination and to furnish the municipal officers appointed for such purposes with a medical certificate stating that such person is not a germ-carrier liable to spread infection;

21. To define the word "roomer" and to have the right to impose to such person a certain tax;

22. To levy by assessment, upon all services for highway transport by autobus operating in the city, part of the cost for the removal of the snow from the city roads, for the repairing and rebuilding of same;

23. To impose a fine in cases of violation of the traffic laws with regard to the speed limit in the city, prescribe the method of collecting the same and have the right to keep such fines;

24. To enact that keepers of restaurants or hotels having no permit for the sale of alcoholic liquor and having had none within the preceding twelve months, can be nominated aldermen;

25. To regulate the number of taxis in the city;

26. To be authorized to make in the French language only the publication of any public notice, by-law, resolution or order of the corporation in the city except such as are required to be made in the *Quebec Official Gazette*;

27. To be authorized to use for certain industrial purposes a loan of \$25,000.00 which had been made for the repairing of Lafontaine street;

28. To oblige the proprietor to make, during the month of May, every year, a written declaration of the rent paid by his tenants.

Rivière du-Loup, this 30th day of November, 1948.

HORACE CIMON,
Attorney for the town of
Rivière-du-Loup.

23615-49-4-o

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the city of Hull will apply to the Legislature of the Province of

vince de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte, pour pourvoir au paiement d'une rémunération annuelle au Maire et aux Echevins ainsi que pour modifier le mode de réception des cautionnements.

Hull, le 26 novembre 1948.

Maire,
RAYMOND BRUNET,
Greffier,
H. LEON LEBLANC,

Contresigné:

STE-MARIE & STE-MARIE,
Procureurs de la Cité de Hull 23637-49-4-o

AVIS LÉGAL

Avis public est par les présentes donné que "L'Aide aux vieux couples", corps politique et incorporé, légalement constitué, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une Loi décrétant que "L'Aide aux vieux couples" a le droit de vendre l'emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro six cent cinquante trois (P. 653) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, dans les Cité et District de Montréal, avec la maison en brique et autres dépendances dessus construites portant actuellement les nos civiques 1655 à 1657 de la rue Ste-Elizabeth, dans les Cité et District de Montréal, obtenu en vertu d'un acte de Donation entrevus et irrévocable en date du 23 septembre 1933, passé devant Me J.-H.-R. Langevin, notaire de Montréal, sous le numéro 5815 des minutes dudit notaire, et en vertu d'un acte de Cession et Transport en date du 5 novembre 1941, passé devant Me J.-H.-R. Langevin, notaire de Montréal, sous le numéro 8073 des minutes dudit notaire, et cela de gré à gré sans formalités de justice à l'époque, prix et conditions qu'il conviendra à l'œuvre de "L'Aide aux vieux couples" de fixer, d'en recevoir le prix et d'en donner bonne et valable quittance.

Que "L'Aide aux vieux couples" pourra employer le produit du prix de vente du susdit immeuble, ou à acquitter ou à réduire en temps et lieu l'hypothèque existant sur son principal établissement à 437, avenue Viger, dans les Cité et District de Montréal, ou à agrandir, améliorer et réparer le susdit établissement pour répondre aux besoins des pauvres protégés par l'œuvre, et ou à défrayer toutes autres dépenses qu'il conviendra de défrayer selon "L'Aide aux vieux couples" pour le bien de ses pauvres, sans que l'acquéreur ne soit tenu de faire l'emploi dudit prix de vente ni de suivre les deniers.

Que les frais, honoraires, dépenses et déboursés encourus pour l'adoption de la présente Loi seront payés sur et à même le produit de vente de l'immeuble au besoin.

Montréal, le 1 décembre 1948.

Le Procureur du requérant,
DAMASE CÔTÉ, C.R. 23638-49-4-o

AVIS LÉGAL

Avis public est par les présentes donné que la compagnie "The Royal Trust Company" et George Sackville Browne s'adresseront à la Législature de la province de Québec à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi les autorisant comme exécuteurs de la succession Margaret C. Woods Browne:

1° A faire un partage et une distribution finale à Shirley Jane Sackville Browne, épouse de

Quebec, at its next session, for the passing of a special Act, amending its charter, to provide for the payment of a yearly remuneration to the Mayor and Aldermen, and also to alter the mode of reception of sureties.

Hull, November 26, 1948.

RAYMOND BRUNET,
Mayor.
H. LEON LEBLANC,
Clerk.

Countersigned:

STE-MARIE & STE-MARIE,
Attorneys for the City of Hull. 23637-49-4

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that "L'Aide aux vieux couples", a body politic and corporate, duly incorporated, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act enacting that "L'Aide aux vieux couples" be entitled to sell the emplacement known and designated as forming part of lot number six hundred and fifty-three (Pt. 653) on the official plan and in the book of reference for St. Louis Ward, in the City and District of Montreal, with the brick house and other dependencies thereon erected, now bearing civic Nos 1655 to 1657 Ste-Elizabeth street, in the City and District of Montreal, acquired in virtue of an *inter vivos* and irrevocable Deed of Donation dated the 23rd of September, 1935, passed before Me J.-H.-R. Langevin, notary of Montreal, under No. 5815 of the minutes of the said notary, and in virtue of a Deed of Assignment and Transfer, dated the 5th of November, 1941, passed before Me J.-H.-R. Langevin, notary, of Montreal, under No. 8073 of his minutes, and the same by mutual agreement without legal formalities, at the time, for the price and on the conditions which "L'Aide aux vieux couples" may deem suitable to fix, and to receive payment for same and give a lawful and valid receipt for same.

That "L'Aide aux vieux couples" may make use of the proceeds of the sale of the said immovable to pay off or reduce, when and as deemed expedient, the existing mortgage on its main building at 457 Viger Avenue, in the City and District of Montreal, or to enlarge, improve and repair the said building to meet the requirements of the poor who are protected by this work, and or to defray any other costs which it "L'Aide aux vieux couples" may deem expedient to defray for the good of its poor, with no obligation on the part of the purchaser as to the use made of the proceeds of the sale nor how they are spent.

That the costs, fees, expenses and disbursements incurred in the passing of the present Act be paid from and out of the proceeds of the sale of the immovable as needs be.

Montreal, December 1, 1948.

DAMASE CÔTÉ, K.C.,
Attorney for Petitioner. 23638-49-4

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at the next Session thereof for a Bill to empower "The Royal Trust Company" and George Sackville Browne, Executors of the Estate Margaret C. Woods Browne:

1. To make final partition and distribution to Shirley Jane Sackville Browne, wife of George

George Brickenden, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de cette loi et à Arthur James Dalzell Sackville Browne, dès qu'il deviendra majeur, de leur parts dans ladite succession lesquelles leur ont été léguées en fiducie.

2° A faire un partage et une distribution finale à Shirley Jane Sackville Browne, épouse de George Brickenden, et à Arthur James Dalzell Sackville Browne de la part de ladite succession qui a été léguée en fiducie à leur père, George Sackville Browne, pour sa vie, mais à la mort de ce dernier seulement.

Montréal, le 25ième jour de novembre, 1948.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, MEREDITH & BALLANTYNE.

23639-49-4-o

Brickenden, as soon as possible after the coming into force of the Bill, and to Arthur James Dalzell Sackville Browne, on his reaching the age of majority, of their shares of the said Estate which were bequeathed in Trust for them.

2. To make final partition and distribution on the death of George Sackville Browne to Shirley Jane Sackville Browne, wife of George Brickenden, and to Arthur James Dalzell Sackville Browne of the share of the said Estate which was bequeathed in Trust of their father, George Sackville Browne, for his lifetime.

Montreal, P.Q. November 25th, 1948.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, MEREDITH & BALLANTYNE,
23639-49-4-o Attorneys for Petitioners.

A VIS

Avis est par les présentes donné que la Ville de Montréal-Sud, comté de Chambly, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte et lui donnant des pouvoirs spéciaux, sur les matières suivantes:

1. Annexion à la ville d'une partie du territoire de la Ville de Jacques-Cartier, comté de Chambly, comprise entre les limites sud-ouest de la Ville de Montréal-Sud, le fleuve Saint-Laurent, les limites nord-est de la cité de Saint-Lambert et les limites-ouest du lot 314 (voie de chemin de fer des Chemins de Fer Nationaux du Canada) du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine-de-Longueuil, conformément à la description technique de ce territoire incluse au projet de loi;

2. Le pouvoir d'acquérir, de gré à gré, de Sa Majesté, aux droits du Canada, pour des fins résidentielles, municipales, commerciales ou industrielles, les lots et parties de lots Nos 156 et 159, sa propriété, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine-de-Longueuil, situés dans la municipalité, avec bâtisses dessus érigées; le pouvoir d'emprunter pour les acquérir et le droit d'en disposer pour les fins susdites;

3. Changer les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de scrutins tenus dans la Ville, et pour les élections générales, et pour l'approbation des règlements municipaux;

4. Le droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règlements municipaux relatifs à la circulation et la sécurité publique et la législation de la perception des amendes déjà perçues suivant ce mode;

5. Changer la date des élections générales;

6. Désigner les sièges des échevins par des numéros.

Montréal-Sud, le 2 décembre 1948.

Le Procureur de la pétitionnaire,
GABRIEL HOUDE.

23654-50-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Montreal-South, Chambly County, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of a law amending its charter and giving it special powers on the following matters:

1. The annexation to the Town of a part of the territory of the Town of Jacques-Cartier, Chambly County, namely between the south-west limits of the Town of Montreal-South, the St. Lawrence River, the north-east limits of the City of St. Lambert and the west limits of lot no. 314 (right of way of the Canadian National Railway) of the official cadastre of the parish Saint Antoine-de-Longueuil, in conformity with the technical description of this territory included in the bill;

2. The power to acquire by mutual consent with His Majesty, in right of Canada, for residential, municipal, commercial or industrial purposes, the lots and part of the lots Nos. 156 and 159, its property, of the official cadastre of the parish Saint Antoine-de-Longueuil, situated in the municipality, with buildings thereon erected; the power to borrow for the purposes of acquiring them, and the right to dispose of them for the purposes hereinabove mentioned;

3. To change the opening and closing hours of the voting polls held in the Town, and for general elections, and for the approval of municipal by-laws;

4. The right to issue notice of summons for the infraction of municipal traffic by-laws and public safety and the legalizing of the levying of fines already received in this manner;

5. To change the date of the general elections;

6. To designate the seats of the aldermen by number.

Montreal-South, December 2nd, 1948.

GABRIEL HOUDE,
Attorney for Petitioner.

23654-50-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Corporation de la Ville de Cowansville, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi ratifiant son contrat avec la Central Mortgage and Housing Corporation, agissant pour et représentant la Wartime Housing Limited, spécialement en ce qui concerne l'accord sur les taxes.

Cowansville, ce 6ème jour de décembre, 1948.

Le Secrétaire-Trésorier,
J. R. OUELLETTE,

23669-50-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Town of Cowansville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act ratifying its contract with the Central Mortgage and Housing Corporation, acting for and representing the Wartime Housing Limited, in particular as regards the agreement on taxes.

Cowansville, this 6th day of December, 1948.

J. R. OUELLETTE,
Secretary-Treasurer.

23669-50-4

Avis public est par les présentes donné que la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes:

1° Amendements à la charte a) pour la rendre plus claire en vue de percevoir la taxe de vente sur toutes les transactions imposables; b) en ce qui a trait à la confection des comptes de taxes et l'emploi d'un taux composé; c) pour défendre aux policiers et pompiers de la Cité d'appartenir ou de s'affilier à toute association non strictement locale;

2° Ratification de l'acquisition du terrain de la Succession Marchand et inclusion de ce terrain dans le territoire de la Cité;

3° Autorisation pour le Conseil de disposer à son gré, par vente ou par concession gratuite, en vue de favoriser la construction d'habitations et l'établissement d'industries, de toutes parties des terrains acquis du Gouvernement Fédéral (champ de tir) et de la Succession Marchand, et dont la Cité n'aura pas besoin pour ses fins personnelles;

4° Ratification a) de toute décision du Conseil d'accorder à Regent Shirts Mfg. Co. une réduction graduée de taxes municipales; b) de toute résolution du Conseil accordant une pension de retraite à certains employés municipaux.

Trois-Rivières, 7 décembre 1948.

Le Procureur de la Cité
des Trois-Rivières,
LÉON LAMOTHE.

23683-50-4-o

Public notice is hereby given that the City of Trois-Rivières will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. Amendments to the charter a) to give a clearer explanation as regards the collection of the sales tax on all taxable transactions; b) as regards the compiling of the accounts for taxes and the use of a compound rate; c) to forbid the policemen and firemen of the City to belong to or be affiliated with any association not strictly local;

2. Ratification of the acquisition of the land of the Marchand Estate and inclusion of the said land in the city's territory;

3. Authorization for the Council to dispose, as its option, by sale or gratuitous concession, with a view to furthering the construction of dwellings and industrial establishments, of any part of the lands acquired from the Federal Government (firing-range) and from the Marchand Estate, and of which the City has no need for its personal use;

4. Ratification a) of any decision of the Council to grant to the Regent Shirts Mfg. Co., a graduated reduction of municipal taxes; b) of any resolution of the Council granting a retiring pension to certain municipal employees.

Trois-Rivières, December 7, 1948.

LÉON LAMOTHE,
Attorney for the City
of Trois-Rivières.

23683-50-4

Avis vous est donné que Édouard Jean, étudiant en droit, de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession de notaire après examen, selon une résolution du Conseil de la Chambre des Notaires, le 20 octobre 1948.

Québec, le 19 novembre 1948.

Le Requérent,
ÉDOUARD JEAN.

23606-49-4-o

Notice is given that Édouard Jean, law student, from Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, during its next session, to obtain the passing of an act admitting him to practice the notarial profession, after examination, according to a resolution by the Council of the Board of Notaries, on the 20th of October 1948.

Quebec, 19th of November 1948.

ÉDOUARD JEAN,
Petitioner.

23606-49-4-o

AVIS

Avis est, par les présentes donné que la Cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la Loi I, George VI, Chapitre 105, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Autoriser un fonds de roulement annuel de \$200,000.00 pour fins de travaux souterrains; fixer à 7 hrs. p.m. l'heure de la fermeture des bureaux de votation pour fins municipales; abroger les articles 98 et 99 de la charte, relatifs aux célébrations lors du centenaire de la Cité de Sherbrooke; répartir le coût du pavage des rues par moitiés, entre la cité et les propriétaires des immeubles, suivant l'étendue des fronts de chacun de ces immeubles où des travaux auront été faits; cotiser les propriétés et propriétaires de terrains pour tous les travaux mentionnés dans les paragraphes 1, 2, et 3 de l'art. 429 de la Loi des Cités et Villes, d'après l'étendue de tous les fronts des dites propriétés situées sur les rues, où des travaux auront été effectués; changer aux articles 48, 49 et 50 de sa charte le mot "gaz" par les mots suivants: "Gaz propane" ou tout autre gaz qui pourrait lui être substitué, et en faire la vente en cylindres, dans les limites de la Cité, aux consommateurs individuellement, ou à

NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act I, George VI, Chapter 105, and the various statutes amending it, for the following matters:

To authorize an annual operating fund of \$200,000.00 to pay for underground works; to close polling-stations at 7 o'clock p.m.; to repeal articles 98 and 99 of its Charter regarding the celebration of Sherbrooke centenary; to charge half of the cost for street paving to the City and half to the property-owners, according to the whole paving done on all frontage around such property; to assess upon the property-owners all public works mentioned in par. 1°, 2° and 3° of art. 429 of the Cities and Towns Act, according to the extent of all frontage of said properties situated on the streets where such works shall have been done; to change in art. 48, 49 and 50 of its Charter, the word "gas" by the following words: "Propane Gas Air" or any other gas or substitute thereof, and to sell within the City Limits such gas in cylinders to consumers individually, or to any person, society or company, whether such person, society or Company has its place of business within the

toute personne, société ou compagnie en faisant le commerce dans la Cité ou ailleurs; règlement quant aux maisons à logements temporaires, pour fins domestiques, touristiques ou autres; imposer une taxe de vente de 2% dans la municipalité, sujette aux exemptions prévues à la loi provinciale, la dite exemption devant s'appliquer aussi au combustible pour fins domestiques; ajouter celui de l'avocat de la Cité aux noms des officiers municipaux qui ne peuvent être congédiés à moins d'un vote affirmatif d'au moins 7 membres du Conseil; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, Qué., le onzième jour de décembre 1948.

Le Procureur de la requérante,
23700-51-4-o ALBERT RIVARD.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que Fritz Oscar Epstein, son épouse Marguerite Pauline Stanley, Stanley Alfred Epstein, Marilyn Anita Epstein, Robert Edward Epstein, Adolph William Epstein, son épouse Helena Downes, Arnold William Epstein, tous des cité et district de Montréal, et Francis John Epstein, de Frelighsburg, district de Bedford, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi changeant leur nom de famille de Epstein à celui de Easton.

Montréal, le 13 décembre 1948.
Les Procureurs des Requérants,
MONETTE, FILION, MEIGHEN & GOURD.
23711-51-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Ste-Foy s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins suivantes:

1° Pour l'adoption d'une loi l'érigant en corporation de ville sous le nom de "Ville de Ste-Foy", et lui rendant applicable la Loi des cités et villes avec des modifications sur les points suivants: le conseil, la construction et le zonage, les panneaux-réclame, les arbres, les vidanges, l'enlèvement de la neige, l'imposition d'une taxe dans le cas d'extension d'aqueduc et d'égout en sus de la taxe d'eau, les avis et le fonds de roulement, les élections;

2° Pour faire légaliser, ratifier et valider certains règlements de construction de rues et de trottoirs qui ont été adoptés sans referendum; Québec, ce 13 décembre 1948.

Le Procureur de la pétitionnaire,
23712-51-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C. R.

Avis est par les présentes donné que "Syrian Canadian Association", corporation ayant son siège social dans la cité de Montréal, Québec, s'adressera à la prochaine ou la suivante session de la législature de Québec, pour la passation d'une loi spéciale, exemptant ses terrains et bâtiments situés à 40 est, rue Jean Talon, Montréal, Qué., de toute taxation municipale, sauf quant aux taxes spéciales et taxes d'eau, pendant son occupation pour des fins de bienfaisance, d'éducation et de charité.

Montréal, le 7 décembre 1948.
Le Procureur de la Requérante,
23713-51-4-o JOSEPH HELAL, C.R.

City Limits or not; to make by-laws regarding temporary lodging-houses for domestic, touristic or other purposes; to impose a 2% retail sales tax within the municipality subject to the exemptions provided in the Provincial Retail Sales Act, said exemption to be extended also to fuel for domestic use; to add the City Attorney's name to that of the municipal officers who may be dismissed only upon the affirmative vote of at least seven members of the Council; and for other purposes.

Sherbrooke, Que., this 11th day of December, 1948.

ALBERT RIVARD,
23700-51-4-o City Attorney.

NOTICE

Notice is hereby given that Fritz Oscar Epstein, his wife Marguerite Pauline Stanley, Stanley Alfred Epstein, Marilyn Anita Epstein, Robert Edward Epstein, Adolph William Epstein, his wife Helena Downes, Arnold William Epstein, all of the city and district of Montreal, and Francis John Epstein, of Frelighsburg, district of Bedford, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act changing their family name of Epstein to that of Easton.

Montreal, December 13th, 1948.
MONETTE, FILION, MEIGHEN & GOURD,
23711-51-4-o Attorneys for the Petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the parish of Ste-Foy will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To obtain its incorporation as a town under the name of the Town of Ste-Foy and thus render it subject to the Cities and Towns Act but with amendments on the following subjects: the council, building and zoning, bill-boards, trees, garbage, snow-removal, the levying of taxes in the case of the water-works and sewerage system over and above the water tax, notice and the rolling stock elections;

2. To have legalized, ratified and rendered valid those of its by-laws which have been adopted without referendum;

Quebec, December 13th/1948.
Attorney for the petitioner.
23712-51-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.

Notice is hereby given that "Syrian Canadian Association", a corporation having its head office in the city of Montreal, Quebec, will apply to the next or following session of the legislature of Quebec for the passing of a special law, exempting its lands and buildings situate at 40 Jean Talon Street, East, Montreal, from all municipal taxation, save as to special taxes and water rates, while occupied by it for welfare, educational and charitable purposes.

Montreal, December 7th, 1948.
JOSEPH HELAL, K.C.,
23713-51-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que le Docteur Rodrigue Théoret, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi spéciale autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec à lui émettre une licence sans examen, pour lui permettre d'exercer la médecine dans cette Province.

Montréal, le 9 décembre 1948.

Les Procureurs du Dr Rodrigue Théoret,
23714-51-4-o LAMARRE & LAMARRE.

NOTICE

Notice is hereby given that Doctor Rodrigue Théoret, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a special Act to authorize the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to issue a permanent license without examination to the said Rodrigue Théoret, for the purpose of exercising medicine in this Province.

Montreal, December 9, 1948.

LAMARRE & LAMARRE,
23714-51-4-o Attorneys for Dr Rodrigue Théoret

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pères J. Emile Campagna, Lucien Metzinger et Marie Denys LeClerc'h, tous trois de Longueuil, province de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de: "Les Pères des Sacrés Cœurs" (The Fathers of the Sacred Hearts), avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec des pouvoirs spéciaux pour des fins religieuses, éducationnelles et charitables. La Corporation sera gouvernée par les règlements de sa Congrégation et elle aura le pouvoir de faire des règlements. Son siège social sera dans la cité de Longueuil, province de Québec.

Montréal, ce 14 décembre 1948.

J. EUGÈNE LAFONTAINE,
23722-51-4-o Le Procureur des Pétitionnaires,

Notice is hereby given that Reverend Fathers J. Emile Campagna, Lucien Metzinger and Marie Denys LeClerc'h, of the city of Longueuil, province of Quebec, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for obtaining the incorporation of "The Fathers of the Sacred Hearts (Les Pères des Sacrés-Cœurs), with all the powers, rights and privileges of ordinary corporations; and with special powers for religious, educational and charitable purposes, the corporation to be governed by the rules of the Congregation. Its Head Office will be in the city of Longueuil, Province of Quebec.

Montreal, December 14th, 1948.

J. EUGÈNE LAFONTAINE,
23722-51-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que William Johnston, étudiant, de la cité de Lachine, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec lors de sa prochaine session pour l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec, à l'admettre à l'étude de la profession de notaire et à régulariser sa cléricature, le tout avec effet rétroactif au 13 juillet 1948.

Montréal, le 16 décembre, 1948.

Les Procureurs du requérant,
23731-51-4-o BUMBRAY & CARROLL.

NOTICE

Public notice is hereby given that William Johnston, student, of the city of Lachine, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an Act authorizing the Board of Notaries of the province of Quebec, to admit him to the study of the notarial profession and to regularize his indentureship, the whole as of July 13th, 1948.

Montreal, December 16th, 1948.

BUMBRAY & CARROLL,
23731-51-4-o Attorneys for the Petitioner.

Avis vous est donné que MM. Paul Pratt, financier de Longueuil; Paul Gilbert, médecin-chirurgien de Charny, Léo Choquette, Industriel de Montréal, Charles-Eugène Massicotte, Chirurgien-dentiste de Chicoutimi, Joseph-Henri Duval, Industriel de Trois-Pistoles, Camille Ducharme, pharmacien de Berthier, Ovila Robitaille, commerçant de Montréal, Me Henri-Paul Lemay, avocat de Montréal, Dr. J.-Maurice Blais, médecin-chirurgien de Montréal et Samuel L. Gagné, industriel de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de donner à Renaissance Films Distribution Inc., compagnie constituée en vertu de la Loi des Compagnies, ayant son siège social à Montréal, les pouvoirs et les droits nécessaire pour poursuivre les buts de la compagnie et protéger les intérêts des actionnaires privilégiés, notamment en ce qui concerne le droit de vote.

Québec, le 14 décembre 1948.

Le Procureur des requérants,
23736-51-4-o NOEL DORION, C.R.

Notice is given that Messrs Paul Pratt, financier, of Longueuil, Paul Gilbert, physician, surgeon, of Charny, Léo Choquette, industrialist, of Montreal, Charles-Eugène Massicotte, dental surgeon, of Chicoutimi, Joseph-Henri Duval, industrialist, of Trois-Pistoles, Camille Ducharme, druggist, of Berthier, Ovila Robitaille, trader, of Montreal, Me Henri-Paul Lemay, advocate, of Montreal, Dr. Maurice Blais, physician, surgeon of Montreal, and Samuel L. Gagné, industrialist, of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, for the purpose of giving to "Renaissance Films Distribution Inc." a company incorporated under the Quebec Companies' Act, having its head office at Montreal, the powers and rights required to pursue the purposes of the company and to protect the interests of the preferred shareholders, notably in that which concerns the voting right.

Quebec, December 14, 1948.

NOEL DORION, K.C.
23736-51-4 Attorney for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session l'adoption d'une loi amendement la loi des ingénieurs civils, Statuts refondus de Québec, 1941, chap. 270, pour les fins suivantes, savoir: mieux définir le champ d'action des ingénieurs; déterminer les pouvoirs de la Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec et de ses directeurs et déterminer les conditions d'admission comme membre de la Corporation, et pour d'autres fins.

Montréal, le 15 décembre 1948.

Le Procureur de la requérante,
23742-51-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation of Professional Engineers of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for an act to amend the Civil Engineers' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 270, for the following purposes, namely: to better define the scope of the profession of engineers; determine the powers of the Corporation of Professional Engineers of Quebec and of its directors and determine the conditions of admission to membership in the Corporation; and for other purposes.

Montreal, December 15, 1948.

VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.,
23742-51-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS LÉGAL

Canada, Province de Québec,
District de Montréal

Avis public est, par les présentes, donné que les légataires universels de la succession de feu James McCready s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa première session de 1949, pour obtenir la distribution capital de l'actif de ladite succession.

Montréal, 4 décembre 1948.

Le Procureur des requérants,
23743-51-4 THOMAS J. COONAN, Jr.

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec,
District of Montreal

Public Notice is hereby given that the universal legatees of the Estate of the late James McCready will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its first session of 1949 for a capital distribution of the assets of the said Estate.

Montreal, December 4, 1948.

THOMAS J. COONAN, Jr.,
23743-51-4-o Attorney for Applicants.

AVIS PUBLIC

AMENDEMENTS A LA CHARTE DE LA CITE

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1. Déterminer l'évaluation municipale des propriétés de la Cité de Montréal dans Verdun;
2. Prolonger, aux conditions actuelles, le contrat avec la Cité de Montréal pour la fourniture d'eau;
3. Réviser le contrat entre la Compagnie des Tramways de Montréal et la Cité de Verdun;
4. Déterminer les licences sur les propriétaires et chauffeurs d'autotaxis;
5. Imposer une taxe sur les cabines téléphoniques extérieures;
6. Faire certains travaux d'améliorations locales sur certaines ruelles dans la Cité de Verdun;
7. Amender la loi de pension pour certains employés non couverts par le Plan de Pension à la Retraite de la Cité.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P.Q., ce 16ème jour de décembre 1948.

L'Aviseur Légal,
23755-51-4-o FRS. FAUTEUX.

AMENDMENTS TO THE CITY CHARTER

Notice is hereby given by the City of Verdun that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters:

1. To fix the municipal valuation of the properties of the City of Montreal, in Verdun;
2. To renew on present terms the contract with the City of Montreal for water supply;
3. To revise the contract between the Montreal Tramways Company and the City of Verdun;
4. To fix the licence fees on the proprietors and chauffeurs of taxis;
5. To tax outside telephone booths;
6. To do certain local improvement works on certain lanes in the City of Verdun;
7. To amend the pension law for employees not covered by the Retirement Income Plan of the City.

Given at the City Hall, Verdun, P.Q., this 16th day of December 1948.

FRS. FAUTEUX,
23755-51-4-o City Solicitor.

AVIS

Avis est par les présentes donné que M. Pierre Richard Rhodes présentera un projet de loi à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir le droit d'être admis à l'exercice de la profession d'avocat, après avoir rempli les formalités requises.

Montréal, le 13 décembre 1948.

Les Procureurs du dit Pierre Richard Rhodes,
23732-51-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Pierre Richard Rhodes will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the right to be admitted to the Bar of the Province of Quebec, after having fulfilled the necessary requirements.

Montreal, December 13th, 1948.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
23732-51-4-o Attorneys for said Pierre Richard Rhodes

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui accordant des pouvoirs plus étendus spécialement en ce qui concerne la procédure à suivre pour l'exercice de ses pouvoirs, la représentation des municipalités à la Commission, l'étendue de sa juridiction, les relations de la Commission avec les municipalités métropolitaines et autres fins concernant les intérêts respectifs présents et futurs de la Commission et desdites municipalités, la création d'un service de statistiques et de recherches, la création d'un fonds de pension pour ses fonctionnaires et employés, la ratification du contrat du 3 décembre 1945 entre la ville de la Pointe-aux-Trembles et Wartime Housing Limited, et amendement à la résolution d'emprunt N° 25 de la Commission.

Montréal, le 17 décembre 1948.

LA COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL,

Par le Secrétaire-trésorier,

23774-52-4-o

EPHREM BRISEBOIS.

NOTICE

Notice is hereby given that the Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act granting it additional powers specially concerning the procedure to be followed for the exercise of such powers, the representation of the municipalities to the Commission, the extent of its jurisdiction, its relations with the Metropolitan Municipalities and for other purposes concerning the respective interest present and future of the Commission and the said municipalities, the creation or establishment of a statistical and research bureau, the creation of a pension fund for its officers and employees, the ratification of a contract between the Town of Pointe-aux-Trembles and Wartime Housing Limited, December 3rd, 1945 and amending the loan resolution N° 25 of the Commission.

Montreal, December 17th, 1948.

THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION,

Per: E. BRISEBOIS,

Secretary-treasurer.

23774-52-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que Reginald Gordon Granville, gentilhomme, de la cité de Montréal, présentera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, une loi pour autoriser le Royal Trust Company, exécuteur testamentaire et fiduciaire de la succession de sa mère, feu Mary Everett, (veuve de feu Charles King), de payer au dit Reginald Gordon Granville sa part du capital de la succession de sa dite mère.

Montréal, ce 18 décembre 1948.

Les Avocats de Reginald Gordon Granville,

23775-52-4-o

F. FAUTEUX & P.J. USHER.

Notice is hereby given that Reginald Gordon Granville, gentleman, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to authorize the Royal Trust Company, Testamentary Executor and Trustee of the estate of his mother, the late Mary Everett, (widow of the late Charles King), to pay to said Reginald Gordon Granville his share of the capital of the estate of his said late mother.

Montreal, December 18th, 1948.

F. FAUTEUX & P. J. USHER,

Attorneys for Reginald Gordon Granville.

23775-52-4-o

NOTICE

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements sur les matières suivantes: abroger les articles suivants de la charte de la Cité de Lachine, savoir: article 53 du chapitre 86 de la loi 9 Edouard VII; paragraphe "b" de l'article 63a ajouté après l'article 63 de la loi 9 Edouard VII, chapitre 86, par l'article 9 du chapitre 69 de la loi 7 George V; article 8 du chapitre 69 de la loi 7 George V; article 4 du chapitre 116 de la loi 11 George V; article 2 du chapitre 125 de la loi 23 George V; article 2 du chapitre 80 de la loi 6 George VI; imposer une taxe sur tous les immeubles imposables de la cité pour l'installation, l'amélioration ou l'entretien du système d'éclairage des rues; changer les formalités nécessaires pour décréter des travaux d'aqueduc; les procédures concernant le recomptage des votes donnés à une élection; les droits annuels, taxes ou licences; changer le territoire dans lequel certaines industries ou commerces sont défendus; règlements d'emprunts permettant de faire des travaux d'aqueducs et d'égouts à la charge de toute la cité dans certains cas, avec droit de charger ces travaux subséquentement aux propriétés en bénéficiant lors de l'usage desdites améliorations; établir et administrer un système de transport en commun dans la cité et dans les villes voisines; créer une Commission pour administrer ledit système ou faire un con-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Lachine will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: to abrogate the following articles of the charter of the City of Lachine, to wit: article 53 of chapter 86 of the Act 9 Edward VII; paragraph "b" of article 63a added after article 63 of the Act 9 Edward VII, chapter 86 by article 9 of chapter 69 of the Act 7 George V; article 8 of chapter 69 of the Act 7 George V; article 4 of chapter 116 of the Act 11 George V; article 2 of chapter 125 of the Act 23 George V; article 2 of chapter 80 of the Act 6 George VI; to impose a tax on all taxable immovables of the city for the establishment, improvement or maintenance of a system of lighting of the streets; to change the necessary proceedings to order construction of waterworks; concerning the recount of votes given in an election; the annual dues, taxes or licenses; to change the territory in which certain industries or trades are prohibited; loan by-laws permitting to execute waterworks and sewers at the expense of the whole city in some cases, with the right to charge subsequently these works to the properties benefiting from them when such properties would be using said improvements; to establish and to administer public transportation system in the city and in the neighboring cities; to create a Commission to administer said system or to enter into a

trat avec toute compagnie ou personne pour établir un système de transport en commun et pour subventionner telle compagnie ou personne; validation d'un acte d'échange entre La Cité de Lachine et Dame Nélida Quesnel, épouse d'Arthur Fournier passé devant le notaire Jean-Marie Trépanier, le 5 octobre 1948 et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal sous le N° 757053; permission de fermer une partie des rues suivantes: partie de la rue Rockfield, pour permettre l'agrandissement de l'usine de la Dominion Engineering Works Limited; partie de la rue Brighton, pour permettre l'agrandissement de l'usine de la Canadian Shade Tree Service Limited; une partie de la rue Rockfield, autrefois connue sous le nom de Fairview, pour permettre l'agrandissement de l'usine de la Anglo Canadian Wire Rope Co. Limited et pour autres fins.

Lachine, ce 14 décembre 1948.

Les Procureurs de la Cité de Lachine.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER.

L'Avocat-Conseil,

JACQUES VIAU.

23776-52-4-o

contract with any company or person to establish a public transportation service and to subsidize such company or person; to validate a deed of exchange between the City of Lachine and Mrs. Nelida Quesnel, wife of Arthur Fournier passed before Jean-Marie Trépanier, notary, on October the 5th, 1948 and registered at the registry office of the division of Montreal under No. 757053; permission to close part of the following streets: part of Rockfield street to provide for the enlargement of the plant of the Dominion Engineering Works Limited; part of Brighton street to provide for the enlargement of the plant of the Canadian Shade Tree Service Limited; part of Rockfield street formerly known under the name of Fairview street to provide for the enlargement of the plant of the Anglo Canadian Wire Rope Co. Limited and for other purposes.

Lachine, December 14th, 1948.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,

Attorneys for the City of Lachine.

JACQUES VIAU,

Counsel.

23776-52-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 2 George V, chapitre 73 et amendements, sur les matières suivantes: imposer une taxe sur tous les immeubles imposables de la ville pour l'installation, l'amélioration et l'entretien du système d'éclairage des rues; changer les formalités nécessaires pour décréter des travaux d'aqueduc; imposer une taxe sur tous les immeubles imposables de la ville pour l'entretien des rues, y compris l'enlèvement de la neige l'hiver sur les trottoirs et les rues; permettre aux propriétaires de relier leurs égouts privés aux égouts publics à leurs frais; imposer et prélever sur les propriétaires les taxes pour aqueduc dès que la ville est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis leurs immeubles; permettre au conseil d'annoncer la ville à même les revenus généraux; permettre à la ville d'imposer et prélever une taxe sur les propriétaires riverains de la rue Ailie pour la construction d'un tuyau d'aqueduc payé à même les fonds généraux de la ville; nomination d'un secrétaire des estimateurs; pouvoirs de l'ingénieur; établir et administrer un système de transport en commun dans la ville avec ou sans le concours des villes voisines; faire un contrat avec toute compagnie ou personne, cité ou ville, pour établir un système de transport en commun et pour subventionner tel système de transport et pour autres fins.

Montréal, ce 14 décembre 1948.

Les Procureurs de la Ville LaSalle,

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER.

23777-52-4-o

Avis public est par les présentes donné que les Clercs de St-Viateur de Joliette et le Séminaire de Joliette s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un bill privé ratifiant les ventes qu'ils ont faites de certains immeubles dont l'usufruit à perpétuité leur avait été donné le 4 février 1850 par l'Honorable Barthélemi Joliette, et son épouse, Dame Charlotte Tarrieu Taillant de Lanaudière, et autorisant les requérants à vendre le reste des immeubles compris

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the Town of LaSalle will appeal to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following purposes: to impose a tax on all taxable immovables of the town for the establishment, the improvement and the maintenance of a system of lighting of the streets; to impose a tax on all taxable immovables of the town for the maintenance of the streets including the snow and ice removal from the sidewalks and the streets during the winter; to permit the land-owners to connect their private sewers to the public sewers at their own costs; to impose and levy taxes for waterworks as soon as the town is prepared to bring the water to the line of the street opposite their immovables; to allow the council to advertise the town from its general funds; to allow the council of the town to impose and levy a tax on the owners of immovables situated on each side of Airlie street for the construction of a waterpipe paid from the general funds of the town; nomination of the assessor's secretary; powers of the engineer of the town; to establish and to administer a public transportation system in the town with or without the participation of the neighboring towns; to enter into a contract with any company or person, city or town, to establish a public transportation system and to subsidize such transportation system and for other purposes.

Montreal, December 14th, 1948.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,

Attorneys for the Town of LaSalle.

23777-52-4-o

Public notice is hereby given that "Les Clercs de St-Viateur de Joliette" and "Le Séminaire de Joliette", will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of a private Bill ratifying the sales which they made of certain immovables, the usufruct of which had been given to them, in perpetuity, on the 4th of February, 1850, by Honourable Barthélemi Joliette and his wife, Dame Charlotte Tarrieu Taillant de Lanaudière, and authorizing the petitioners to sell the remainder of the immov-

dans la dite donation reçue devant Me J. O. Leblanc, notaire.

Le Procureur des requérants,
23778-52-4-o GEORGES SYLVESTRE, C.R.

ables comprised in the said donation, received before Me J. O. Leblanc, notary.

GEORGES SYLVESTRE, K.C.,
23778-52-4 Attorney of the Petitioners.

AVIS POUR BILL PRIVE

Avis est par les présentes donné que la Ville de Roberval, présentera à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé, à l'effet de demander à la Législature de Québec de passer un bill amendant sa charte, aux fins de lui donner les pouvoirs suivants:

1. Imposer une taxe de vente dans les limites de son territoire;

2. Pour instituer une commission d'Urbanisme et lui conférer juridiction dans les limites de la ville de Roberval, et même sur des territoires adjacents dans un rayon d'un mille;

3. Pour acquérir un ou des pouvoirs d'eau pour le ou les aménager pour faire de l'électricité; à toutes fins et aussi le droit d'exproprier la ligne de distribution et de service actuellement existantes;

4. Pour fixer la date limite; à laquelle les locataires ou occupants devront payer leurs taxes pour avoir le droit d'être inscrits sur la liste des électeurs;

5. Pour exiger un permis annuel n'excédant pas: \$200.00 de tout commerçant étranger opérant dans les limites de la ville.

6. Pour être autorisé à faire des causes de vitesse dans les limites de la ville et avoir le droit de collecter et encaisser les amendes et frais perçus à la suite de telles causes.

Roberval, ce 16 décembre 1948.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
23779-52-4-o W. H. GIRARD, C.R.

AVIS POUR BILL PRIVE

Avis est par les présentes donné que la Ville de St-Félicien, présentera à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé, à l'effet de demander à la Législature de Québec, de passer un bill lui donnant le pouvoir d'imposer et de prélever en sus de toutes autres taxes, une taxe spéciale dite: "Taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat en détail.

Roberval, ce 18 décembre 1948.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
23780-52-4-o W. H. GIRARD, C.R.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que M. Marie-Joseph-Félix-Edmond Rodier, l'un des deux exécuteurs-testamentaires et administrateurs de la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, en son vivant sénateur, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour modifier le dernier testament du dit feu Charles Séraphin Rodier, aux fins d'autoriser les héritiers de la dite succession à nommer un troisième exécuteur-testamentaire et administrateur et aussi à les autoriser à aliéner, échanger ou vendre tous les immeubles de la succession, où qu'ils soient situés.

Montréal, ce 17 décembre 1948.

Le Procureur du requérant,
23781-52-4-o CHARLES M. PIUZE, C.R.

NOTICE OF A PRIVATE BILL

Notice is hereby given that the Town of Roberval, will present to the Legislature of Quebec a petition introducing a private bill, for the purpose of applying to the Legislature of Quebec for the passing of an Act amending its charter, in order to give it the following powers:

1. To levy a sales tax within the limits of its territory;

2. To institute a Town-Planning Commission and confer upon it jurisdiction within the limits of the Town of Roberval, and likewise on adjacent territory within the radius of one mile;

3. To acquire one or more hydraulic powers so as to develop it or them for the generation of electricity: for all purposes and also the right to expropriate the already existing service and distribution line;

4. To fix the date limit upon which tenants or occupants must pay their taxes so as to be entitled to have their name entered on the voters' list;

5. To exact an annual permit not exceeding \$200 from every non-resident dealer operating within the limits of the town;

6. To be authorized to take proceedings against speeding within the limits of the town and be entitled to collect and receive the fines and costs collected as a result of such cases.

Roberval, this 16th day of December, 1948.

W. H. GIRARD, K.C.,
23779-52-4 Attorney for Petitioner.

NOTICE OF PRIVATE BILL

Notice is hereby given that the Town of St. Félicien, will present to the Legislature of Quebec, a petition introducing a Private Bill, for the purpose of applying to the Legislature of Quebec for the passing of an Act giving it the power to levy and collect over and above all other taxes, a special tax called: "Sales Tax" not exceeding two percent of the retail sale or purchase price.

Roberval, this 18th day of December, 1948.

W. H. GIRARD, K.C.,
23780-52-4 Attorney for Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Marie-Joseph-Félix-Edmond Rodier, one of the two testamentary executors and administrators of the estate of late honourable Charles Séraphin Rodier, during his lifetime a senator, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session to obtain the adoption of a law to modify the last will of said late Charles Séraphin Rodier, to authorize the heirs of said estate to appoint a third testamentary executor and administrator and also to obtain the authorization to alienate, exchange or sell all the immovables of the said estate, wherever they may be situated.

Montreal, December 17th 1948.

CHARLES M. PIUZE, K.C.,
23781-52-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que The Royal Institution for the advancement of learning, (Université McGill), The Joint Board of the Theological Colleges affiliated with McGill University, The United Theological College, Montreal, et Montreal Diocesan Theological College, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une convention déjà opérante et intervenue entre les Pétitionnaires qui prévoit la fondation d'une Faculté de Théologie au sein de l'Université McGill, et le transport à cette fin de certains placements, bien meubles et propriétés immobilières.

Montréal, le 16 décembre 1948.

Le Procureur des Pétitionnaires,
23782-52-4-o GEORGE S. McFADDEN.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that The Royal Institution for the advancement of learning (McGill University), the Joint Board of the Theological Colleges affiliated with McGill University, The United Theological College, Montreal, and Montreal Diocesan Theological College will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming and ratifying a certain agreement already entered into between the petitioners which provides for the establishment of a Faculty of Divinity within McGill University and the transfer of certain investments, moveable property and Real Estate for this purpose.

Montreal, December the 16th, 1948.

GEORGE S. McFADDEN,
23782-52-4-o Solicitor for the applicants.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Henri Sicotte, rentier, Herménégilde Fournier, entrepreneur et Wilfrid Martin, forgeron, tous résidents et propriétaires d'immeubles dans la Ville de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale leur permettant de détacher le territoire connu sous les noms des paroisses religieuses de St-Maxime et de St-Josaphat, ou parties d'icelui, et de se constituer en corporation de ville sous le nom de Ville de LeMoyne, avec certaines dispositions dérogoires à la Loi des Cités et Villes, leurs immeubles se trouvant situés dans le territoire de la ville projetée.

Jacques-Cartier, ce 18ème jour de décembre, 1948.

Le Procureur des Requérants,
23783-52-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

NOTICE

Notice is hereby given that Henri Sicotte, gentleman, Herménégilde Fournier contractor, and Wilfrid Martin, blacksmith, all residents and property owners of Ville Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of a special act permitting them to detach the territory known under the names of the canonical parishes of St. Maxime and St. Josaphat, or parts thereof, from the town of Jacques-Cartier, and become incorporated into a town corporation under the name of Ville de LeMoyne, with certain provisions derogatory to the Cities and Towns Act, their immovables being located in the territory of the town being formed.

Jacques-Cartier this 18th day of December, 1948.

VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.,
23783-52-4-o Attorney for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la municipalité de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, ayant son siège à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, dans le district électoral de Vaudreuil-Soulanges, demandera aux corps législatifs de la Province de Québec à leur prochaine session l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs quant à la réglementation de la construction (zonage, dimensions, superficie et solidité des bâtiments, servitudes d'alignement et de ruelles publiques et privées, inspections et visites, formalités des permis, etc., sanctions, etc.); quant à la confection et au pavage des rues (imputation du coût aux riverains suivant la longueur de la bordure etc.); quant aux emprunts nécessaires à ces fins (cotisations spéciales contre les riverains, etc.); et quant à l'application à ladite corporation des art. 416 à 421 inclusivement du Code municipal.

Montréal, 20 décembre 1948.

L'Avocat de la pétitionnaire,
23784-52-4-o LOUIS-JOSEPH de la DURANTAYE.

Public notice is hereby given that the Corporation of the municipality of Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, having its head office at Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, in the electoral district of Vaudreuil-Soulanges, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act granting it certain powers regarding its building by-laws (zonage, size, area, and security of buildings, building line, public and private lanes, inspections and visits, formalities of permits, etc., penalties, etc.); regarding the construction and the pavement of the streets (to be charged to the riverains according to frontage, etc.); regarding the loans required for the said objects (special taxes against the riverains, etc.); and regarding the application to the said Corporation of sections 416 to 421 inclusively of the Municipal Code.

Montreal, December 20th, 1948.

LOUIS-JOSEPH de la DURANTAYE,
23784-52-4-o Petitioner's Attorney.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Dorion, ayant son siège à Dorion, dans le district électoral de Vaudreuil-Soulanges, de mandera aux corps législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant sa Charte (6 George V, chapitre 59), aux fins d'annexer certains terrains contigus à son territoire, faisant actuellement partie de la paroisse St-Michel-de-Vaudreuil, et

Public notice is hereby given that the town of Dorion having its head office in Dorion, in the electoral district of Vaudreuil-Soulanges, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its Charter (6 George V, chapter 59), with the object of annexing certain lands adjoining its territories, the latter being actually part of the Parish of St-Michel-de-Vaudreuil, and of

de déterminer la date du partage des impôts et taxes, à la suite de cette annexion.

Montréal, 20 décembre 1948.

L'Avocat de la pétitionnaire,
23799-52-4-o LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.

setting the date of the partition of the taxes and dues entailed by such annexation.

Montreal, December 20th, 1948.

LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,
23799-52-4-o Petitioner's attorney,

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de La Tuque, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa session prochaine, pour obtenir un amendement à sa charte, la loi 1, George V (2ième session), chapitre 69 et aux différentes lois amendant cette charte, de façon:

A autoriser la dite Ville de La Tuque à passer un règlement pourvoyant à l'emprunt d'une somme n'excédant pas \$100 mille dollars, pour fins municipales et industrielles.

La Tuque, ce 20 décembre 1948.

Le Maire de la Ville de La Tuque,
OMER JOURNEAULT.

Le Greffier de la Ville de La Tuque,
23802-52-4-o A.-A. DUPONT.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an amendment to its charter, the Act 1 George V (2nd session) chapter 69, and to the different Acts affecting said charter, so as:

To authorize the said town of La Tuque, to pass a by-law providing for the loan of sum not exceeding one hundred thousand dollars (\$100,000) for municipal and industrial purposes.

La Tuque, December 20, 1948.

OMER JOURNEAULT,
Mayor of the Town of La Tuque,

A.-A. DUPONT,
23802-52-4 Clerk of the Town of La Tuque.

¶ Avis est par les présentes donné que la "Société d'Administration et de Fiducie", corporation légalement constituée, ayant son siège social en la Cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec lors de la prochaine session pour l'adoption d'une loi modifiant sa charte et lui accordant des pouvoirs additionnels, notamment le pouvoir d'acquérir par fusion ou autrement les droits, actions, titres et obligations d'autres sociétés ou corporations.

Montréal, le 21 décembre 1948.

Les Procureurs de la requérante,
DUSSAULT, DUSSAULT & VADBONCOEUR.
23803-52-4-o

Notice is hereby given that "Société d'Administration et de Fiducie," a company duly incorporated, having its head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of a law modifying its Charter and granting it additional powers, especially the power of acquiring by amalgamation or otherwise the rights, shares, titles and obligations of other societies or corporations.

Montreal, December 21, 1948.

DUSSAULT, DUSSAULT & VADBONCOEUR,
23803-52-4-o Attorneys for the Petitioner.

DEMANDE ET AVIS DE "LA SOCIÉTÉ PROVINCIALE D'ASSURANCE MUTUELLE" "PROVINCIAL MUTUAL INSURANCE SOCIETY"

Avis est par les présentes donné que MM. Émile Rochon, expert en assurance et comptable agréé, de Montréal; Charles-Edouard Lamothe, entrepreneur électricien de Trois-Rivières; A. C. Forest, couvreur et entrepreneur en chauffage, de Montréal; Edouard Cyr, industriel, de Montréal; Roch Grenache, industriel, de Saint-Damien de Brandon; Rodrigue Brind'Amour, courtier agréé en assurances, de Longueuil et J. A. Richard, maître plombier et entrepreneur en chauffage, de Shawinigan Falls, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi les constituant, ainsi que toutes autres personnes qui se joindront à eux, en corporation, sans capital-actions, sous le nom de "La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle" — "Provincial Mutual Insurance Society" dans le but d'effectuer dans la province de Québec, d'après les principes de l'assurance mutuelle, au moyen de billet de dépôt et d'après le système des primes en argent,

a) des assurances contre les pertes ou dommages causés par l'incendie ou la foudre ou autres risques généralement couverts concurremment avec l'incendie,

b) des assurances et des réassurances terrestres et maritimes relativement aux biens, à la responsabilité civile et aux personnes, sauf l'assurance sur la vie,

c) des cautionnements et des assurances et des réassurances de garantie.

APPLICATION AND NOTICE FROM "LA SOCIÉTÉ PROVINCIALE D'ASSURANCE MUTUELLE" "PROVINCIAL MUTUAL INSURANCE SOCIETY"

Notice is hereby given that Messrs. Émile Rochon, expert in insurance and chartered accountant, of Montreal; Charles Edouard Lamothe, electrical contractor of Trois-Rivières; A. C. Forest, roofer and heating contractor, of Montreal; Edouard Cyr, industrialist, of Montreal; Roch Grenache, industrialist, of Saint-Damien de Brandon; Rodrigue Brind'Amour, chartered insurance broker, of Longueuil and J. A. Richard, master plumber and heating contractor, of Shawinigan Falls, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating them, as well as others who join them into a corporation, without share capital, under the name of "La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle" — "Provincial Mutual Insurance Society" for the purpose of transacting in the Province of Quebec, according to the principles of mutual insurance, by means of deposit notes and according to the system of money premiums,

a) insurance against losses or damages caused by fire or by lightning or any other risks usually covered concurrently with fire,

b) land and marine insurance and re-insurance respecting property, civil responsibility and persons, with the exception of life insurance,

c) warranty and guaranty insurance and re-insurance.

Sans restreindre la généralité des termes qui précèdent, les buts de la corporation seront plus spécialement d'effectuer des assurances et des réassurances,

a) Contre les pertes ou dommages aux biens mobiliers ou immobiliers causés par l'incendie, la foudre, l'explosion, la fumée, les extincteurs automatiques, le vent, l'ouragan, le cyclone, la température, la tornade, la grêle, le bris, l'inondation, la fuite d'eau, le tremblement de terre, l'émeute, la disparition, le contact avec les aéronefs ou véhicules;

b) Contre les pertes ou dommages causés aux biens de l'assuré, aux biens d'autrui, et à la personne à raison de blessures ou de mort accidentelle, causées par tout véhicule;

c) Contre la mortalité du bétail, des animaux domestiques, des abeilles ou autres animaux;

d) Contre la maladie et les accidents aux personnes;

e) Contre la responsabilité civile, la responsabilité de l'employeur et les accidents du travail;

f) Contre les pertes ou dommages résultant de la navigation fluviale et océanique et le transport intérieur;

g) Contre le vol avec ou sans effraction et le vol à main armée;

h) Contre les pertes de crédit, de profits et de loyer, y compris cautionnement et garantie de toutes sortes;

Les requérants demanderont que la corporation préalablement à l'émission de son permis initial devra posséder en pleine propriété un fonds de réserve d'au moins \$25,000.00; et qu'elle soit autorisée à se créer un fonds de réserve, qui sera appelé: "Fonds de réserve spécial", au moyen de contributions volontaires de la part de toute personne intéressée.

Les articles suivants de la Loi des Assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) ne s'appliqueront pas à la corporation, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 178, 179, 181, 183, 184, 185, 189, 190, 191, 192, 194 et 198.

Quant au reste, la corporation sera régie par la Loi des Assurances de Québec (S.R. 1941, chap. 299), sauf que les articles 194, 200 et 201 relatifs à l'annulation des polices seront modifiés, pour les rendre conformes aux fins susmentionnées.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 21ième jour de décembre 1948.

Le Procureur des Pétitionnaires,
23811-52-4-o EDOUARD MASSON.

LA VILLE DE RIMOUSKI

AVIS DE PETITION

Avis est par les présentes donné que la ville de Rimouski demandera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session d'adopter une loi amendant certaines dispositions de sa charte ainsi que la Loi des cités et villes, aux fins suivantes:

1) Pour devenir une corporation de Cité au lieu de Ville;

2) Pour annexer une partie de la municipalité du village de Rimouski-Est comprenant les lots portant les numéros 186 à 196-A inclusivement des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, ainsi que leurs subdivisions;

3) Pour modifier les limites des quartiers de la ville, en augmenter le nombre et pourvoir à la composition du corps échevinage;

Without restricting the generality of the foregoing terms, the purposes of the corporation will, more particularly, be to transact insurance and re-insurance,

a) Against loss or damage to movable or immovable property caused by fire, lightning, explosion, smoke, automatic extinguishers, wind, hurricane, cyclone, weather, tornado, sleet, breakage, floods, water leakage, earthquake, riots, disappearance, collision of aircraft or vehicles;

b) Against loss or damage caused to property of the insured, to property of others, and to person by reason of injuries or accidental death, caused by any vehicle;

c) Against cattle mortality, of domestic animals, bees or other beasts;

d) Against sickness or accidents to persons;

e) Against civil responsibility, employers' responsibility and labour accidents;

f) Against loss or damage resulting from river or ocean navigation and inland transportation;

g) Against burglary with or without house-breaking and armed robbery;

h) Against credit, profit and rental losses, including warranty and guaranty of all kinds;

The petitioners shall request that the corporation, prior to the issue of its initial permit, be in full possession of a reserve fund of at least \$25,000, and that it be authorized to create a reserve fund, to be called "Fonds de réserve spécial" (Special Reserve Fund), by means of voluntary contributions on the part of any interested party.

The following sections of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 299) do not apply to the corporation: 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 178, 179, 181, 183, 184, 185, 189, 190, 191, 192, 194 and 198.

As regards the rest, the corporation will be governed by the Quebec Insurance Act (R.S. 1941, chap. 299), with the exception that sections 194, 200 and 201 respecting the cancellation of policies will be amended to conform with the aforesaid purposes.

The head office of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 21st day of December, 1948.

EDOUARD MASSON,
Attorney for Petitioners.

THE TOWN OF RIMOUSKI

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the town of Rimouski will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending certain provisions of its charter and also the Cities and Towns Act, for the following purposes:

1) To become a City instead of a Town corporation;

2) To annex part of the municipality of the village of Rimouski-East comprising the lots bearing numbers 186 to 196-A inclusively of the official plan and book of reference for the parish of Saint-Germain de Rimouski and also the subdivisions thereof;

3) To alter the limits of the wards of the town, increase the number thereof and provide for the composing of the body of aldermen;

4) Pour être autorisée à imposer une taxe spéciale de service pour l'enlèvement de la neige sur les trottoirs;

5) Pour modifier le mode d'imposition des licences imposé en vertu de l'article 526 de la Loi des cités et villes;

6) Pour être autorisée à créer une charge municipale dont le titulaire sera appelé Agent industriel et touristique, dont la fonction pourra être remplie au gré du conseil par le Secrétaire-trésorier, le Greffier ou tout autre officier supérieur de la cité;

7) Pour être autorisée à exempter de la taxe de locataire ou d'occupant tout vendeur d'immeuble à réméré;

8) Pour imposer une taxe de vente en détail n'excédant pas 2%.

9) Pour être autorisée à créer une commission régionale d'urbanisme.

Rimouski, ce 21 décembre 1948.

Les Procureurs de la Cité de Rimouski,
23812-52-4-0 SIMARD & CHASSÉ.

4) To be authorized to levy a special service tax for the removal of snow from the sidewalks;

5) To alter the mode of imposition of licenses levied in virtue of section 526 of the Cities and Towns Act;

6) To be authorized to create a municipal service, the titular whereof to be called "Industrial and Tourist Agent", the office of which may, at the option of the Council, be filled by the Secretary Treasurer, the Clerk or any other superior officer of the City;

7) To be authorized to exempt from the tenant's or occupant's tax, any vendor of an immovable with right of redemption;

8) To levy a retail sales' tax not exceeding 2%;

9) To be authorized to create a regional town planning commission.

Rimouski, December 21, 1948.

SIMARD & CHASSÉ,
23812-52-4 Attorneys for the City of Rimouski.

AVIS PUBLIC

Les légataires de feu Hugh Quinlan ci-devant entrepreneur de la cité de Westmount, donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant et ordonnant la distribution partielle du capital de la succession dudit feu Hugh Quinlan.

Montréal, le 21 décembre 1948.

Le Procureur des Pétitionnaires,
23815-52-4-0 EDOUARD MASSON, C.R.

PUBLIC NOTICE

The legatees of the late Hugh Quinlan, heretofore contractor of the city of Westmount, give notice that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing and ordering the partial distribution of the capital of the Estate of the said late Hugh Quinlan.

Montreal, December 21, 1948.

EDOUARD MASSON, K.C.,
23815-52-4 Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que M. Maurice Audet agent d'immeubles, Gabriel Lepage, bourgeois, Alfred Hurtubise agent d'assurances, Roland J. Labelle, courtier, tous quatre de la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session pour obtenir, l'adoption d'une loi pour détacher le territoire suivant de la municipalité du canton de Chertsey dans le comté de Montcalm, pour être érigé en une municipalité de paroisse séparée sous le nom de "Municipalité de la paroisse du Lac Paré", dans le comté de Montcalm, et pour détacher ledit territoire de la municipalité scolaire du canton de Chertsey, pour être érigé en une municipalité scolaire séparée sous le nom de "Municipalité scolaire de la paroisse du Lac Paré":

"Les lots 11A, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 du 5ième rang; les lots 11A, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 23 du 6ième rang; les lots 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 du 7ième rang et les lots 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 du 8ième rang, tous du cadastre officiel de la municipalité du canton de Chertsey, dans le comté de Montcalm." pour permettre à toute personne domiciliée ou résidant ailleurs que dans la municipalité d'être mise en nomination et élue à la charge de maire et de conseiller; pour changer les conditions dans lesquelles la charge de conseiller devient vacante; pour fixer la date de la mise en nomination et de la votation; pour déterminer l'endroit où aura lieu l'élection et les séances du conseil; pour déterminer la date de la première élection générale; pour soustraire la municipalité à certains articles du Code Municipal: pour déterminer l'année fiscale; pour l'autoriser à contracter certains emprunts pour des fins spécifiques; pour décréter l'imposition de certaines

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mr. Maurice Audet real estate agent, Gabriel Lepage gentleman, Alfred Hurtubise insurance agent, Roland J. Labelle, broker, all of them of the city and district of Montreal, will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to detach the following territory from the municipality of the township of Chertsey in the county of Montcalm, to be erected into a separate municipality of parish under the name of "Municipality of the Parish of Lac Paré", in the county of Montcalm, and to detach the said territory from the school municipality of township of Chertsey, to be erected into a separate school municipality under the name of "School municipality of the Parish of Lac Paré";

"The Lots 11A, 12, 13, 14, 15, 16, and 17 of the 5th range; the lots 11A, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23 of the 6th range; the lots 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 and 24 of the 7th range and the lots 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 and 24 of the 8th range, all of the official cadastre of the municipality of township of Chertsey, in the county of Montcalm."

to permit to any person having no residence or residing in the municipality to be put into nomination and elected to the office of Mayor and councilors; to change the conditions according to which the office of councilors becomes vacant; to determine the date on which the Mayor and councilors are nominated and the date of the voting; to determine the place where should be held the election and municipal meetings; to determine the date of the first general election; to exempt the municipality from certain articles of the Municipal Code; to determine the fiscal year; to be authorized to borrow moneys

taxes et leur date d'exigibilité; et pour d'autres fins.

Montréal, ce 20 décembre 1948.

Les Procureurs des Requérants,

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER.

23804-52-4-o

for specific purposes; to decree the imposition of certain taxes and their date of exigibility; and for other purposes.

Montreal, December 20th, 1948.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,

Solicitors for the Petitioners.

23804-52-4-o

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Infirmières Catholiques du Diocèse de Saint-Hyacinthe", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 décembre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHESI.

23764-o

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Infirmières Catholiques du Diocèse de Saint-Hyacinthe" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 13, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Hyacinthe, county of Saint-Hyacinthe.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

23764

DUNCAN FURNITURE MANUFACTURING CO. LTD

Règlement No XXIV

Il est résolu que la distribution de l'actif de la compagnie soit faite au pro rata entre les actionnaires.

Montréal, 1er décembre 1948.

Le Secrétaire,

JACK ILOVITCH.

23765

DUNCAN FURNITURE MANUFACTURING CO. LTD

By-Law No. XXIV

Resolved that distribution of the assets of the Company be made pro rata to the Shareholders.

Montreal, December 1st, 1948.

JACK ILOVITCH,

Secretary.

23765-o

GELCO FURNITURE MFG. CO. LTD.

Règlement spécial N° 27

Augmentant le nombre des directeurs de trois à six.

Qu'il soit décrété:

Que les règlements N° 9 et N° 10 des règlements de la compagnie tels que modifiés sont révoqués et remplacés par les suivants:

N° 9. Un bureau de direction de six directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie détenant des actions de la compagnie absolument en leur propre nom et n'ayant pas d'arrérages quant à tout appel.

N° 10. Quatre directeurs formeront quorum aux assemblées du bureau de direction.

Je, B. Cohen, secrétaire de la compagnie "Gelco Furniture Mfg. Co. Ltd.", certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme du règlement spécial N° 27 de ladite compagnie décrété à une assemblée des directeurs le 29 septembre 1948, et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée et tenue le 29 septembre 1948 pour considérer et approuver ledit règlement, le tout selon la Loi.

Montréal, 29 septembre 1948.

[Sceau]

23766

B. COHEN.

GELCO FURNITURE MFG. CO. LTD.

Special By-law No. 27

Increasing number of directors from three to six

Be it enacted that:

"By-laws No. 9 and No. 10 of the by-laws of the company as amended are deleted and replaced by the following:

No. 9. A Board of six Directors shall be elected annually from among the shareholders of the company holding stock of the company absolutely in their own right and not in arrears in respect of any call.

No. 10. Four Directors shall constitute a quorum for meetings of the Board of Directors."

I, B. Cohen, secretary of the "Gelco Furniture Mfg. Co. Ltd.", hereby certify that the foregoing is a true copy of special by-law No. 27 of the said company, enacted at a meeting of directors on September 24th, 1948, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of shareholders duly called and held on September 25th, 1948, to consider and approve the said by-law, the whole as by law required.

Montreal, September 29, 1948.

[Seal]

23766-o

B. COHEN.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec", en date du 12 octobre 1948, dont le siège social est situé à Notre-Dame de Pitié, comté de St-Sauveur, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23767-o JEAN BRUCHESI.

PAROISSE DE ST-HONORÉ
(Comté de Chicoutimi)

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 38, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-4, 41, 45.

Dénomination de \$500.00: D-135, 167, 204, 218, 223, 238.

Les dites obligations seront remboursables le 1er février 1949, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
23768-o FRANCIS DUFOUR.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le 30 novembre 1948, le changement de nom du "Syndicat National des Employés du Textile de Mégantic" en celui de "Syndicat National des Employés du Vêtement de Mégantic", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 décembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23769-o JEAN BRUCHESI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le 4 décembre 1948, le changement de nom de "L'Union Nationale des Travailleurs du Port de Québec" en celui de "L'Union des Travailleurs du Port de Québec", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 6 décembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23785-o JEAN BRUCHESI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Union of the Employees of Latimer Motor Sales Ltd."—"Union des Employés de Latimer

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec", under date the twelfth day of October, 1948, whereof the head office is at Notre-Dame de Pitié, county of St-Sauveur, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of October, 1948.

JEAN BRUCHESI,
23767 Under Secretary of the Province.

PARISH OF ST-HONORÉ
(County of Chicoutimi)

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 38, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-4, 41, 45.

Denomination of \$500.00: D-135, 167, 204, 218, 223, 238.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of February 1949, from which date they shall cease to bear interest.

FRANCIS DUFOUR,
23768-o Secretary-Treasurer.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of November 30, 1948, has authorized the change of name of "Syndicat National des Employés du Textile de Mégantic" to that of "Syndicat National des Employés du Vêtement de Mégantic", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Dated at the office of the Provincial Secretary, December 2, 1948.

JEAN BRUCHESI,
23769 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of December 4, 1948, authorized the change of name of "L'Union Nationale des Travailleurs du Port de Québec", to that of "L'Union des Travailleurs du Port de Québec", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, December 6, 1948.

JEAN BRUCHESI,
23785 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union of the Employees of Latimer Motor Sales Ltd."—"Union des Employés de

Motor Sales Ltd.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 décembre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23801-o JEAN BRUCHÉSI.

CLÉMENT & CLÉMENT, LIMITÉE

Augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre

Section I de l'article II

"Que soit modifiée la section I de l'article II des règlements de la compagnie, de façon à porter le nombre des directeurs à quatre directeurs, à fixer le quorum à trois directeurs, et donner un vote prépondérant au président au cas d'égalité dans les votes."

Je, Edmond-L. Chaloult, président de "Clément & Clément, Limitée", certifie que le règlement ci-dessus a été soumis aux directeurs, lors d'une assemblée tenue le 3 décembre, 1948, et qu'il a été ratifié par le vote d'au moins les deux tiers en valeurs des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer le dit règlement, le 16 décembre, 1948.

[Sceau]

CLÉMENT & CLÉMENT, LIMITÉE,
Le Président,
23807-o EDMOND-L. CHALOULT.

Latimer Motor Sales Ltd.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on December 20, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

Under Secretary of the Province.
23801 JEAN BRUCHÉSI.

CLÉMENT & CLÉMENT, LIMITÉE

Increase in number of directors from three to four

Section I of article II

"That section I be amended of article II of the By-laws of the company, so as to increase the number of directors to four directors, to fix the quorum to three directors and give a preponderant vote to the President in a case of equality of votes."

I, Edmond L. Chaloult, president of "Clément & Clément, Limitée" do certify that the above by-law was submitted to the directors at a meeting held on December 3, 1948, and that it was ratified by the vote of at least two thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called to consider the said by-law on December 16, 1948.

[Seal]

CLÉMENT & CLÉMENT, LIMITÉE,
EDMOND L. CHALOULT,
23807 President.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 29 décembre 1948 et présentés avant le 9 février 1949, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 29 janvier 1949 et reçues avant le 3 février 1949, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 23 février 1949.

Québec, le 27 octobre 1948.

23403-45-11-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 29th December, 1948, and introduced before the 9th February, 1949; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 29th January, 1949, and received before the 3rd February, 1949, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 23rd February, 1949.

Quebec, October 27th, 1948.

23403-45-11-o ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Chartes — Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Compagnie de Bois Fugère Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 juillet 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the same Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Bois Fugère Limitée", incorporated by letters patent dated the third day of July, 1942.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1948, the said company was dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS,

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité dévolue par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Quebec Paving Company Limited"—"La Compagnie des Pavages de Québec Limitée", incorporée par lettres patentes en date du dix octobre 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
23771 L. DESILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Paving Company Limited"—"La Compagnie des Pavages de Québec Limitée", incorporated by letters patent dated the tenth day of October, 1929.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1948.

L. DESILETS,
23771-o Deputy Attorney General.

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance, dont le texte suit, adoptée par la Commission du Salaire Minimum, en date du 13 décembre 1948, à l'effet de modifier certains articles de l'ordonnance numéro 39, 1942, de la dite commission, régissant les exploitations forestières, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1717 du 16 décembre 1948.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance modifiant l'ordonnance no 39, 1942, régissant les exploitations forestières

La Commission du salaire minimum, sous le régime de la Loi du salaire minimum (Statuts révisés, 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit, savoir:

1° *Ordonnance no 39, 1942, modifiée*: L'ordonnance no 39, 1942, de la Commission, régissant les exploitations forestières, adoptée par la Commission le 9 décembre 1942, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 17 décembre 1942 par arrêté portant le numéro 3494, publiée le 9 janvier 1943 dans la *Gazette officielle de Québec*, et subséquemment modifiée et renouvelée, est de nouveau modifiée comme suit:

A) L'article 2 de ladite ordonnance est modifié comme suit:

a) en remplaçant au premier paragraphe, le mot "cinq" par le mot "six";

b) en ajoutant à la fin du dit article, le paragraphe suivant:

"Catégorie VI: Les apprentis et les incapables."

B) L'article 3 de ladite ordonnance est modifié comme suit:

a) en remplaçant le premier paragraphe par le suivant:

"3. *Taux de salaire*: Les salariés ci-après mentionnés ont droit aux taux de salaire suivants:

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance, adopted by the Minimum Wage Commission on December 13, 1948, for the purpose of amending some sections of Ordinance number 39, 1942, of the said Commission governing forest operations, has been approved by Order in Council 1717 of December 16, 1948.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance amending Ordinance No. 39, 1942, governing forest operations.

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (Revised Statutes, 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment, the following to wit:

1. *Ordinance No. 39, 1942, amended*: Ordinance No. 39, 1942 of the Commission, governing forest operations, adopted by the Commission on December 9, 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council on December 17, 1942 by Order in Council No. 3494, published in the *Quebec Official Gazette* on January 9, 1943, and subsequently amended and renewed, is again amended as follows:

A) Section 2 of the said ordinance is amended as follows:

a) by replacing in the first subsection thereof, the word "five" by the word "six";

b) by adding at the end of the said section, the following subsection thereto:

"Category VI: apprentices and incapacitated."

B) Section 3 of the said Ordinance is amended as follows:

a) by replacing the first subsection thereof, by the following:

"3. *Rates of wages*. The employees hereinafter mentioned are entitled to the following rates of wages:"

b) en remplaçant, au sous-paragraphe a, les chiffres "\$80", par les chiffres "\$145";

c) en remplaçant, au sous-paragraphe b, les chiffres "\$70", par les chiffres "\$130";

d) en remplaçant, au sous-paragraphe c, les chiffres "\$60", par les chiffres "\$115";

e) en remplaçant, au sous-paragraphe d, les chiffres "\$52", par les chiffres "\$105";

f) en remplaçant, au sous-paragraphe e, les chiffres "\$35", par les chiffres "\$80";

g) en remplaçant, au sous-paragraphe f, les chiffres "\$55", par les chiffres "\$110";

h) en remplaçant, au sous-paragraphe g, les chiffres "\$55", \$67.50 et \$80" par les chiffres "\$110, \$126 et \$145" respectivement;

i) en remplaçant, au sous-paragraphe h, les chiffres "\$60", par les chiffres "\$115".

C) L'article 5 de ladite ordonnance est modifié comme suit:

a) en abrogeant, au premier paragraphe, les mots "avec pension et logement";

b) en remplaçant, au paragraphe a, les chiffres "\$52", par les chiffres "\$105";

c) en remplaçant, au paragraphe b, les chiffres "\$48", par les chiffres "\$100";

d) en remplaçant, au paragraphe c, les chiffres "\$52", par les chiffres "\$105".

D) L'article 6 de ladite ordonnance, modifiée par ordonnance d'amendement du 18 octobre 1946, est de nouveau modifiée comme suit:

a) en remplaçant, au paragraphe a, les chiffres "\$2, \$1.70, \$1.60, \$1.50, \$1.40, \$1.30, \$1.20 et \$1.10" par les chiffres "\$3, \$2.55, \$2.40, \$2.25, \$2.10, \$1.95, \$1.80 et \$1.65" respectivement;

b) en remplaçant, au second alinéa du paragraphe a, le chiffre "\$1", par les chiffres "\$1.30";

c) en remplaçant, au paragraphe b, les chiffres et les mots "\$37.50 avec pension et logement", par les chiffres "\$85".

E) L'article 8 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant les mots et les chiffres "avec pension et logement \$37.50", par les chiffres "\$85".

F) L'article 9 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant les chiffres "\$2, \$1.50, \$1.20 et 90c", par les chiffres "\$3.00, \$2.25, \$1.80 et \$1.35" respectivement;

G) L'article 11 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant les mots et les chiffres "avec pension et logement \$42.50", par les chiffres "\$90".

H) L'article 12 de ladite ordonnance, modifié par ordonnance d'amendement du 18 octobre 1946, est de nouveau modifié comme suit:

a) en remplaçant, au second paragraphe, les chiffres "\$3.40, \$3.20, \$3, \$2.80, \$2.60, \$2.40, et \$2.20" par les chiffres "\$5, \$4.75, \$4.50, \$4.20, \$3.90, \$3.60 et \$3.30" respectivement;

b) en remplaçant, au troisième paragraphe, le chiffre "\$2" par le chiffre "\$3";

c) en remplaçant, au quatrième paragraphe, le chiffre "\$1", par les chiffres "\$1.30";

d) en remplaçant, au dernier paragraphe, les chiffres et les mots "\$37.50 avec pension et logement", par les chiffres "\$85".

I) L'article 14 de ladite ordonnance est modifié comme suit:

a) en remplaçant le premier paragraphe par le suivant:

"14. *Taux de salaire:* Les salariés ci-après mentionnés ont droit aux taux de salaire suivants:";

b) en remplaçant, au paragraphe a, le chiffre "\$3", par les chiffres "\$5.25";

c) en remplaçant, au paragraphe b, les chiffres "\$52", par les chiffres "\$105";

b) by replacing in paragraph a thereof, the figures "\$80" by the figures "\$145.00";

c) by replacing in paragraph b thereof, the figures "\$70" by the figures "\$130.00";

d) by replacing in paragraph c thereof, the figures "\$60" by the figures "\$115.00";

e) by replacing in paragraph d thereof, the figures "\$52" by the figures "\$105.00";

f) by replacing in paragraph e thereof, the figures "\$35" by the figures "\$80.00";

g) by replacing in paragraph f thereof, the figures "\$55" by the figures "\$110.00";

h) by replacing in paragraph g thereof, the figures "\$55, \$67.50 and \$80" by the figures "\$110.00, \$126.00 and \$145.00" respectively;

i) by replacing in paragraph h thereof, the figures "\$60" by the figures "\$115.00".

C) Section 5 of the said ordinance is amended as follows:

a) by striking out in the first subsection thereof the words "with board and lodging";

b) by replacing in subsection a thereof, the figures "\$52" by the figures "\$105.00";

c) by replacing in subsection b thereof, the figures "\$48" by the figures "\$100.00";

d) by replacing in subsection c thereof, the figures "\$52" by the figures "\$105.00".

D) Section 6 of the said ordinance, amended by an ordinance of amendment of October 18, 1946, is again amended as follows:

a) by replacing in subsection a thereof, the figures "\$2, \$1.70, \$1.60, \$1.50, \$1.40, \$1.30, \$1.20 and \$1.10" by the figures "\$3.00, \$2.55, \$2.40, \$2.25, \$2.10, \$1.95, \$1.80 and \$1.65" respectively;

b) by replacing in the second subparagraph of subsection a thereof, the figure "\$1" by the figures "\$1.30";

c) by replacing in subsection b thereof, the figures and the words "\$37.50 with board and lodging" by the figures "\$85.00".

E) Section 8 of the said ordinance is amended by replacing therein the words and figures "with board and lodging \$37.50" by the figures "\$85.00".

F) Section 9 of the said ordinance is amended by replacing therein the figures "\$2, \$1.50, \$1.20 and 90c" by the figures "\$3.00, \$2.25, \$1.80 and \$1.35" respectively.

G) Section 11 of the said ordinance is amended by replacing therein the words and the figures "with board and lodging \$42.50" by the figures "\$90.00".

H) Section 12 of the said ordinance, amended by an ordinance of amendment of October 18, 1946, is again amended as follows:

a) by replacing in the second subsection thereof, the figures "\$3.40, \$3.20, \$3, \$2.80, \$2.60, \$2.40, and \$2.20" by the figures "\$5.00, \$4.75, \$4.50, \$4.20, \$3.90, \$3.60 and \$3.30" respectively;

b) by replacing in the third subsection thereof, the figure "\$2" by the figures "\$3.00";

c) by replacing in the fourth subsection thereof, the figure "\$1" by the figures "\$1.30";

d) by replacing in the last subsection thereof, the figures and the words "\$37.50 with board and lodging", by the figures "\$85.00".

I) Section 14 of the said ordinance is amended as follows:

a) by replacing the first subsection thereof, by the following:

"14. *Rates of wages:* The employees hereinafter mentioned are entitled to the following rates of wages:";

b) by replacing in subsection a thereof, the figure "\$3" by the figures "\$5.25";

c) by replacing in subsection b thereof, the figures "\$52" by the figures "\$105.00";

d) en remplaçant, au paragraphe c, les chiffres "\$52", par les chiffres "\$105";

e) en remplaçant, au paragraphe d, les chiffres "\$52", par les chiffres "\$105".

J) L'article 16 de la dite ordonnance est modifié en remplaçant le premier paragraphe par le suivant:

"16. *Taux de salaire:* Les dits salariés ont droit aux taux de salaire suivant: pour 26 jours de travail \$85."

K) L'article 18 de la dite ordonnance est modifié

a) en remplaçant les mots "dix jours" par les mots "quinze jours";

b) en remplaçant les chiffres et les mots "\$37.50 pour 26 jours de travail avec pension et logement", par les chiffres et les mots "\$85 pour 26 jours de travail".

L) L'article 20 de ladite ordonnance est remplacé par le suivant:

"20. *Logement et pension:* L'employeur qui loge et nourrit son salarié, peut déduire du salaire de ce dernier, pour ce service, une somme n'excédant pas \$1.05 par jour.

Il est interdit à l'employeur de réclamer de ses salariés quelque somme pour location ou usage de couvertures de lit".

M) L'article 27 de la dite ordonnance est modifié en remplaçant le sous-paragraphe e par le suivant:

"e) le coût de la pension."

N) L'article 30 de ladite ordonnance est remplacé par le suivant:

"30. *Affichage:* L'employeur, sur demande, doit afficher la présente ordonnance à l'endroit où logent ses salariés.

30A. *Prélèvement:* L'employeur régi par la présente ordonnance est sujet au prélèvement établi par les règlements de la Commission."

2° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec ce treizième jour du mois de décembre mil neuf cent quarante-huit.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires " THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H. C. LEBRUN.

[Sceau]
Vraie copie
23652-p

Le Secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

d) by replacing in subsection c thereof, the figures "\$52" by the figures "\$105.00";

e) by replacing in subsection d thereof, the figures "\$52" by the figures "\$105.00".

J) Section 16 of the said Ordinance is amended by replacing the first subsection thereof, by the following:

"16. *Rates of wages:* The said employees are entitled to the following rates of wages: for twenty-six days' work \$85.00".

K) Section 18 of the said Ordinance is amended

a) by replacing therein, the words "ten days" by the words "fifteen days";

b) by replacing therein, the figures and the words "\$37.50 for 26 days' work with board and lodging", by the figures and the words "\$85.00 for 26 days' work".

L) Section 20 of the said ordinance is replaced by the following:

"20. *Board and lodging:* The employer who provides his employees with board and lodging may deduct from his employee's wages, for such service, a sum not in excess of \$1.05 per day.

It is forbidden for the employer to claim from his employees any sum whatever as rent for the use of blankets".

M) Section 27 of the said Ordinance is amended by replacing the paragraph e thereof, by the following:

"e) the cost of board."

N) Section 30 of the said ordinance is replaced by the following:

"30. *Posting:* The employer must, on request, post the present ordinance in the employees, lodging quarters.

30A. *Levy:* The employer governed by the present ordinance is subject to the levy prescribed by the by-laws of the Commission."

2. *Coming into force:* The present ordinance of amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed and dated in the city of Québec, this thirteenth day of the month of December in the year one thousand nine hundred and forty-eight.

(Signed) F. X. LACOURSIÈRE, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H. C. LEBRUN, Members.

[Seal]
True copy.
23652-o

J. E. SIMARD,
General Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Block & Anderson, Limited" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est M. James A. Philip, de la rue Ste-Catherine ouest, coin Fort, en la cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite corporation pour cette Province est établi sur la rue Ste-Catherine

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Block & Anderson, Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Québec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Québec and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said Company in the Province of Québec for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. James A. Philip of St. Catherine Street West, Corner Fort, in the City of Montreal.

The principal office of the said Corporation for this Province is established at St. Catherine

ouest, coin Fort, dans ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 décembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23800 JEAN BRUCHESI.

Street West, Corner Fort, in the said City of Montreal, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 17th day of December, 1948.

JEAN BRUCHESI,
23800-o Under Secretary of the Province.

Département de l'Instruction publique

N° 2536-43.

Québec, le 14 décembre 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lachenaie, dans le comté de l'Assomption, les lots 251 à 279 inclusivement du cadastre officiel de Lachenaie et de les annexer à celle de Ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
23737-51-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 2536-43.

Quebec, December 14, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Lachenaie, in the county of l'Assomption, lots 251 to 279 inclusively, of the official cadastre of Lachenaie and to annex the same to that of the town of Terrebonne, in the county of Terrebonne.

O. J. DESAULNIERS,
23737-51-2 Superintendent of Education.

N° 959-48

Québec, 14 décembre 1948.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de la ville de Magog, dans le comté de Stanstead, tout le canton de Magog comprenant les rangs XI à XVII inclusivement de cette partie du canton qui était connue autrefois sous le nom de Hatley, et les rangs XIV à XXII inclusivement de cette partie du canton qui était connue autrefois sous le nom de Bolton.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23738-51-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 959-48.

Quebec, December 14, 1948.

Application is made to annex, for Protestants only, to the Protestant school municipality of Magog Ville, in the County of Stanstead, all the Township of Magog consisting of Ranges XI to XVII, inclusive, of that part of the Township that was formerly Hatley, and Ranges XIV to XXII, inclusive, of that part of the Township that was formerly Bolton.

O. J. DESAULNIERS,
23738-51-2-o Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du Canton d'Orford, Division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 71-26 et 71-27 sont amendés en vertu de l'article 2174A du code civil.

Québec, le 6 décembre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery. Division d'enregistrement de Québec

Avis est par la présente donné que le lot 200-D est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 décembre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

AVIS

Cadastre officiel du village de Mont-Laurier (Canton de Campbell) division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 183, 184, 192, 195, 196, 198, 218, 219, 220, 222, 227,

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Orford, Registration Division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 71-26 and 71-27 are amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, December the 6th, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of St. Colomb de Sillery. Registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 200-D is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, December the 3rd, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the Village of Mont-Laurier (Township of Campbell) Registration Division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 183, 184, 192, 195, 196, 198, 218, 219, 220, 222, 227, 228, 229,

228, 229, 234, 235, partie des lots 185, 188, 189, 191, 211, 223, 224, 225, 226, 230, 231, 232 et 233 sont annulés et remplacés par les lots 1781 et 1782 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 novembre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb-de-Sillery, Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 106-370 est corrigé et le lot 200-D-3 est annulé et remplacé par le lot 200-22 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 décembre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

23806-o

234, 235, part of lots 185, 188, 189, 191, 211, 223, 224, 225, 226, 230, 231, 232 and 233 are cancelled and replaced by lots 1781 and 1782 in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 22nd, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Colomb de Sillery Registration Division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 106-370 is corrected and lot 200-D-3 is cancelled and replaced by lot 200-22 in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, December the 3rd, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

23806-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 163 du 12 février 1948 et amendements, relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet, Bagot, Beauce, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Missisquoi, Rouville, Shefford et Saint-Jean.

1° Au paragraphe "a" de l'article I, le mot "vend" sera radié.

2° Au paragraphe "c" de l'article I, les mots "répare et vend" seront remplacés par les mots "et répare".

3° Le paragraphe "h" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"h) Le mot "commis" désigne tout salarié qui, chez un horloger ou un bijoutier, s'occupe de la vente, de l'étalage des marchandises et de l'entretien de l'établissement."

4° L'article X sera remplacé par le suivant:

"X. Tout individu, société, firme ou corporation qui, n'exerçant pas le métier d'horloger ou de bijoutier ou n'étant pas détenteur d'un certificat de qualification conformément à la loi, tient ou opère un établissement de bijouterie ou d'horlogerie, soit comme commerce principal, soit comme commerce secondaire, doit faire exécuter toute opération prévue aux paragraphes "a" et "c" de l'article I du présent décret, par un horloger-senior ou un bijoutier-senior possédant un certificat de qualification si, toutefois, telle opération est exécutée dans les limites de la juridiction territoriale du décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront formuler.

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail,

Ministre du Travail,
Québec, le 24 décembre 1948.

23795-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 163 of February 12, 1948, and amendments, relating to the clockmaking and jewellery trades, in the counties of Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet, Bagot, Beauce, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Missisquoi, Rouville, Shefford and St. John.

1. In subsection "a" of section I, the word "sells" will be deleted.

2. In subsection "c" of section I, the words "repairing and selling" will be replaced by the words "and repairing".

3. Subsection "h" of section I will be replaced by the following:

"h) The word "clerk" means any employee who, at a clockmaker's or a jeweller's, is committed to the sale and display of goods and to the maintenance of the establishment."

4. Section X will be replaced by the following:

"X. Any individual, partnership, firm or corporation who, not plying the clockmaking or jewellery trade or not holding a certificate of competency in pursuance of the Act, keeps or operates a jewellery or clockmaking establishment, either as the principal or secondary trade, shall have all operations contemplated in subsections "a" and "c" of section I of the present decree by a senior clockmaker or a senior jeweller holding a certificate of competency when, however, such work is done within the limits of the territorial jurisdiction of the decree."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,

Department of Labour,
Quebec, December 24, 1948.

23795-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire du Camionnage de Québec, établi en exécution du décret numéro 1553 du 18 novembre 1948 et dont le siège social est situé à Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1719 du 16 décembre 1948 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 décembre 1948. 23787-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 974 du 30 juin 1948, et amendement, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

L'alinéa de l'article III, partie I, commençant par les mots "Si, pendant la durée du présent décret" sera remplacé par le suivant:

"Si, pendant la durée du présent décret, le Comité paritaire de l'Industrie du Meuble doit faire des réclamations de salaires parce que la moyenne minimum n'a pas été observée, les montants ainsi réclamés doivent être distribués par le Comité paritaire à tous les employés rapportés durant cette période, proportionnellement aux heures de travail accomplies durant la dite période sans toutefois dépasser le maximum dans n'importe quel cas individuel."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 décembre 1948. 23789-o

AVIS DE PRELEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, établi en exécution du décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1719 du 16 décembre 1948, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 décembre 1948 au 31 décembre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3751 doivent payer au comité

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Comité paritaire du Camionnage de Québec, formed under decree number 1553 of November 18, 1948, and whose corporate seat is in Quebec, have been approved by Order in Council number 1719 of December 16, 1948 (part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 24, 1948. 23787-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 974 of June 30, 1948, and amendment, relating to the furniture industry in the Province of Quebec.

That paragraph of section III, part I, beginning by the words "During the course of the duration of the present decree" will be replaced by the following:

"During the course of the duration of the present decree, if the Joint Committee of the Furniture Industry has to file claims for wages because of the fact that the minimum average has not been observed, the amounts thus claimed shall be distributed by the Joint Committee to all employees reported during this period, pro rata to hours worked during the said period, but must not exceed the maximum in any individual case."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 24, 1948. 23789-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties, formed under decree number 3751, of December 17, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1719 of December 16, 1948 part "B" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from December 31, 1948, to December 31, 1949, such levy shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 3751, shall pay to the Parity

paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les maîtres-barbiers, coiffeurs ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par ledit décret numéro 3751 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs revenus basés sur le montant de \$22.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$30.00 au cours de la semaine, pour les barbiers ou coiffeurs, et de \$12.00 par semaine pour les coiffeuses (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 3751 doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même les rémunérations versées à chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, pour la période se terminant le 31 décembre 1949.

COMITÉ CONJOINT DES MAÎTRES ET EMPLOYÉS COIFFEURS ET COIFFEUSES DES COMTÉS DE JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION ET MONTCALM

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 31 décembre 1948 et le 31 décembre 1949.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%)

Employeurs professionnels.....	\$ 200.00
Artisans	800.00
Salariés.	200.00
	\$1,200.00

Déboursés:

Salaire de l'inspecteur.	520.00
Frais de voyage de l'inspecteur. . .	300.00
Frais de déplacement des membres du comité paritaire.....	140.00
Frais de bureau.	120.00

Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll, bonuses, allocations and commissions paid to their employees governed by the said decree.

b) The master-barbers, hairdressers — male and female, working alone (artisans), governed by the decree number 3751, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their receipts of their receipts based on the amount of \$22.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$30.00 in a week for barbers and hairdressers, and of \$12.00 per week in the case of female hairdressers. (Minimum wages fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans shall forward their assessments every month to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same themselves every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be notified to fulfill his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

In conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties for the period ending December 31, 1949.

JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION AND MONTCALM COUNTIES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 31, 1948 and December 31, 1949.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.	\$ 200.00
Artisans	800.00
Employees	200.00
	\$1,200.00

Disbursements:

Inspector's salary	\$ 520.00
Inspector's travelling expenses	300.00
Committee members' travelling expenses	140.00
Office expenses.	120.00

Frais de vérification.....	20.00	Audition.....	20.00
Frais judiciaires.....	100.00	Legal charges.....	100.00
	\$1,200.00		\$1,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 décembre 1948. 23786-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 24, 1948. 23786-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Canicnne de Québec, établi en exécution du décret numéro 1503 du 18 novembre 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1719 du 16 décembre 1948, section "D", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 17 décembre 1948 au 31 décembre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1503 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1503 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour l'employé le plus rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1503 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formulaires de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélevement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélevement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire du Canicnne de Québec, formed under decree No. 1503 of November 18, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1719 of December 16, 1948, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from December 17, 1948, to December 31, 1949; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1503, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allocations, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the said decree number 1503, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the highest wages rate established in the decree for employees.

c) The employees governed by the said decree, number 1503, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, commissions, allocations or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given.

The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, on behalf of the Committee, the assessments of his employees by means of a check off on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information;

nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

five days notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Camionnage de Québec, pour la période comprise entre le 17 décembre 1948 et le 31 décembre 1949.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DE QUÉBEC

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 17 décembre 1948 et le 31 décembre 1949.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$2,500.00
Artisans	750.00
Salariés	2,500.00
	\$5,750.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire-inspecteur	\$1,300.00
Sténographe	780.00
Loyer du bureau	520.00
Frais de déplacement	600.00
Frais légaux	680.00
Papeterie, impression, timbres	400.00
Ameublement et accessoires de bureau	500.00
Vérification des livres	100.00
Assurances	10.00
Jetons de présence	360.00
Divers	500.00
	\$5,750.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 décembre 1948. 23788-o

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire du Camionnage de Québec for the period between December 17, 1948, and December 31, 1949.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DE QUÉBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 17, 1948, and December 31, 1949.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$2,500.00
Artisans	750.00
Employees	2,500.00
	\$5,750.00
<i>Disbursements:</i>	
Salary of the secretary-inspector	\$1,300.00
Stenographer	780.00
Office rent	520.00
Travelling expenses	600.00
Legal fees	680.00
Stationery, printing, postage	400.00
Furniture and office equipment	500.00
Audition	100.00
Insurance	10.00
Meeting expenses	360.00
Miscellaneous	500.00
	\$5,750.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 24, 1948. 23788-o

Voirie

AVIS

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

Route N° 10—Rivière-du-Loup—Rimouski—Sainte-Flavie.

Dans la municipalité de Saint-Simon-de-la-Baie-Ha! Ha!, comté de Rimouski:

Une section de 880 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 106 et 109. Québec, le 6 décembre 1948.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT. 23773-o

Road

NOTICE

The part of road hereinafter designated shall cease, in future, to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new and improved section, it has become useless for traffic.

Highway No. 10—Rivière-du-Loup—Rimouski—Sainte-Flavie.

In the municipality of Saint-Simon-de-la-Baie-Ha! Ha!, county of Rimouski:

A section of 880 feet, north of the new Highway, on or facing lots Nos. 106 and 109. Québec, December 6, 1948.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads. 23773

Lettres patentes annulées

Avis est par les présentes donné que l'avis de la publication de l'avis, dans la *Gazette officielle de*

Letters Patent Annulled

Notice is hereby given that in the publication of the notice in the *Quebec Official Gazette*, Vol. 80,

Québec, Tome 80, N° 50, le 11 décembre 1948, pages 3099 et 3100, sous le titre "Lettres patentes annulées", le nom des compagnies "La Bâtisse Moderne Limitée — The Modern Building Ltd.", "The Canadian Pulpwood and Pit-Props Corporation Ltd." et "La Compagnie de Construction du Bas St-Laurent Ltée" doit se lire, "La Bâtisse Moderne Limitée — The Modern Building Limited", "The Canadian Pulpwood and Pit-Props Corporation Limited" et "La Compagnie de Construction du Bas St-Laurent Limitée".

No. 50, on the 11th of December, 1948, pages 3099 and 3100, under the title "Letters Patent Annulled", the name of the companies "La Bâtisse Moderne Limitée — The Modern Building Ltd.", "The Canadian Pulpwood and Pit-Props Corporation Ltd." and "La Compagnie de Construction du Bas St-Laurent Ltée" should read, "La Bâtisse Moderne Limitée — The Modern Building Limited", "The Canadian Pulpwood and Pit-Props Corporation Limited" and "La Compagnie de Construction du Bas St-Laurent Limitée".

Le Procureur général,
par: L. DÉSILETS,
23757A-X-o Assistant-procureur général:

The Attorney General,
By: L. DÉSILETS,
23757A-X Deputy Attorney General.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège Collège
Savoie.	Raymond.	27	Québec.	Séminaire de Gaspé.

Québec, le 11 décembre 1948 — Quebec, December 11th, 1948.

23749-51-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBODEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSIONS TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Grégoire	Marcel	25	Québec.
Inkel	Marcel	30	Québec.
LaRoche	Louis	25	Québec.

Québec, le 11 décembre 1948 — Quebec, December 11, 1948.

23749-51-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

Liquidation, avis de:

Winding up Notice :

AVIS

Avis est par la présente donné qu'en vertu d'un jugement de l'Honorable Juge Wilfrid Edge, en date du 20 décembre 1948, j'ai été nommé liquidateur à la dissolution de J. Gérard Villeneuve, Enr.

Toutes les personnes qui doivent des montants à la dite société devront les payer entre mes mains à mon bureau, 111, côte de la Montagne, Québec.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre la dite société devront me les produire entre les mains d'ici trente jours.

Le Liquidateur,
Bureau: R. ERNEST LEFAIVRE.
Lefavre, Marmette & Lefavre,
111 Côte de la Montagne,
Québec, Qué. 23808-o

NOTICE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Honourable Wilfrid Edge, dated December 20, 1948, I have been appointed liquidator to the dissolution of the firm "J. Gérard Villeneuve Enr."

All persons owing money to this firm must pay the same into my hands, at my office, 111 Mountain Hill, Quebec.

Any persons having claims against the said firm must file the same with me within thirty days from the present date.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Office: Liquidator.
Lefavre Marmette & Lefavre,
111, Mountain Hill,
Quebec, Que. 23808

Proclamation

Canada,
Province de
Québec
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la Foi.

A nos aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT:

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-NEUF JANVIER prochain et en conséquences, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

23404-45-11-o

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

GREETING:

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the NINETEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michel and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of the month of OCTOBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, at Quebec.

23404-45-11

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Clément & Clément, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes, en date du neuvième jour d'avril, 1936, et ayant son bureau principal dans la Cité de Québec, où elle avait son bureau situé à 104, Côte de la Montagne, jusqu'au 1er mai 1947, l'a transporté à 311 Boulevard Charest, dans la cité de Québec, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce dix-huitième jour de Décembre, 1948.

[Sceau]

CLÉMENT & CLÉMENT, LIMITÉE,
Le Président,

23790-o EDMOND-L. CHALOULT.

Canada, Province de Québec, District de Québec

MENUISERIE CHALIFOUR LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Menuiserie Chalifour Limitée", constituée

Head Offices

Notice is hereby given that the company "Clément & Clément, Limitée", incorporated by letters patent, dated the ninth day of April, 1936, and having its head office in the city of Quebec, where its office was situate at 104 Mountain Hill, until the 1st of May, 1947, has moved it to 311 Boulevard Charest, in the city of Quebec, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this eighteenth day of December, 1948.

[Seal]

CLÉMENT & CLÉMENT, LIMITÉE,
EDMOND-L. CHALOULT,
President.

23790

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

MENUISERIE CHALIFOUR LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "Menuiserie Chalifour Limitée", incorporated by let-

en corporation par lettres patentes en date du 26 novembre 1948, et ayant son bureau-chef en la cité de Québec, province de Québec, a établi son bureau au numéro 126 de la rue Prince-Edouard, en la cité de Québec, province de Québec.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Québec, ce vingt-neuvième jour de novembre 1948.

[Sceau]

23791-o

Le Secrétaire,
RENÉ NADEAU.

ters patent under date of November 26, 1948, and having its head office in the city of Quebec, Province of Quebec, has established its office at number 126 Prince Edouard Street, in the city of Quebec, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Quebec, this twenty-ninth day of November, 1948.

[Seal]

23791

RENÉ NADEAU,
Secretary.

Canada, province de Québec, district de Montréal

PATTERSON ELECTRIC (EASTERN) LTD.

Avis de situation de siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Patterson Electric (Eastern) Ltd.", incorporée par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 18 août 1948, et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau à 1496 rue Bishop, Montréal, P.Q.

En foi de quoi, le présent avis a été signé par moi, George W. Patterson, le président de ladite compagnie le 24 novembre 1948.

[Sceau]

23792

GEORGE W. PATTERSON.

Canada, province of Quebec, district of Montreal

PATTERSON ELECTRIC (EASTERN) LTD.

Notice of location of Head Office

Notice is hereby given that "Patterson Electric (Eastern) Ltd." incorporated by letters patent, under Part I of the Quebec Companies on August 18, 1948, and having its head office at the city of Montreal, in the district of Montreal, has established such office at 1496 Bishop street, Montreal, P.Q.

In witness whereof the present notice has been signed by me, George W. Patterson, the president of the said company, this 24th day of November, 1948.

[Seal]

23792-o

GEORGE W. PATTERSON.

Soumissions

Province de Québec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-DAVID-DE-L'AUBERIVIÈRE (COMTÉ DE LÉVIS)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné à 51a rue Commerciale, Saint-David de Lévis, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, lundi, le 10 janvier 1949, pour l'achat de \$110,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-David-de-L'Auberivière, comté de Lévis, datées du 1er janvier 1949 et remboursables en séries du 1er janvier 1950 au 1er janvier 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. L'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$110,000 — 15 ans

Année	Capital
1er janvier 1950	\$15,000.00
1er janvier 1951	15,500.00
1er janvier 1952	16,000.00
1er janvier 1953	16,500.00
1er janvier 1954	17,000.00
1er janvier 1955	2,500.00
1er janvier 1956	2,500.00
1er janvier 1957	3,000.00
1er janvier 1958	3,000.00
1er janvier 1959	3,000.00
1er janvier 1960	3,000.00

Tenders

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF SAINT-DAVID-DE-L'AUBERIVIÈRE (COUNTY OF LEVIS)

Notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, at 51a Commerciale street, Saint-David de Lévis, up to 5 o'clock in the afternoon, Monday, the tenth day of January, 1949, for the purchase of \$110,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Saint-David-de-L'Auberivière, county of Levis, dated the 1st of January, 1949, and redeemable serially from the 1st of January, 1950 to the 1st of January, 1964, inclusive, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of July and 1st of January of each year. The interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$110,000 — 15 years

Year	Capital
January 1st, 1950	\$15,000.00
January 1st, 1951	15,500.00
January 1st, 1952	16,000.00
January 1st, 1953	16,500.00
January 1st, 1954	17,000.00
January 1st, 1955	2,500.00
January 1st, 1956	2,500.00
January 1st, 1957	3,000.00
January 1st, 1958	3,000.00
January 1st, 1959	3,000.00
January 1st, 1960	3,000.00

1er janvier 1961	3,000.00
1er janvier 1962	3,000.00
1er janvier 1963	3,500.00
1er janvier 1964	3,500.00

January 1st, 1961	3,000.00
January 1st, 1962	3,000.00
January 1st, 1963	3,500.00
January 1st, 1964	3,500.00

Les x indiquent les versements d'un octroi au montant total de \$75,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels de \$15,000 chacun.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Lévis.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 10 janvier 1949, à 8 heures du soir, à la Salle publique de l'École N° 1, à Saint-David de Lévis.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-David de Lévis, comté de Lévis, ce 21 décembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-RAOUL GAGNON.

23813-o

The letter x indicates payments of a grant of a total amount of \$75,000 granted by the Provincial Secretary and payable in five annual instalments of \$15,000 each.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Lévis.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a special meeting of the School Commissioners to be held on Monday the 10th of January, 1949, at eight o'clock in the evening, in the Public Hall of School No. 1, at Saint-David de Lévis.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Saint-David de Lévis, county of Lévis, this 21st day of December, 1948.

J. RAOUL GAGNON,
Secretary-Treasurer.

23813

Vente pour taxes

Province de Québec, comté de Shefford

CORPORATION DE LA VILLE DE WATERLOO

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville de Waterloo, LUNDI, le DIX-SEPT (17) JANVIER 1949 à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec, county of Shefford

CORPORATION OF THE TOWN OF WATERLOO

Public notice is hereby given that the properties hereinafter designated will be sold by public auction in the Council room of the Waterloo Town Hall, on MONDAY, JANUARY the SEVENTEENTH (17) 1949, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of Municipal and School taxes with interest and costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs are paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of Owner	Numéro et rue Number and street	Numéro du cadastre Cadastral number	Evaluation Valuation
Authier Georges	Parc	521	\$1,800.00
Bousquet Alphérie	124	124	50.00
Logan Roy H.	23 Depot	953 Pt.	2,000.00

Les dites ventes seront, en outre faites avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville de Waterloo, Qué., ce quatorzième jour de décembre, mil neuf cent quarante-huit (1948).

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND BOUCHARD.

23723-51-2-o

The said sales shall, moreover, be made with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

Given in the Town of Waterloo, Que., this fourteenth day of December, one thousand nine hundred and forty-eight, (1948).

FERNAND BOUCHARD,
Secretary-treasurer.

23723-51-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Rimouski
N° 8274 { **D. BOUCHARD LIMITÉE**, corps politique incorporé suivant la loi, ayant son principal établissement et bureau d'affaires à Ste-Anne des Monts, demanderesse, vs **ADOLPHE DUPUIS**, de l'endroit appelé Sacré-Cœur de Jésus de Tourelle, district de Gaspé, défendeur.

"Une maison et autres bâtisses, les impenses, améliorations, défrichement, situés sur le lot numéro sept (7), du rang ouest, Ruisseau Castor, dans le canton Tourelle et les droits de préemption sur le dit lot."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joachim de Tourelle, comté de Gaspé, MARDI, le 11 JANVIER 1949, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q., le 29 novembre 1948. 23622-49-2-0
[Première insertion, 4 décembre 1948]

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Rimouski
N° 16651 { **LA COMPAGNIE DE BOIS RADISSON**, une corporation ayant son siège social au Cap de la Madeleine, district de Trois-Rivières, demanderesse, vs **DONAT LEVESQUE**, de Ste-Anne des Monts, défendeur.

"Une maison et autres bâtisses, les impenses, améliorations, défrichements situés sur le numéro dix-sept (17) du rang six (VI), canton Tourelle et les droits de préemption sur le dit lot."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Bernard des Lacs, comté de Gaspé, LUNDI, le 10 JANVIER 1949, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q., le 29 novembre 1948. 23623-49-2-0
[Première insertion, 4 décembre 1948]

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris Cour Supérieure-District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: { **EMERY TRAHAN & PHILIPPE TRAHAN**, tous deux marchands de Bois, demeurant en la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, et y faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de **TRAHAN & FRERE**, demandeurs; vs **ARMAND LAROCHELLE**, menuisier, demeurant en les ville et district d'Iberville, & **DAME PAULINE DE BEAUJOUR**, épouse commune en biens dudit Armand Larochelle des ville et district d'Iberville, et ledit Armand Larochelle, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs; et **J.-E. BOIVIN**, notaire, des ville et district d'Iberville, en sa qualité de registrateur pour la division d'enre-

SHERIFF'S SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Rimouski
No. 8274 { **D. BOUCHARD LIMITÉE**, a body politic and corporate according to law, having its head office and place of business at Ste-Anne des Monts, plaintiff; vs **ADOLPHE DUPUIS**, of the place called Sacré-Cœur de Jésus de Tourelle, district of Gaspé, defendant.

A house and other buildings, upkeep and improvements and clearing situate on lot number seven (7), of the Ruisseau Castor west range, in the township Tourelle, and the rights of preemption on the said lot.

To be sold at the church door of the parish of St-Joachim de Tourelle, county of Gaspé, on TUESDAY, the ELEVENTH of JANUARY, 1949, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., November 29, 1948. 23622-49-2
[First insertion, December 4, 1948]

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Rimouski
No. 16651 { **LA COMPAGNIE DE BOIS RADISSON**, a corporation having its head office at Cap de la Madeleine, district of Trois-Rivières, plaintiff, vs **DONAT LEVESQUE**, of Ste-Anne des Monts, defendant.

A house and other buildings, upkeep and improvements and clearings situate on lot number seventeen (17) of range six (VI), township Tourelle and the rights of preemption on the said lot.

To be sold at the church door of the parish of St-Bernard des Lacs, county of Gaspé, on MONDAY, the TENTH of JANUARY, 1949, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., November 29, 1948. 23623-49-2
[First insertion, December 4th, 1948]

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris Superior Court — District of Iberville

St. John's, to wit: { **EMERY TRAHAN & PHILIP TRAHAN**, both lumber merchants, residing in the city of Saint John's, district of Iberville, and carrying on business there together under the firm name and style of "**Trahan & Frère**", plaintiffs; vs **ARMAND LAROCHELLE**, joiner, residing in the town and district of Iberville, & **DAME PAULINE DE BEAUJOUR**, wife common as to property of said Armand Larochelle, of the town and district of Iberville, and the said Armand Larochelle, to authorize his wife for the purposes hereof, defendants; and **J.-E. BOIVIN**, notary, of the town and district of Iberville, in his quality of registrar for the Registration

gistrement du comté d'Iberville, MIS-EN-CAUSE.

Comme appartenant aux dits défendeurs.

Un terrain situé dans la ville d'Iberville, mesurant 40 pieds anglais de largeur, de l'est à l'ouest, par 85 pieds anglais de profondeur du nord au sud, connu et désigné comme étant partie du lot numéro 118 des plan et livre de renvoi officiels d'Iberville, avec constructions; le terrain est ainsi borné en Front, au nord et au sud par partie dudit lot restant aux vendeurs Gaston De Beaujour et Dame Charles De Beaujour; d'un côté, à l'ouest par une autre partie du même lot appartenant à M. Bouthillier; et de l'autre côté, à l'est par une ruelle de 10 pieds anglais de largeur, étant une partie du même lot et séparant le terrain présentement vendu du lot numéro 117 appartenant à la Succession Thuot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Athanase d'Iberville le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER, 1948, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, le 20 décembre 1948. 23798-52-2-o
[Première insertion le 24 décembre 1948]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C.S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { DONAT VAILLANCOURT, faisant affaires comme plombier N° 257118 dans les cité et district de Montréal, sous la raison sociale de "J. A. VAILLANCOURT ENR'G.", demandeur, vs ARMAND LAURENDEAU, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur l'avenue Châtel, à Ville Lasalle, connu et désigné sous le numéro cent treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent soixante (N° 960-113) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, avec les bâtisses dessus érigées, les servitudes y attachées et les droits y inhérents.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 7 JANVIER 1949, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 30 novembre 1948. 23624-49-2-o
[Première insertion, 4 décembre 1948]

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME LILIA CHARLAND & VIR., demanderesse; vs CANROBERT LAMBERT, défendeur; & ALPHERY CARTIER, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Dame Lilia Charland, demandeur en reprise d'instance.

Un lot de terre ayant front sur la treizième avenue, dans le quartier Rosemont, de la cité de Montréal, portant le numéro deux cent-un sur le plan de subdivision du lot originaire désigné par le numéro deux cent-un sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation (N° 201-201) mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur et contenant une superficie de deux mille cent cinquante pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, ainsi que le dit lot subsiste avec tous les droits, circonstances et dépendances s'y rattachant avec les bâtisses y érigées.

As belonging to the said defendants:

A lot of land situate in the town of Iberville, measuring 40 feet in width, English measure, from east to west, by 85 feet English measure in depth from north to south, known and designated as being part of lot number 118 of the official plan and book of reference for Iberville—with buildings; the lot of land being bounded in front, on the north and south, by a part of said lot remaining to the vendors Gaston De Beaujour and Dame Charles De Beaujour; on one side, to the west, by another part of the same lot belonging to Mr. Bouthillier; and on the other side, to the east by a lane 10 feet, English measure, wide, being a part of the same lot and separating the land presently sold from lot No. 117 belonging to the Estate Thuot.

To be sold, at the church door of the parish of St-Athanase d'Iberville, on the TWENTY-SIXTH day of JANUARY, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, December 20, 1948. 23798-52-2
[First insertion, December 24, 1948]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S.C. District of Montreal

Montreal, to wit: { DONAT VAILLANCOURT, carrying on business as plumber No. 257118 in the city and district of Montreal, under the firm name of "J. A. VAILLANCOURT ENR'G.", plaintiff; vs ARMAND LAURENDEAU, defendant.

A lot of land fronting on Châtel Avenue, in the town of Lasalle, known and designated under number one hundred and thirteen of the official subdivision of the original lot number nine hundred and sixty (No. 960-113) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine—with the buildings thereon erected, servitudes attached thereto and rights therewith connected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH of JANUARY, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 30, 1948. 23624-49-2
[First insertion, December 4, 1948]

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME LILIA CHARLAND & VIR., plaintiff, vs CANROBERT LAMBERT, defendant; & ALPHERY CARTIER, in his quality of testamentary executor to the late Dame Lilia Charland, plaintiff in continuance of suit.

A lot of land fronting on thirteenth Avenue, in Rosemont ward of the city of Montreal, bearing number two hundred and one of the subdivision plan of the original lot designated under number two hundred and one on the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation (No. 201-201) measuring twenty-five feet in width by ninety feet in depth and containing an area of two thousand one hundred and fifty square feet, English measure and more or less, as the said lot presently subsists, with all rights, circumstances and dependencies attached thereto—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 27 JANVIER 1949, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,
Montréal, 21 décembre 1948. 23809-52-2-o
[Première insertion, 24 décembre 1948]

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of JANUARY, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, December 21, 1948. 23-09-52-2
[First insertion, December 24, 1948]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **P. L. LORTIE LTÉE.,**
N° 55-736 } corps politique et incorpore
ayant sa principale place d'affaires en la Cité de Québec, contre GÉRARD THOMASSIN, de la Cité de Québec, faisant affaires seul sous le nom et raison sociale de "ST. LOUIS SERVICE STATION ENRG.", laquelle société n'est pas enregi trée suivant la loi, à savoir:

La partie sud de la subdivision N° 186 (cent quatre-vingt-six) du lot N° 203 (deux cent trois) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Colomb de Sillery, comté de Québec, mesurant 27 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, et la subdivision N° 187 (cent quatre-vingt-sept) du lot N° 203 (deux cent trois) du même cadastre, mesurant 31 pieds de front sur l'avenue Marguerite-Bourgeois et 12 pieds de front en arrière sur 80 pieds de profondeur, étant un emplacement situé sur l'avenue Marguerite-Bourgeois, avec les bâtisses dessus construites, ci constances et dépendances. Avec droit de passage à pied et en voiture à perpétuité dans les ruelles connues sous les subdivisions Nos 169, 188 et 190 du susdit lot N° 203.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Charles Garnier, comté de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER prochain (1949), à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 21 décembre 1948. 23797-52-2-o
[Première insertion: 24 décembre 1948]
[Seconde insertion: 8 janvier 1949.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **LA COMMISSION des ACCIDENTS du TRAVAIL de QUÉBEC,** corps politique et incorporé ayant son siège social au N° 73, Grande Allée, en la cité de Québec, contre LOUIS-PHILIPPE RODRIGUE, St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, à savoir:

1. Partie du lot N° 161 (cent soixante-et-un) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un terrain situé sur le chemin public conduisant à St-Romuald, borné au nord à une distance de 36 pieds de l'emplacement de Gratia Bilodeau, lequel espace de 36 pieds devant servir à une rue projetée; au sud à François Boutin, à l'est, à partir du lot N° 186 et à l'ouest au dit chemin public conduisant à St-Romuald, circonstances et dépendances. A distraire une partie vendue à Dame François Boutin, par acte devant Anténor Martineau, le 11 juillet 1947 et enregistré sous le N° 94228.

2. Partie du lot N° 186 (cent quatre-vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un emplacement mesurant 88 pieds de largeur de l'est à l'ouest sur le côté nord et 64 pieds de largeur du côté sud; la ligne de cet emplacement est parallèle à la ligne de François Boutin, voisin à l'ouest; bornée au nord à une rue projetée de 36

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: } **P. L. LORTIE LTÉE.,** a
No. 55-736 } body politic and corporate
having its head office in the City of Quebec; against GÉRARD THOMASSIN, of the City of Quebec, carrying on business alone under the firm name and style of "ST. LOUIS SERVICE STATION ENRG.", the said firm not being registered according to law, to wit:

The south part of subdivision No. 186 (one hundred and eighty-six) of lot No. 203 (two hundred and three) of the official cadastre for the parish of St-Colomb of Sillery, county of Quebec, measuring 27 feet in front by 80 feet in depth, and subdivision No. 187 (one hundred and eighty seven) of lot No. 203 (two hundred and three) of the same cadastre, measuring 31 feet in front on Marguerite-Bourgeois Avenue, and 12 feet in width in rear by 80 feet in depth, being an emplacement situated on Marguerite-Bourgeois Avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. With right of way on foot and with vehicle, in perpetuity, in the lanes known as subdivisions Nos. 169, 188 and 190 of the aforesaid lot No. 203.

To be sold, at the parochial church door of St-Charles Garnier, county of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of JANUARY next (1949), at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, December 21, 1948. 23797-52-2
[First insertion: December 24, 1948]
[Second insertion: January 8, 1949]

Fieri Facias

Quebec, to wit: } **THE QUEBEC WORKMEN'S COMPENSATION COMMISSION,** a body politic and corporate, having its head office at No. 73, Grande-Allée, in the city of Quebec; against LOUIS PHILIPPE RODRIGUE, St-Jean-Chrysostôme, county of Lévis, to wit:

1. Part of lot No. 161 (one hundred and sixty-one) on the official cadastre for the parish of Saint-Jean Chrysostôme, county of Lévis, being a lot of land situate on the public road leading to St-Romuald, bounded on the north, at a distance of 36 feet from the emplacement of Gratia Bilodeau, said space of 36 feet to be used for a proposed street; on the south by François Boutin; on the east, starting from lot No. 186 and on the west by the said public road leading to St-Romuald, circumstances and dependencies. To be deducted a part sold to Dame François Boutin, by deed before Anténor Martineau, on July 11, 1947, and registered under No. 94228.

2. Part of lot No. 186 (one hundred and eighty-six) on the official cadastre for the parish of St-Jean-Chrysostôme, county of Lévis, being an emplacement measuring 88 feet in width from east to west on the north side and 64 feet in width on the south side; the line of said emplacement being parallel to the line of François Boutin, neighbor, on the west; bounded on the north

pieds de largeur; au sud, à la terre de Donat Couture; à l'est, au vendeur et à l'ouest, partie par François Boutin et partie par partie du lot N° 161, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, le VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER prochain (1949), à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 21 décembre 1948. 23796-52-2-0
[First insertion: December 24, 1948]
[Second insertion: January 8, 1949]

by a proposed street of 36 feet in width; on the south by the land of Donat Couture; on the east, by the vendor and on the west, partly by François Boutin and partly by a part of lot No. 161 — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Jean Chrysostôme, county of Levis, on the TWENTY-EIGHTH day of JANUARY next (1949) at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 21, 1948. 23796-52-2
Première insertion: 24 décembre 1948]
[Seconde insertion: 8 janvier 1949]

Fieri Facias

Cour Supérieure—District d'Arthabaska
N° 5461 } CYRILLE MARCHAND, ouvrier,
25b rue Désiré, Victoriaville,
district d'Arthabaska; contre ALFRED GIGUE-
RE, St-Georges de Beauce, P.Q., à savoir:

Les lots Nos 45 et 46 (quarante-cinq et quarante-six) du dix-neuvième rang de la seigneurie de Deschaillons, et connus comme les lots Nos 706 et 707 (sept cent six et sept cent sept) du lot N° 723 (sept cent vingt-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, étant une terre située maintenant en la paroisse de Villeroy, contenant environ 104 arpents en superficie, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Villeroy, comté de Lotbinière, le QUATORZIÈME jour de JANVIER prochain (1949), à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 9 décembre 1948. 23681-50-2-0
[Première insertion: 11 décembre 1948.]
[Seconde insertion: 24 décembre 1948.]

Fieri Facias
Superior Court—District of Arthabaska
No. 5461 } CYRILLE MARCHAND, work-
man, 25b Désiré Street, Victo-
riaville, district of Arthabaska; against ALFRED
GIGUERE, St-Georges de Beauce, P.Q., to wit:

Lots Nos 45 and 46 (forty-five and forty-six) of the nineteenth range of the Deschaillons Seignior, and known as being lots Nos 706 and 707 (seven hundred and six and seven hundred and seven) of lot No. 723 (seven hundred and twenty-three) of the official cadastre for the parish of St-Jean Deschaillons, county of Lotbinière, being a farm now situate in the parish of Villeroy, containing about 104 arpents in area — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door at Villeroy, county of Lotbinière, on the FOURTEENTH day of JANUARY next (1949) at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 9, 1948. 23681-50-2
[First insertion: December 11, 1948]
[Second insertion: December 24, 1948]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure

Canada, } JOSEPH RE-
Province de Québec, } NAUD, entre-
District des Trois-Rivières. } preneur des cité et
N° 9917. } district des Trois-

Rivières, demandeur; vs ROLLAND GODIN, des cité et district des Trois-Rivières, défendeur.

"Un emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue Gervais en la cité des Trois-Rivières, contenant environ cinquante-deux pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante (N° 140) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, tel que démontré par le plan préparé par Horace Saint-Cyr, A.G., en date du 18 mars 1946, lequel plan est demeuré annexé à la minute 13388 des minutes de J. C. Sawyer, notaire avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à mon bureau, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER, mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, 21 décembre 1948. 23810-52-2-0
[Première insertion, 24 décembre 1948]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court

Canada, } JOSEPH RENAUD
Province of Québec, } contractor, of the
District of Trois-Rivières. } city and district of
No. 9917. } Trois-Rivières, plain-
tiff; vs ROLLAND GODIN, of the city and
district of Trois-Rivières, defendant.

"An emplacement situate on the southwest side of Gervais street, in the city of Trois-Rivières, measuring about fifty-two feet in width by one hundred and twenty feet in depth, more or less, known and designated as being lot number one hundred and forty (No. 140) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, as shown on the plan prepared by Horace Saint-Cyr, L.S., dated March 18, 1946, said plan remaining annexed to the minute 13388 of the minutes of J. C. Sawyer, notary, with the house and other buildings thereon erected."

To be sold at my office in the Court House, in the city of Trois-Rivières, on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY, nineteen hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, 21 décembre 1948. 23810-52-2
First insertion, December 24, 1948]

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1725

Québec, le 16 décembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT les règlements spéciaux qui doivent être appliqués pour les opérations forestières dans le Parc de la Gaspésie.

ATTENDU qu'en vue de l'esthétique et de la protection contre le feu du Parc de la Gaspésie, il importe d'édicter des règlements spéciaux pour les opérations forestières;

VU l'article 39 du chapitre 156 des Statuts refondus de Québec 1941:

IL EST ORDONNÉ sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries, que les règlements suivants concernant les opérations forestières soient en vigueur dans le Parc de la Gaspésie:

1° QU'il soit loisible au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil d'autoriser, chaque année, l'Honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries et l'Honorable Ministre des Terres et Forêts conjointement et non individuellement, à émettre des permis spéciaux de coupes de bois;

2° QU'en plus des règlements ci-après décrits, le ou les permissionnaires soient sujets aux règlements du Département des Terres et Forêts pour les opérations de coupes sous permis spéciaux;

3° QU'après le 31 mars 1949, il ne soit autorisé aucune coupe entre la rivière Ste-Anne et la limite est du Parc, le long de la route, du ruisseau Cap Size à la branche de l'est de la rivière Ste-Anne; cependant, le Ministre de la Chasse et des Pêcheries, pourra, s'il le juge à propos, faire effectuer des coupes de nettoyage et faire ramasser le bois mort ou renversé;

4° QUE le ou les permissionnaires soient responsables des travaux effectués par leurs ouvriers, entrepreneurs et sous entrepreneurs;

5° QUE l'on ne devra pas couper le sapin et l'épinette ayant un diamètre plus petit que dix (10) pouces sur la souche le long de la route du Parc et sept (7) pouces sur la souche ailleurs;

6° QUE l'on ne devra pas couper dans les deux cents (200) pieds avoisinant les routes, rivières et lacs du Parc;

7° QUE toutes les souches ne devront pas mesurer plus de douze (12) pouces de hauteur à partir du sol;

8° QUE l'on pourra couper le bouleau sans restriction;

9° QUE tous les houppiers soient ébranchés et ne doivent pas mesurer plus de trois (3) pouces au gros bout;

10° QUE tous les déchets soient foulés au sol afin d'éloigner les dangers d'incendie;

11° QUE tout le bois mort utilisable soit sorti;

12° QU'on doit faire en sorte de construire le moins de chemins de charroyage possible et que de toute façon ces chemins soient à au moins six cents (600) pieds l'un de l'autre et que le long de la route du Parc on ne doit pas construire de nouveau camps;

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1725

Quebec, December 16, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING special regulations to be applied to forest operations in the Gaspesian Park.

WHEREAS for the natural beauty of the Gaspesian Park and as a protection against fire, it is essential that special regulations be enacted as regards forest operations;

IN VIEW of section 39 of chapter 156 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries, that the following regulations concerning forest operations be in force in the Gaspesian Park:

1. THAT it be lawful for the Lieutenant-Governor in Council to authorize, each year, the Honourable the Minister of Game and Fisheries and the Honourable the Minister of Lands and Forests jointly and not individually to issue special timber cutting permits;

2. THAT in addition to the regulations hereinafter described, the permit-holder or holders be subject to the regulations of the Department of Lands and Forests for timber cutting operations under special permits;

3. THAT after the 31st of March, 1949, no cutting of timber be authorized between the Sainte-Anne river and the eastern limit of the Park, along the highway, from "Ruisseau Cap Size" to the east branch of the Sainte-Anne river; however, the Minister of Game and Fisheries, may, if he deems it advisable, have cleaning cuts carried on and have the dead or wind-felled timber gathered;

4. THAT the permit-holder or holders be responsible for the work done by their workmen, contractors or sub-contractors;

5. THAT along the Park road no cutting of Spruce or Balsam will be allowed if the stump measures less than ten (10) inches in diameter, and that elsewhere the stump shall measure seven (7) inches in diameter;

6. THAT no cutting be done within two hundred (200) feet from the Park road, rivers and lakes;

7. THAT all stumps shall not exceed twelve (12) inches in height above the ground;

8. THAT Birch may be cut without restriction;

9. THAT all branches be cut from the tree-tops and that the said tree-tops shall not measure more than three (3) inches thick at the largest end;

10. THAT all waste matter be stamped down in order to ward off any danger of fire;

11. THAT all useable dead wood be removed;

12. THAT every effort should be exerted to build as few hauling-roads as possible and that these roads should be at least six hundred (600) feet apart, and that along the Park road no new camps should be built;

13° QUE le débusquage ne devra s'effectuer que par des chemins et à la chaîne jusqu'au plus proche chemin de charroyage;

14° QUE tous les empilements devront être faits sur le bord des chemins de charroyage à des endroits convenables de façon à ne pas déboiser inutilement;

15° QUE les dits empilements ne devront pas être charroyés avant que le mesureur du gouvernement n'ait effectué son travail;

16° QU'il devra y avoir constamment sur les lieux un inspecteur ou un garde-forestier chargé de surveiller les opérations et que cet inspecteur ou garde-forestier ait la latitude d'arrêter les opérations si le ou les permissionnaires ne se conforment pas aux conditions qui leur auront été faites;

17° QUE toutes les opérations de coupes de sapin et d'épinette soient terminées le 31 mars de chaque année;

18° QU'une fois les opérations de coupes terminées il y ait une inspection générale par un officier désigné à cette fin par le Ministre de la chasse et des pêcheries et le Ministre des Terres et forêts;

19° QU'après cette inspection générale, le Département des Terres et forêts ait la latitude d'exiger autant de droits de coupe additionnels qu'il le jugera bon si le ou les permissionnaires ne se sont pas conformés aux présents règlements;

20° QUE, pour chaque souche qui ne sera pas conforme aux présents règlements, l'amende sera de trois dollars (\$3.00) et que, pour chaque houppier non conforme, l'amende sera de vingt-cinq cents (\$0.25);

21° QUE tout le bois coupé en vertu des présentes devra être ouvré dans la province de Québec et ne pourra être exporté hors de la dite province à moins d'obtenir, au préalable, l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur la recommandation du Ministre des Terres et forêts;

22° QUE le Ministre de la Chasse et des Pêcheries pourra édicter des règlements spéciaux notamment en ce qui concerne les opérations forestières, les sanctions et les amendes, pourvu que les dits règlements soient conformes à la Loi et aux termes du présent arrêté ministériel.

A. MORISSET,

23814-o

Greffier du Conseil Exécutif.

13. THAT the hauling of the logs must be done only by roads and with chains to the nearest hauling-road;

14. THAT all log piles be made on the border of hauling-roads at suitable sites so as to avoid unnecessary clearing;

15. THAT the said log timber piles shall not be carted away before the Government scaler has fulfilled his work;

16. THAT an inspector or forest-ranger be constantly on the premises so as to supervise the operations and that the said inspector or forest ranger be vested with the authority to stop operations if the permit-holder or holders do not comply with the conditions stipulated to them;

17. THAT the cutting of Spruce and Balsam shall end on the 31st of March each year;

18. THAT once the cutting operations are over a general inspection be made by an officer named for such purpose by the Minister of Game and Fisheries and the Minister of Lands and Forests;

19. THAT after this general inspection, the Department of Lands and Forests be permitted to exact as many additional stumpage dues as it may deem fit if the permit-holder or holders do not comply with the present regulations;

20. THAT, for every stump that is not in conformity with the present regulations, there will be a fine of three dollars (\$3) and for every top that does not conform to the regulations, there will be a fine of twenty-five cents (\$0.25);

21. THAT all timber cut in virtue hereof shall be processed in the Province of Quebec and shall not be exported outside the said Province unless a previous authorization has been obtained from the Lieutenant-Governor in Council, upon recommendation of the Minister of Lands and Forests;

22. THAT the Minister of Game and Fisheries may enact special regulations in particular as regards forest operations, sanctions and fines, provided the said regulations be in conformity with the Law and the terms of the present Order in Council.

A. MORISSET,

23814

Clerk of the Executive Council.

Charte — Abandon de

AVIS

Avis est par les présentes donné que "C. O. Proulx & Cie Ltée" fera application au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil de la Province de Québec, pour permission d'abandonner la Charte de la Compagnie, la Compagnie n'ayant ni biens ni créances.

Montréal, le 15 décembre, 1948.

Les Procureurs de C. O. Proulx & Cie Ltée,
23770-o CHAIT & KLEIN.

Charter — Surrender of

NOTICE

Notice is hereby given that "C. O. Proulx & Co. Ltd." will apply to the Lieutenant-Governor-in-Council of the Province of Quebec for leave to surrender the Charter of the Company, the Company having no assets or liabilities.

Montreal, December 15th, 1948.

CHAIT & KLEIN,
23770-o Attorneys for C. O. Proulx & Co. Ltd.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 52

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1719, section "F" — Comité paritaire
de la construction du comté de Ter-
rebonne..... 3233

Index of the Quebec Official Gazette, No. 52

ORDERS IN COUNCIL:

1719, part "F" — Building Industry
Joint Committee of Terrebonne
County..... 3233

1720, section "A" — Industrie des matériaux de construction dans la Province.....	3222	1720, part "A" — Building materials industry in the Province.....	3222
1720, section "B" — Métiers de barbier et coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm <i>et al.</i>	3227	1720, part "B" — Barber and hair-dressing trades in the counties of Joliette, Montcalm <i>et al.</i>	3227
1720, section "C" — Commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.....	3226	1720, part "C" — Retail food products trade in the district of Quebec.....	3226
1720, section "D" — Industrie du bois ouvré dans la région de Québec.....	3227	1720, part "D" — Wrought wood industry in the district of Quebec.....	3227
1720, section "E" — Industrie du gant fin dans la province de Québec.....	3228	1720, part "E" — Fine glove industry in the Province of Quebec.....	3228
1720, section "F" — Industrie du gant de travail dans la province de Québec.....	3228	1720, part "F" — Working glove industry in the Province of Quebec.....	3228
1721 — Établissements commerciaux dans la ville de Rimouski.....	3228	1721 — Commercial establishments in the town of Rimouski.....	3228
1725 — Concernant les règlements spéciaux qui doivent être appliqués pour les opérations forestières dans le Parc de la Gaspésie.....	3269	1725 — Concerning special regulations to be applied to forest operations in the Gaspesian Park.....	3269
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	3205	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	3205
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Association des Infirmières Catholiques du Diocèse de Saint-Hyacinthe (Formation).....	3249	Association des Infirmières Catholiques du Diocèse de Saint-Hyacinthe (Formation).....	3249
Clément & Clément, Limitée (Directeurs).....	3251	Clément & Clément, Limitée (Directeurs).....	3251
Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd. (Distribution de l'actif).....	3249	Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd. (Distribution of the assets).....	3249
Gelco Furniture Mfg. Co. Ltd (Directeurs).....	3249	Gelco Furniture Mfg. Co. Ltd (Directeurs).....	3249
La Caisse Populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec (Fondation).....	3250	La Caisse Populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec (Foundation).....	3250
L'Union des Travailleurs du Port de Québec (Nom changé).....	3250	L'Union des Travailleurs du Port de Québec (Name changed).....	3250
St-Honoré, paroisse de (Tirage d'obligations).....	3250	St-Honoré, parish of (Drawing of bonds).....	3250
Syndicat National des Employés du Vêtement de Mégantic (Nom changé).....	3250	Syndicat National des Employés du Vêtement de Mégantic (Name changed).....	3250
Union of the Employees of Latimer Motor Sales Ltd.— Union des Employés de Latimer Motor Sales Ltd. (Formation).....	3250	Union of the Employees of Latimer Motor Sales Ltd.— Union des Employés de Latimer Motor Sales Ltd. (Formation).....	3250
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.....	3251	Concerning to private bills to be introduced during the coming session.....	3251
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
C. O. Proulx & Cie Ltée.....	3270	C. O. Proulx & Co. Ltd.....	3270
La Compagnie de Bois Fugère Limitée.....	3251	La Compagnie de Bois Fugère Limitée.....	3251
Quebec Paving Company Limited — La Compagnie des Pavages de Québec Limitée.....	3252	Quebec Paving Company Limited — La Compagnie des Pavages de Québec Limitée.....	3252
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
Ordonnance N° 39, 1942 — Exploitations forestières.....	3252	Ordinance No. 39, 1942 — Forest operations.....	3252
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Block & Anderson, Limited.....	3254	Block & Anderson, Limited.....	3254
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Commission Métropolitaine de Montréal.....	3242	The Montreal Metropolitan Commission.....	3242
Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec.....	3241	Corporation of Professional Engineers of Quebec.....	3241
Cowansville, ville de.....	3237	Cowansville, town of.....	3237

Dorion, ville de	3245	Dorion, town of	3245
Epstein, Fritz Oscar <i>et al.</i>	3239	Epstein, Fritz Oscar <i>et al.</i>	3239
Granville, Reginald Gordon	3242	Granville, Reginald Gordon	3242
Hull, cité de	3235	Hull, city of	3235
Jean, Edouard	3238	Jean, Edouard	3238
Johnston, William	3240	Johnston, William	3240
Lachine, cité de	3242	Lachine, city of	3242
La Commission des Écoles Catholiques de Montréal	3234	The Montreal Catholic School Com- mission	3234
Lac Paré, paroisse de	3248	Lac Paré, parish of	3248
L'Aide aux Vieux Couples	3236	L'Aide aux Vieux Couples	3236
LaSalle, ville de	3243	LaSalle, town of	3243
La Société Provinciale d'Assurance Mu- tuelle — Provincial, Mutual Insur- ance Society	3246	La Société Provinciale d'Assurance Mu- tuelle — Provincial Mutual Insur- ance Society	3246
La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	3233	La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	3233
La Tuque, ville de	3246	La Tuque, town of	3246
LeMoyné, ville de	3245	LeMoyné, town of	3245
Les Clercs de St-Viateur de Joliette <i>et al.</i>	3243	Les Clercs de St-Viateur de Joliette <i>et al.</i>	3243
Les Pères des Sacrés Cœurs	3240	The Fathers of the Sacred Hearts	3240
Montréal-Sud, ville de	3237	Montreal-South, town of	3237
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, munic. de Renaissance Films Distribution Inc.	3245	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, munic. of Renaissance Films Distribution Inc.	3245
Rhodes, Pierre Richard	3241	Rhodes, Pierre Richard	3241
Rimouski, ville de	3247	Rimouski, town of	3247
Rivière-du-Loup, cité de	3234	Rivière-du-Loup, city of	3234
Roberval, ville de	3244	Roberval, town of	3244
Sherbrooke, cité de	3238	Sherbrooke, city of	3238
Société d'Administration et de Fiducie St-Félicien, ville de	3246	Société d'Administration et de Fiducie St-Félicien, town of	3246
St-Foy, paroisse de	3244	St-Félicien, town of	3244
Succession James McCready	3239	Ste-Foy, parish of	3239
Succession Margaret C. Woods Browne Succession Hon. Charles-Séraphin Ro- dier	3241	Estate of James McCready	3241
Succession Hugh Quinlan	3236	Estate of Margaret C. Woods Browne Estate of Hon. Charles-Séraphin Ro- dier	3236
Syrian Canadian Association	3244	Estate of Hugh Quinlan	3244
Théoret, Docteur Rodrigue	3248	Syrian Canadian Association	3248
The Royal Institution for the Advan- cement of Learning <i>et al.</i>	3239	Théoret, Doctor Rodrigue	3239
Trois-Rivières, cité de	3240	The Royal Institution for the Advan- cement of Learning <i>et al.</i>	3240
Verdun, cité de	3245	Trois-Rivières, city of	3245
Windsor, ville de	3238	Verdun, city of	3238
	3241	Windsor, town of	3241
	3233		3233

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Lachenaie, munic. scolaire de	3255
Magog, munic. scolaire protestante de la ville de	3255

TERRES ET FORÊTS:

Mont-Laurier, village de	3255
Orford, canton de	3255
St-Colomb-de-Sillery, paroisse de	3255
St-Colomb-de-Sillery, paroisse de	3256

TRAVAIL:

Comité conjoint des maîtres et em- ployés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier <i>et al.</i> (Prélèvement)	3257
Comité paritaire du camionnage de Qué- bec (Approbation de règlements)	3257
Comité paritaire du camionnage de Qué- bec (Prélèvement)	3259
Industrie du meuble dans la province de Québec (Modification)	3257
Métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabas- ka <i>et al.</i> (Modification)	3256

VOIRIE:

St-Simon-de-la-Baie-Ha ! Ha !, munic. de	3260
---	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Lachenaie, school munic. of	3255
Magog, Protestant school munic. of the town of	3255

LANDS AND FORESTS:

Mont-Laurier, village of	3255
Orford, township of	3255
St-Colomb-de-Sillery, parish of	3255
St-Colomb-de-Sillery, parish of	3256

LABOUR:

Joint Committee of Barbers and Hair- dressers of the counties of Joliette, Berthier <i>et al.</i> (Levy)	3257
Comité paritaire du camionnage de Qué- bec (Approval of by-law)	3257
Comité paritaire du camionnage de Qué- bec (Levy)	3259
Furniture industry in the Province of Quebec (Amendment)	3257
Clockmaking and jewellery trades in the counties of Drummond, Artha- baska <i>et al.</i> (Amendment)	3256

ROADS:

St-Simon-de-la-Baie-Ha ! Ha !, munic. of	3260
---	------

EXAMENS DU BARREAU:

Québec: étude du droit	3261
Québec: pratique du droit.	3261

BAR EXAMINATIONS:

Quebec: study of law.	3261
Quebec: practice of law.	3261

LETTRES PATENTES:

Alemho Glass Co. Ltd.	3206
Association de Bienfaisance de Ville Mont-Royal Inc.—Town of Mount- Royal Welfare Association Inc.	3207
Aux Trois Mousses, Inc.	3207
Baron Mfg. Company.	3207
Chateau Pontiac Limited.	3208
Chaussure Protection Ltée — (Protec- tion Shoe Ltd.).	3208
Cie Générale de l'Habitation Limitée. .	3208
Eastern Paper Products, Inc.	3209
E. Morin & Fils, Inc.	3209
Forest Hills House Ltd.	3209
Hôtel Château Gai, Ltée.	3210
Jack Seligman Incorporated.	3210
Jewish People's Schools Association Inc.	3210
Joseph Bouchard Limitée.	3211
La Filature de St-Georges Ltée — St. George Spinning Ltd.	3211
Laurentian Wool Company Limited. .	3212
L. Cohen & Son Ltd.	3212
Le Centre des Loisirs de Mont-Joli, Inc.	3212
Le Centre Social de St. Justin Inc.	3213
Les Immeubles Sagard Ltée.	3213
Les Industries Savoie, Ltée.	3213
L'Hôpital Val St-Michel du Squatteck Inc.	3214
Lionel Industries Ltd.	3214
Lou Zimmerman Inc.	3215
Madison Investment Ltd.	3215
Menuiserie Chalifour Limitée — Cha- lifour Woodwork Limited.	3215
Mont St-Hilaire Ski Club Inc.	3216
Morton Clothes Ltd.	3216
M. Wexler Flocking Co. Ltd.	3216
Nadeau Realities Limited.	3217
National Plastics Inc.	3217
Northern Resorts Association of the Laurentians.	3217
North Star Construction Ltd.	3218
Peerless Clothing Mfg. Company.	3218
Philippe Trotter Inc.	3218
Pretty Fashions Inc.	3219
Quality Buttonhole Ltd.	3219
Quebec Outfitters Association — L'As- sociation des Outfitters de Québec. .	3219
Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd..	3220
Service Familial de la Rive Sud.	3220
Société Anonyme du Bas-Fleuve, Inc.— (Lower St. Lawrence Corporation). .	3221
The MacIntosh Chinchilla Ranch Inc.	3221
Thos. Abel Ltée.	3221
Vitrex Inc.	3222

LETTERS PATENT:

Alemho Glass Co. Ltd.	3206
Association de Bienfaisance de Ville Mont-Royal Inc.—Town of Mount- Royal Welfare Association Inc.	3207
Aux Trois Mousses, Inc.	3207
Baron Mfg. Company.	3207
Chateau Pontiac Limited.	3208
Chaussure Protection Ltée — (Protec- tion Shoe Ltd.).	3208
Cie Générale de l'Habitation Limitée. .	3208
Eastern Paper Products, Inc.	3209
E. Morin & Fils, Inc.	3209
Forest Hills House Ltd.	3209
Hôtel Château Gai, Ltée.	3210
Jack Seligman Incorporated.	3210
Jewish People's Schools Association Inc.	3210
Joseph Bouchard Limitée.	3211
La Filature de St-Georges Ltée — St. George Spinning Ltd.	3211
Laurentian Wool Company Limited. .	3212
L. Cohen & Son Ltd.	3212
Le Centre des Loisirs de Mont-Joli, Inc.	3212
Le Centre Social de St. Justin Inc.	3213
Les Immeubles Sagard Ltée.	3213
Les Industries Savoie, Ltée.	3213
L'Hôpital Val St-Michel du Squatteck Inc.	3214
Lionel Industries Ltd.	3214
Lou Zimmerman Inc.	3215
Madison Investment Ltd.	3215
Menuiserie Chalifour Limitée — Cha- lifour Woodwork Limited.	3215
Mont St-Hilaire Ski Club Inc.	3216
Morton Clothes Ltd.	3216
M. Wexler Flocking Co. Ltd.	3216
Nadeau Realities Limited.	3217
National Plastics Inc.	3217
Northern Resorts Association of the Laurentians.	3217
North Star Construction Ltd.	3218
Peerless Clothing Mfg. Company.	3218
Philippe Trotter Inc.	3218
Pretty Fashions Inc.	3219
Quality Buttonhole Ltd.	3219
Quebec Outfitters Association — L'As- sociation des Outfitters de Québec. .	3219
Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd..	3220
Service Familial de la Rive Sud.	3220
Société Anonyme du Bas-Fleuve, Inc.— (Lower St. Lawrence Corporation). .	3221
The MacIntosh Chinchilla Ranch Inc.	3221
Thos. Abel Ltée.	3221
Vitrex Inc.	3222

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

Diverses (Correction)	3260
-----------------------------	------

LETTERS PATENT ANNULLED:

Miscellaneous (Correction)	3260
----------------------------------	------

LIQUIDATION, AVIS DE:

J. Gérard Villeneuve Enr.	3261
--------------------------------	------

WINDING UP NOTICE:

J. Gérard Villeneuve Enr.	3261
--------------------------------	------

PROCLAMATIONS:

Convocation de la Legislature pour l'ex- pédition des affaires.	3262
---	------

PROCLAMATIONS:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	3262
--	------

SIÈGES SOCIAUX:

Clément & Clément Limitée.	3262
Menuiserie Chalifour Limitée.	3262

HEAD OFFICES:

Clément & Clément Limitée.	3262
Menuiserie Chalifour Limitée.	3262

Patterson Electric (Eastern) Ltd.	3263	Patterson Electric (Eastern) Ltd.	3263
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
St-David-de-l'Auberivière, commissaires d'écoles de.	3263	St-David-de-l'Auberivière, school commissioners of.	3263
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Waterloo, ville de.	3264	Waterloo, town of.	3264
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFF'S SALES:	
GASPÉ:		GASPÉ:	
D. Bouchard Limitée vs Dupuis.	3265	D. Bouchard Limitée vs Dupuis.	3265
La Compagnie de Bois Radisson vs Lévesque.	3265	La Compagnie de Bois Radisson vs Lévesque.	3265
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Trahan <i>et al</i> vs Larochelle <i>et al</i>	3265	Trahan <i>et al</i> vs Larochelle <i>et al</i>	3265
MONTREAL:		MONTREAL:	
Charland <i>et vir</i> vs Lambert.	3266	Charland <i>et vir</i> vs Lambert.	3266
Vaillancourt vs Laurendeau.	3266	Vaillancourt vs Laurendeau.	3266
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
La Commission des Accidents du Travail de Québec vs Rodrigue.	3267	The Quebec Workmen's Compensation Commission vs Rodrigue.	3267
P. L. Lortie Ltée vs Thomassin.	3267	P. L. Lortie Ltée vs Thomassin.	3267
Marchand vs Giguère.	3268	Marchand vs Giguère.	3268
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Renaud vs Godin.	3268	Renaud vs Godin.	3268
23816-o		23816-o	